

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO



MINISTRE DES AFFAIRES SOCIALES,
ACTION HUMANITAIRE ET SOLIDARITE NATIONALE

**PLAN D'ACTION NATIONAL EN FAVEUR
DES ORPHELINS ET ENFANTS
VULNERABLES
VIVANT EN RDC**



2010-2014
(PAN OEV)

Octobre 2009



USAID
DU PEUPLE AMERICAIN

INITIATIVE DES POLITIQUES
DE SANTÉ

Futures
GROUP

MINAS adresse
Infos de contact

Documents sur le PAN OEV sont disponibles sur le site:

<http://sites.google.com/site/oevrdc/>

SOMMAIRE

Plan d'Action National en Faveur des Orphelins et Autres Enfants Vulnérables.....	5
Acronymes	7
Résumé	9
Situation des OEV	9
Plan d'Action National OEV (PAN OEV)	10
Monitoring, Suivi et Evaluation	15
I. Contexte General	17
<i>I.1. Aperçu démographique et socio-économique.....</i>	<i>17</i>
<i>I.2. Contexte politique</i>	<i>18</i>
<i>I.3. Indicateurs socio-économiques.....</i>	<i>19</i>
<i>I. 4. Situation du VIH/SIDA.....</i>	<i>21</i>
II. La situation des OEV en RDC	23
<i>II.1. Définition des OEV en RDC.....</i>	<i>23</i>
<i>II.2. Ampleur des OEV en RDC</i>	<i>24</i>
<i>II.3. Conditions de vie des OEV en RDC.....</i>	<i>25</i>
<i>II.4. Organisation de la réponse en RDC.....</i>	<i>26</i>
<i>II.5. Niveau de la réponse fournie aux OEV</i>	<i>30</i>
<i>II.6. Défis à relever dans la prise en charge des OEV en RDC.....</i>	<i>34</i>
<i>II.7. Recommandations sous tendant l'élaboration du PAN OEV</i>	<i>37</i>
III. Le Plan d'Action National OEV	40
<i>III.1. Principes directeurs.....</i>	<i>41</i>
<i>III.2. Vision, but et objectif du PAN OEV</i>	<i>42</i>
<i>III.4. Choix stratégiques sous-tendant le PAN OEV</i>	<i>46</i>
<i>III.5. Description des domaines</i>	<i>48</i>
<i>III.6. Cadre institutionnel de mise en œuvre du Plan d'Action National OEV.....</i>	<i>55</i>
<i>III.7. Monitoring, Suivi et Evaluation.....</i>	<i>60</i>
Tableau 1 : Indicateurs clés du PAN OEV	62
<i>III.8. Ressources.....</i>	<i>64</i>
Tableau 2 – Estimation du budget PAN OEV en USD selon domaine 2010 à 2014.....	67
Tableau 3 – Estimation du budget PAN OEV en USD - Domaine 1 : Renforcement des mécanismes de prévention communautaires et des capacités des familles par objectif spécifique 2010 à 2014..	68
Tableau 4 – Estimation du budget PAN OEV en USD - Domaine 2 : Renforcement des mécanismes de prévention communautaires et des capacités des familles par objectif spécifique 2010 à 2014..	69

Tableau 5 – Estimation du budget PAN OEV en USD - Domaine 3 : Amélioration de l'accès des OEV aux services sociaux de base par objectif spécifique 2010 à 2014.....	70
Tableau 6 – Estimation du budget PAN OEV en USD - Domaine 4 : Suivi & évaluation par objectif spécifique 2010 à 2014.....	71
Tableau 8 – Estimation du budget PAN OEV en USD - Domaine 5 : Mobilisation des ressources financières, matérielles et humaines adéquates par objectif spécifique 2010 à 2014.....	72
Annexe 1 – Objectifs Millénaires du Développement (OMD) relatifs aux conditions de vie des enfants congolais.....	73
Annexe 2 – Cadre suivi et évaluation	74
Annexe 3 – Budget estimation selon activités and chronogramme	98
Bibliographie.....	109

FIGURES

Figure 1 : Domaines stratégique du PAN OEV-RDC.....	12
Figure 2 : Cadre des objectifs stratégiques du PAN OEV	12
Figure 3 : Carte administrative de la RDC.....	17
Figure 4 : Prise en charge des OEV par domaine d'intervention et par province	33
Figure 5 : Domaines stratégiques du PAN OEV-RDC.....	41
Figure 6 : Cadre des objectifs stratégiques du PAN OEV	45
Figure 7 : Ossature du PAN OEV	48
Figure 8 : Structuration de la coordination.....	56
Figure 9 : Position de la cellule technique au sein du MINAS.....	59
Figure 10 : Relation entre les acteurs.....	65

GRAPHIQUES

Graphique 1: Nombre des non-OEV et OEV par province en 2007	25
Graphique 2. Nombre des orphelins et enfant vulnérables ayant reçu au moins un type de service par province, 2007.	31
Graphique 3: Type de réponse apportée aux OEV	32
Graphique 4 : Index de l'Effort de Prise en Charge des OEV - Provincial et national.....	34

PLAN D'ACTION NATIONAL EN FAVEUR DES ORPHELINS ET AUTRES ENFANTS VULNERABLES

Avant-propos

Dans son discours d'investiture à la magistrature suprême, le Chef de l'Etat a placé « la lutte contre la pauvreté, l'injustice, les inégalités sociales, la protection de l'enfant et de toutes les personnes vulnérables au centre de l'action du Gouvernement au cours des cinq prochaines années. Par ailleurs, il a affirmé que la jeunesse est l'avenir de notre pays. il a notamment déclaré ce qui suit : « Nous ne pouvons, sans faire le lit de la violence et de la grande criminalité, accepter qu'une partie importante de cette jeunesse vive en marge de la société, sans encadrement familial, sans éducation, sans logement, sans emploi, sans revenu et donc, sans espoir. Trouver une solution adéquate à ce problème devrait être une des priorités absolues des pouvoirs publics. J'entends y veiller personnellement. Et je compte sur le concours actif du Parlement, des Cours et Tribunaux et de la Société Civile, particulièrement des Confessions religieuses. Je compte surtout et avant tout sur le concours des parents et des familles ».

C'est dans ce cadre que le Gouvernement congolais à travers le Ministère des Affaires Sociales, Action Humanitaire et Solidarité Nationale a initié, avec la participation d'un large éventail d'acteurs de toutes les couches de la société, la production du présent plan d'action national en faveur des Orphelins et autres Enfants Vulnérables (PAN-OEV).

Le Plan d'action national en faveur des OEV se présente comme un ajustement conscient de notre attention et de nos efforts pour contribuer à atténuer les souffrances de beaucoup d'OEV dont le nombre est estimé à 8,2 millions et leur offrir de meilleures perspectives d'avenir. Il est un accord sur les principaux problèmes et sur les actions à entreprendre qui devrait permettre réellement d'accélérer les interventions de l'Etat et des partenaires, de les élargir et d'en augmenter l'efficacité dans un cadre mieux organisé. Le PAN-OEV s'inscrit dans le contexte et en complément des autres plans, politiques et programmes du Gouvernement tel que le DSCR, le Programme d'Actions Prioritaires, le Plan Stratégique de Lutte contre le VIH/SIDA et surtout les politiques sectorielles.

L'avènement du PAN-OEV n'est pas une fin en soi, d'où je fonde mon espoir sur l'engagement de chacun et de tous à tenir les engagements pris aussi bien au niveau international qu'aux niveaux régional et national.

Aussi, voudrais-je rendre hommage à tous les acteurs nationaux et aux partenaires qui prennent une part active à la lutte quotidienne pour le bien-être des OEV. Nous les invitons à considérer ce plan comme l'unique cadre d'intervention de la réponse nationale à la situation des OEV.

Je voudrais remercier tous ceux qui ont apporté leur appui technique et financier à l'élaboration du PAN-OEV. J'exprime ma gratitude à l'UNICEF et au Gouvernement Américain à travers l'USAID pour leur contribution technique et financière.

Mes remerciements vont également à l'endroit de :

- Ministères (Santé Publique ; Genre, Famille et Enfant ; PNMLS ; EPSP ; Droits humains ; Justice ; Plan ; Finances ; Budget, etc.)
- Partenaires du système des Nations Unies
- Coopérations bilatérales et Multilatérales
- Partenaires techniques : FUTURES GROUP et Consultants
- Société civile
- Tous les acteurs impliqués dans la recherche du bien-être des OEV dont la disponibilité et les suggestions pertinentes ont permis d'enrichir le présent document.

Barthelemy BOTSWALI LENGOMO

***Ministre des Affaires Sociales, Action
Humanitaire et Solidarité Nationale***

Octobre 2009

ACRONYMES

AMOCongo	Action Communautaire SIDA/Avenir Meilleur pour Orphelins
ARV	Antirétroviral
CDE	Convention des Droits de l'Enfant
CEDEF	Convention sur l'Elimination de toutes les formes de Discrimination à l'Egard des Femmes
CRS	Catholic Relief Services
DEP	Direction des Etudes et Planification
DFID	UK Department For International Development
DISPE	Direction des Interventions Spéciales de Protection de l'Enfant
DIVAS	Division Provinciales des Affaires Sociales
DSCR	Document Stratégique de Croissance et de Réduction de la Pauvreté
ECC	Eglise du Christ au Congo
EDS	Enquête Démographique et de Santé
EPSP	Education Primaire, Secondaire et Professionnel
GFE	Genre Famille et Enfant
GTZ	Coopération Technique Allemande
HPI	Health Policy Initiative
INS	Institut National de la Statistique
IST	Infections Sexuellement Transmissibles
MAP	Multi Aids Program
MINAS	Ministère des Affaires Sociales, de l'Action Humanitaire et de la Solidarité Nationale
OEV	Orphelins et Enfants Vulnérables
ONG	Organisation Non Gouvernementale
PAN OEV	Plan d'Action National OEV
PAVIH	Personne Affectée par le VIH/SIDA
PEPFAR	U.S. President's Emergency Plan for AIDS Relief
PIB	Produit Intérieur Brut
PNLS	Programme National de Lutte contre le Sida
PNMLS	Programme National Multisectoriel de Lutte contre le Sida
PSTE	L'initiative pays pauvres très endettés
PVVIH	Personne Vivant avec le VIH
RAAAP	Rapid Assessment, Analysis and Action Planning
REEJER	Réseau des Educateurs des Enfants et Jeunes de la Rue
SIDA	Syndrome d'immunodéficience acquise
SRO	Solution de Réhydratation Orale
UNGASS	Session Extraordinaire de l'Assemblée Générale des Nations Unies sur le VIH/SIDA
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
USAID	Agence des Etats Unies pour le développement international

ONUSIDA	Programme commun des Nations Unies sur le VIH/SIDA
VIH	Virus de l'Immunodéficience Humaine
WFP	World Food Program

RESUME

Situation des OEV

Globalement on estime qu'en RDC, un enfant sur quatre est un Orphelin et Enfant Vulnérable (OEV)¹, ce qui représente plus de 8.237.000 enfants en 2007². Si la proportion d'OEV parmi l'ensemble des enfants vivant en RDC reste stable, on projette que le pays comptera plus de 10 millions d'OEV d'ici 2014³.

Cette situation apparaît très préoccupante au regard des répercussions multiples envisageables sur la situation économique et sociale du pays. Ce nombre élevé d'OEV entraîne d'importantes charges tant au niveau des familles que des communautés qui risquent d'être rapidement débordées. En effet, la RDC ne dispose pas actuellement de système de protection sociale et les services sociaux de base sont largement insuffisants et de qualité médiocre. De plus, jusqu'aujourd'hui, les interventions existantes en faveur des OEV sont peu coordonnées, peu visibles et leur efficience ne semble pas clairement établie. Les défis auxquels sont confrontés les OEV sont nombreux. Considérant que les parents constituent le premier et principal filet de protection d'un enfant, la perte ou l'affaiblissement physique causé par une maladie chronique et/ou létale de l'un d'entre eux a des conséquences néfastes sur le devenir de cet enfant. Il compromet fortement ses droits fondamentaux à l'éducation, à la santé, à la sécurité matérielle et affective et l'entraîne rapidement dans une spirale de pauvreté croissante. Ses chances de développement (éducatif, sanitaire, psychosocial, etc.) s'en trouvent alors réduites comparé à un enfant ayant encore ses deux parents vivants et en bonne santé⁴.

RAAAP OEV

En octobre 2007, le Gouvernement de la République Démocratique du Congo à travers le MINAS, avec les appuis financiers et techniques de l'UNICEF et de l'USAID, a initié une évaluation et une analyse de la situation des OEV dans tout le pays, appelée RAAAP (Rapid Assessment, Analysis and Action Planning). Les résultats de cette analyse de la situation des OEV ont permis de dégager un certain nombre de recommandations pour l'amélioration de leur protection et prise en charge qui ont servi de base à l'élaboration d'un Plan d'Action National OEV (PAN OEV).

En résumé, les principales recommandations sous tendant le PAN OEV étaient les suivantes :

1 – Amélioration de la qualité des services offerts

Bien qu'encore largement insuffisante, la réponse apportée aux OEV est substantielle au regard de la faiblesse du cadre politique et réglementaire dans lequel elle se déroule et des capacités financières, organisationnelles et humaines des acteurs de terrain. Etant

¹ Un OEV est « un enfant ayant perdu son père, sa mère ou ses deux parents ; ou vivant en dehors du cadre familial ; avec un tuteur malade chronique ou infecté par le VIH/SIDA ; ainsi qu'un enfant malade chronique et/ou infecté par le VIH/SIDA ». Compte rendu de la réunion du Groupe consultatif sur les OEV, 11 décembre 2006, MINAS, PNMLS

² Enquête Démographique et de Santé (EDS 2007) 2007, Ministère du Plan, République Démocratique du Congo, Août 2008.

³ Si l'on prend en compte la croissance naturelle de la population congolaise, tout en considérant que le taux de 25% d'OEV reste stable. Estimations ONU et SPECTRUM/Demproj.

⁴ Une enquête menée récemment sur la pauvreté des enfants en RDC a d'ailleurs montré que le fait d'être orphelin était l'un des facteurs majeurs de pauvreté et de privation. UNICEF, Août 2007. Pauvreté des enfants et disparités en RDC.

donné que de nombreuses interventions sont menées sans réelle structuration, ni standard de qualité, le pays doit s'attaquer en priorité à l'amélioration de la qualité des services actuellement offerts aux OEV en mettant l'accent sur le renforcement du cadre politique et réglementaire (avec les moyens d'appliquer les textes), ainsi que de la coordination et des capacités des acteurs impliqués dans la prise en charge des OEV et ce, avant de considérer toute perspective d'extension de couverture.

2 - Extension de la couverture

L'extension de la couverture ne doit pas intervenir uniquement lorsque des changements significatifs auront été apportés quant à la qualité des services actuellement offerts. Un plan d'expansion incluant la mobilisation des ressources, doit être élaboré en concertation avec l'ensemble des partenaires impliqués dans la question de prise en charge des OEV. Cette expansion doit prendre appui sur les partenaires ayant montré au préalable une implication efficace sur le terrain ainsi que des capacités propres en termes financiers, techniques et/ou humains. Les organisations à base communautaires devraient être ciblées en priorité.

Plan d'Action National OEV (PAN OEV)

La décision d'élaboration d'un PAN OEV découle d'une part de l'obligation de l'Etat congolais d'honorer ses différents engagements internationaux pris notamment dans le cadre l'UNGASS⁵ en 2001, de la Session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies sur les enfants en mai 2002 et enfin du Forum des partenaires mondiaux en novembre 2003. D'autre part, il doit permettre d'élargir le partenariat en faveur des OEV et de fédérer leurs efforts autour d'objectifs unanimement définis au sein d'une politique OEV. Enfin, le PAN OEV représente une opportunité de rassembler, d'augmenter et d'optimiser les ressources financières et humaines en faveur des OEV pour la création des synergies dans le développement des services tant qualitatif que quantitatif pour améliorer la situation des enfants, et la société congolaise.

Le PAN répondait ainsi aux besoins de l'ensemble des acteurs sur les plans institutionnels, pratiques ou financiers - régulièrement confrontés à l'absence d'orientations politiques et au manque de coordination des interventions, limitant ainsi l'impact de leurs interventions en cours.

Méthodologie

Le PAN OEV a été élaboré selon un mode participatif élargi. Dans un premier temps, un atelier national de validation des résultats de l'analyse de la situation a été organisé en février 2009 et a permis la définition de cinq domaines stratégiques⁶. Des groupes de travail issus de la Task Force OEV ont ensuite été constitués afin de définir les activités principales pour chacun de ces domaines. Enfin, cette ébauche a été raffinée et validée par les principaux acteurs clés au cours de sessions de travail organisées en mai 2009. Il s'agissait de favoriser l'engagement des différentes parties prenantes, d'assurer une appropriation du PAN OEV.

⁵ Session Spéciale des Nations Unies sur le VIH/SIDA, 2001

⁶ Rapport de l'atelier national de validation du rapport de synthèse du processus RAAAP, Ministère des Affaires sociales, Action humanitaire et solidarité nationale, Kinshasa, février 2009. Pour le rapport voir le site sur le RAAAP <http://sites.google.com/site/oevrdc/>.

Le Plan d'Action National OEV est le résultat d'un large consensus national qui s'est forgé autour de la définition des objectifs, des principes, des stratégies devant guider les actions menées en faveur des OEV en RDC. Le graphique ci-dessous présente les cinq domaines stratégiques du PAN OEV.

Objectifs général et stratégiques

L'objectif général du PAN est d'améliorer la qualité de la réponse apportée aux besoins d'au moins 15% des OEV d'ici 2014.

On entend par réponse de qualité, une action multisectorielle et multi partenariale coordonnée, visant à satisfaire de manière holistique les besoins de protection et de prise en charge des OEV et de prévenir leur vulnérabilité.

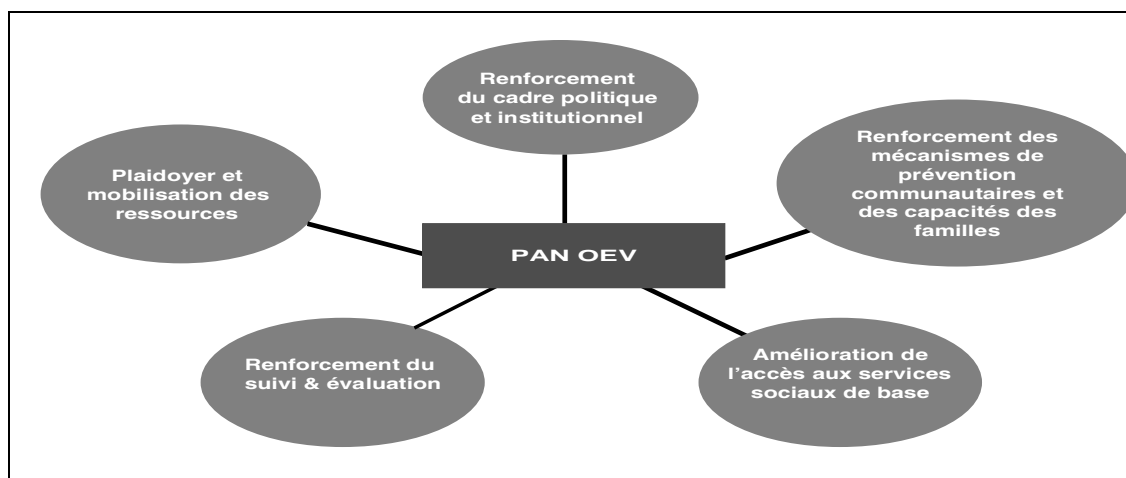
L'objectif d'appuyer 15% des OEV – soit plus de 1,5 Million d'enfant - découle des constats issus du RAAAP et de l'EDS ainsi que des réalités de terrain. Le RAAAP a montré qu'en 2007, seuls 287.310 OEV étaient touchés par au moins un service. En conséquence, non seulement le nombre de bénéficiaires touchés devra être multiplié par 5 en cinq ans (soit une augmentation de plus de 400%) mais la gamme des services offerts pour chaque OEV devra être étendue selon ses besoins spécifiques, et enfin le cadre politique et juridique, incluant l'élaboration de normes et de standards des interventions, devra être renforcé. Etant donné les défis auxquels est confronté le pays (cf.II.6.), les capacités opérationnelles des acteurs de terrains et leurs capacités d'absorption financière à ce jour, il est apparu pertinent de limiter l'objectif du PAN OEV à 15% des OEV

Pour atteindre cet objectif, ces cinq domaines stratégiques ont été dégagés au cours du processus RAAAP. Ils découlent des stratégies préconisées au plan international⁷ et adaptées à la situation du pays. La figure ci-après présente ces domaines clés.

⁷ Cadre pour la protection, les soins et le soutien aux Orphelins et Enfants Vulnérables vivant dans un monde avec le VIH/SIDA, Juillet 2004. Les cinq stratégies clés sont les suivantes :

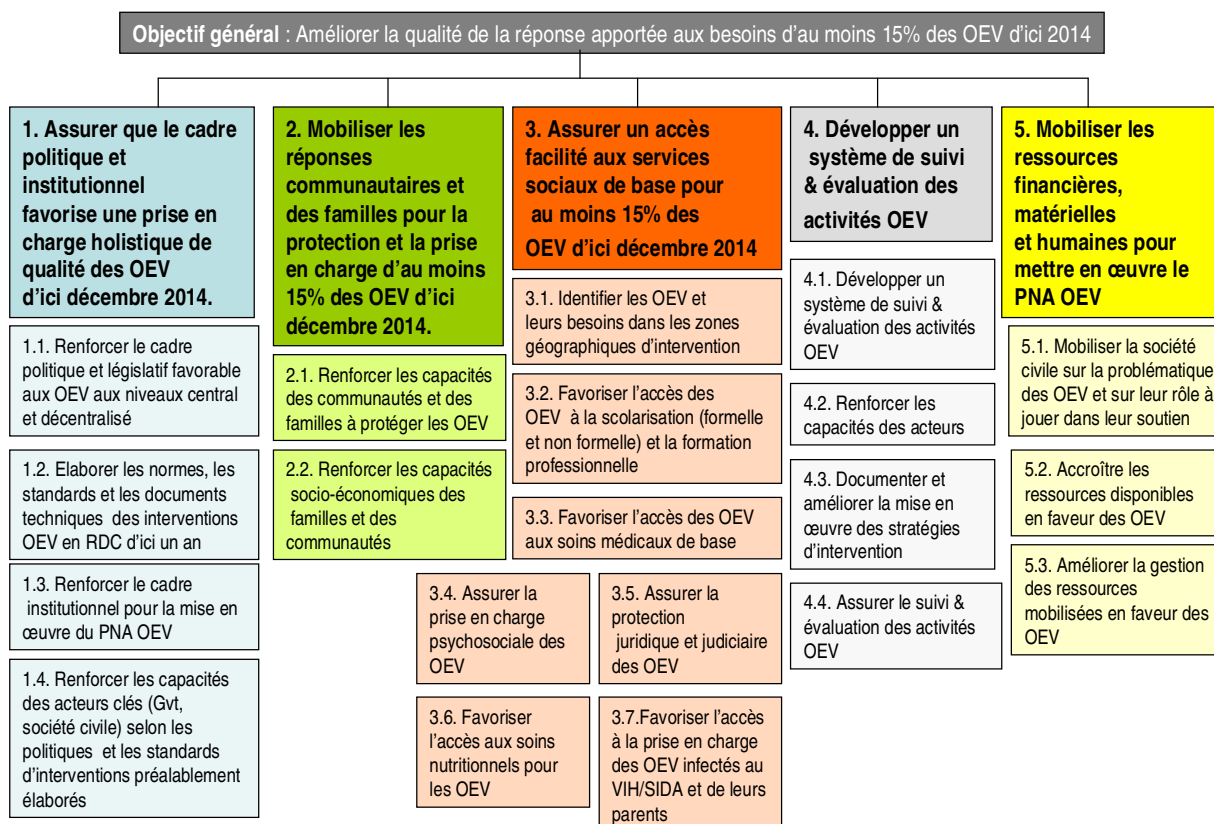
- Renforcer les capacités des familles à protéger et à élever les orphelins et les enfants vulnérables en prolongeant la vie des parents et en fournissant un soutien économique, psychosocial et autre ;
- Mobiliser et soutenir les initiatives communautaires ;
- Garantir l'accès des orphelins et des enfants vulnérables aux services essentiels, notamment : éducation, soins médicaux, inscription au registre des naissances et autres ;
- S'assurer que les gouvernements protègent les enfants les plus vulnérables en renforçant les politiques et la législation et en affectant des ressources aux familles et aux communautés ;
- Faire prendre conscience du problème à tous les niveaux grâce à la sensibilisation et à la mobilisation sociale afin de créer un milieu solidaire des enfants et des familles touchés par le VIH/SIDA.

Figure 1 : Domaines stratégique du PAN OEV-RDC



Un objectif stratégique et des objectifs spécifiques ont été définis pour chacun des cinq domaines. La figure ci-dessous les présente en détail.

Figure 2 : Cadre des objectifs stratégiques du PAN OEV



Les bénéficiaires

Les bénéficiaires directs du PAN OEV seront les Orphelins et Enfants Vulnérables vivant en RDC. Il ciblera en priorité les enfants vulnérables du fait d'une défaillance de l'encadrement familial suite à la morbidité des parents et/ou tuteur, et qui représentent environ 25% des enfants vivant en RDC. Toutefois, dans la pratique, il peut s'avérer que d'autres enfants puissent être considérés comme bénéficiaires du PAN OEV, s'il apparaît qu'ils vivent dans des conditions de grande vulnérabilité entravant fortement leur développement physique et psychique. D'ores et déjà, le PAN OEV prend en compte les enfants vivant dans la rue et les enfants affectés par le VIH/SIDA.

Les stratégies sous-tendant le PAN OEV

Au cours du processus d'élaboration, un consensus s'est dégagé quant aux choix stratégiques sous-tendant le PAN OEV, à savoir :

- **Partenariat et multisectorialité.** la problématique OEV est multisectorielle. Aucun ministère ne possède à lui seul les capacités pour régler tous les problèmes concernant les orphelins et les enfants vulnérables. De plus, la vulnérabilité des enfants est un problème social qui implique la participation de tous secteurs qu'ils soient public, privé et communautaire. Le partenariat favorisera le dialogue des différentes parties prenantes et permettra la définition d'objectifs communs garantissant une plus grande synergie des interventions et à terme, un plus grand impact sur la vie des OEV.
- **La coordination des parties prenantes OEV** est essentielle et doit permettre d'améliorer la réponse d'ensemble aux OEV en limitant les risques d'oublis et de chevauchements programmatiques et en créant des passerelles entre les différents secteurs favorisant ainsi la multisectorialité. Des cadres de concertation entre partenaires seront donc mis en place à tous les niveaux d'interventions.
- **A base communautaire.** L'accompagnement communautaire des OEV est l'assise du PAN OEV, sur laquelle prennent appui toutes les activités d'amélioration de l'accès aux services sociaux de base. Il consistera d'une part en l'identification des OEV et de leurs besoins ; d'autre part, le contrôle de l'effectivité des mesures mises en place pour leur protection et leur prise en charge et enfin ; l'accompagnement de leur développement personnel (une sorte de tutorat communautaire). La communauté, au travers de volontaires communautaires, jouera également un important rôle préventif. En tant que sentinelle, elle sera chargée de repérer l'ensemble des difficultés et des abus aux droits vécus par les OEV puis de référer les cas problématiques auprès de professionnels. Ainsi, elle jouera pleinement son rôle de second filet de protection des OEV et contribuera à créer un environnement favorable aux OEV et aux enfants en général.
- **Décentralisation et convergence des interventions.** La responsabilité de la mise en œuvre du PAN sur le terrain sera décentralisée au niveau de zones d'intervention. Cela se fera sous la coordination de comités de pilotage décentralisés, selon les principes de multisectorialité, de partenariat et de coordination. Les structures nationales auront quant à elles, un rôle de définition des stratégies et des normes d'intervention, ainsi qu'un rôle d'appui technique. Afin de favoriser cette multisectorialité et d'éviter la dispersion des efforts ainsi que le saupoudrage des

ressources limitant l'impact des actions sur les OEV, la convergence des interventions sera un principe central sur le terrain. Pour chaque zone d'intervention, un paquet d'interventions minimum devra être défini.

- **Participation des OEV.** La participation des OEV ainsi que de leurs familles, principaux bénéficiaires du PAN OEV, est fondamentale. Ils doivent être associés à l'ensemble des étapes de mise en œuvre du PAN. Il est impératif qu'ils puissent exprimer leurs attentes et objections et participer aux interventions menées en leur faveur. Pour se faire, les OEV, leurs familles et les communautés devront être organisés et leurs capacités renforcées. Leurs représentants seront membres à part entière des organes de coordinations. La participation des OEV et de leur famille sera intégrée dans les normes et standards des interventions OEV et considéré comme un des indicateurs de leur qualité.

Activités du PAN OEV

Le tableau présentant l'ensemble des activités du PAN OEV ainsi que les indicateurs de performance se trouve en Annexe 2.

Cadre institutionnel de mise en œuvre du PAN OEV

La mise en œuvre du PAN OEV exige une action coordonnée à trois niveaux (national, provincial et local) entre le gouvernement, la société civile, le secteur privé et les partenaires du développement incluant les bailleurs de fonds.

La représentation de la structuration de la coordination se trouve à page 53.

Au niveau national, un comité de pilotage multi-partenarial et multisectoriel du PAN OEV sera mis en place. Instance privilégiée de la concertation en matière de protection et de prise en charge des OEV, le comité de pilotage OEV réunira deux fois l'an - sous l'égide du premier ministre ou par délégation du vice premier ministre en charge des besoins sociaux de base - les représentants de tous départements ministériels et des organismes gouvernementaux concernés, de la société civile, du secteur privé et des partenaires de développement. Le secrétariat sera assuré par le Ministère des Affaires Sociales. Le but de ce comité de pilotage sera de coordonner la politique gouvernementale en matière de protection des OEV, ainsi que de garantir la transparence, l'efficacité et le partenariat dans les efforts déployés pour répondre aux besoins des OEV.

Au niveau provincial, des comités de pilotage seront établis sous la présidence du gouverneur représenté par le Ministre Provincial ayant en charge les affaires sociales et réuniront les principales parties prenantes OEV de la province (Représentants des ministères, des ONG et confessions religieuses, du secteur privé, des bénéficiaires et des partenaires du développement). Ces comités doivent appuyer la mise en œuvre coordonnée du PAN OEV et favoriser la collaboration et la synergie entre les acteurs. MINAS/DIVAS doit assurer le secrétariat.

Des comités de coordination auxquels participeront l'ensemble des acteurs concernés par la problématique des OEV seront créés localement sous l'égide de l'administrateur de territoire représenté par le chef du bureau de district des affaires sociales. Ils seront chargés d'élaborer et de suivre la mise œuvre d'un plan local d'action OEV avec un focus particulier sur le partenariat.

Une cellule technique nationale OEV sera au créée sein du MINAS. Elle sera entièrement responsable de la mise en œuvre opérationnelle du PAN et veillera au renforcement des capacités de leadership du MINAS sur la problématique OEV. Cette cellule technique

OEV sera l'embryon d'un futur programme national OEV. Pour plus d'efficacité, et étant donné ses attributions et son développement futur, elle sera placée directement sous l'autorité du secrétariat général.

Monitoring, Suivi et Evaluation

L'efficacité et la qualité de la réponse apportée aux besoins des OEV ainsi que l'engagement des parties prenantes dans le PAN OEV seront évalués grâce à un système de suivi & évaluation développé au cours de la mise en œuvre du présent plan d'action (cfr. Domaine 4 : Développer un système de suivi & évaluation des activités OEV). Ce dernier constituera une première étape vers le système de suivi et évaluation de la réponse nationale à la problématique des OEV. Un travail d'harmonisation des indicateurs et des outils de collecte est un préalable. Les indicateurs à suivre pour la mise en œuvre du PAN OEV devront à la fois provenir de l'activité des prestataires de services – après un travail d'harmonisation - et intégrer des indicateurs de routine de secteurs impliqués dans la problématique des OEV, tout en veillant à ce que ces derniers soient en mesure de faire ressortir la situation spécifique des OEV.

Un tableau présentant l'ensemble des indicateurs clés du PAN OEV est disponible page 57.

Ressources

L'analyse nationale de la situation des OEV a montré qu'il existe déjà en RDC, une importante mobilisation de ressources pour répondre aux besoins des OEV. Cet effort provient essentiellement de partenaires internationaux et de la société civile congolaise au travers de ses églises. L'état congolais est le grand absent puisque l'appui aux OEV n'est pas inscrit au budget de l'état, que cela soit directement ou indirectement. Toutefois, il est très difficile d'estimer le montant global de l'aide apportée aux OEV étant donné qu'il n'existe pas d'obligation de rapporter au niveau central le montant de l'aide perçue ou apportée en faveur des OEV.

Dans ces conditions, la RDC souhaiterait revoir les modalités de financement des interventions OEV pour parvenir à une plus grande coordination et synergie. Idéalement, le pays souhaite à terme parvenir à la création d'un fonds commun d'investissement pour les OEV regroupant l'ensemble des financements internationaux et publics. Pour parvenir à ce résultat, plusieurs étapes devront être franchies afin d'établir les bases d'une confiance indispensable à l'instauration d'un tel mécanisme. Cela passera obligatoirement par un renforcement de leadership du MINAS au travers notamment de l'élaboration d'une politique générale OEV et avec une plus grande coordination des acteurs clés.

Budget du plan

Le coût total de la mise en œuvre PAN OEV est estimé à \$ 489.386.454 USD. Il requiert un engagement et une forte collaboration entre les acteurs et les secteurs d'activité. La cartographie des ressources qui sera réalisée lors de la première année et mise à jour annuellement, permettra d'évaluer le montant des fonds disponibles pour les OEV, les types de donateurs et les possibilités de financement par secteur.

Une partie des fonds nécessaires pour le PAN OEV, est potentiellement déjà disponible - notamment au niveau sectoriel- mais non encore répertoriée comme telle, puisque ne

ciblant pas explicitement les OEV, mais l'ensemble des enfants y compris les OEV. Ceci nécessitera de veiller à ce que les OEV soient effectivement bénéficiaires et que le montant de l'aide accordée soit valorisé comme tel.

Un tableau montrant la répartition annuelle du budget par domaine, par objectif spécifique et pour chaque activité se trouve en Annexe 3.

I. CONTEXTE GENERAL

Située au cœur de l'Afrique Centrale, la République Démocratique du Congo (RDC) a une superficie de 2.345.000 km². Troisième pays de l'Afrique de par sa superficie, et quatrième par la taille de sa population, la RDC partage ses frontières avec neuf pays voisins (Angola, Burundi, République Centrafricaine, République du Congo, Rwanda, Soudan, Tanzanie, Uganda et Zambie).

Figure 3 : Carte administrative de la RDC



1.1. Aperçu démographique et socio-économique

La République Démocratique du Congo est considérée comme l'un des pays les plus pauvres du monde. Il est classé au 168^{ème} rang sur les 177 pays listés dans le rapport de développement humain du PNUD⁸. Plus de 71% de la population en RDC vivent en dessous du seuil de pauvreté de 1 USD/jour⁹ et près d'un tiers ne mange qu'une seule fois par jour¹⁰. Le PIB par habitant était estimé à 139 dollars US en 2006, contre une moyenne en de 842 dollars US Afrique subsaharienne¹¹. Toutefois, les performances

⁸ http://hdr.undp.org/en/media/HDR_20072008_EN_Indicator_tables.pdf

⁹ Document de la Stratégie de Croissance et de Réduction de la Pauvreté, RDC, Juillet 2006.

¹⁰ Executive Brief : Comprehensive Food Security and Vulnerability Analysis (CFSVA)/2007-2008. World Food Programme. July 2008. <http://home.wfp.org/stellent/groups/public/documents/ena/wfp188266.pdf>

¹¹ Groupe de la Banque Africaine de Développement République Démocratique du Congo, document de stratégie par pays axé sur les résultats 2008-2012, département des opérations pays Région Centre, janvier 2008.

économiques se sont nettement améliorées grâce au retour progressif de la paix et aux améliorations en matière de circulation des biens et services¹².

L'Institut National de la Statistique (INS) estime qu'en 2007, ce pays comptait environ 65,8 millions d'habitants, dont près de 7,9 millions vivaient dans la ville de Kinshasa¹³. Avec un taux de croissance de la population de l'ordre de 3 % par an et un taux de fécondité moyen de 6,3 enfants par femme¹⁴, on estime qu'en 2015, la population en RDC dépassera 84 millions.

La population de la RDC se caractérise par son extrême jeunesse : près de la moitié de ses habitants (54%) a moins de 18 ans - ce qui représente environ 35 millions d'enfants en 2007¹⁵. Par contre, moins de 5 % de la population ont plus de 60 ans. Selon l'EDS-2007, la taille moyenne des ménages congolais est de 5,4 personnes pour l'ensemble du pays, mais deux tiers d'entre eux vivent dans un logement de moins de 3 pièces¹⁶. Un ménage sur quatre héberge des enfants confiés, avec une proportion plus importante en milieu urbain que rural (29% vs 22%). Dans 15 % des cas, les ménages comptent des enfants orphelins, essentiellement des orphelins simples (13 %).

La majorité de la population congolaise vie en milieu rural (57%), même si les mouvements de populations occasionnés par les conflits armés de ces dernières années ont contribué à modifier considérablement le rapport urbain/rural¹⁷. On observe que 60 % de la population rurale sont classés dans les deux quintiles les plus pauvres contre 54% pour la population des ménages vivant en milieu urbain. Cependant, la majorité des congolais (85% soit environ 55 millions d'habitants) n'a pas accès à l'électricité¹⁸ et plus de la moitié d'entre eux s'approvisionne en eau auprès de sources non améliorées¹⁹. Concernant les commodités, 83% utilisent des toilettes rudimentaires.

La taille de la population d'enfants en RDC et le nombre des enfants pauvres, posent des défis énormes pour le secteur des services sociaux.

1.2. Contexte politique

Riche en ressources naturelles, ce vaste pays de la taille de l'Europe de l'Ouest, a été dévasté par une guerre très complexe, débutée en 1997. On estime que le conflit et la crise humanitaire en RDC ont coûté la vie à 5,4 millions de personnes entre août 1998 et avril 2007, dont la moitié était des enfants ; ce qui fait de ce conflit, l'un des plus meurtriers depuis la seconde guerre mondiale²⁰.

¹² Au cours des cinq dernières années, le taux de croissance annuel du PIB a été supérieur à 5%. La récente crise économique internationale (fin 2008) et la chute des prix des minéraux risquent néanmoins de remettre en cause ces estimations et poser de nouveaux défis au pays en termes de croissance économique.

¹³ Enquête Démographique et de Santé (EDS 2007) 2007, Ministère du Plan, République Démocratique du Congo, Août 2008.

¹⁴ Enquête Démographique et de Santé (EDS 2007) 2007, Ministère du Plan, République Démocratique du Congo, Août 2008.

¹⁵ La proportion de filles est pratiquement aussi importante que celle des garçons.

¹⁶ Enquête Démographique et de Santé (EDS 2007) 2007, Ministère du Plan, République Démocratique du Congo, Août 2008.

¹⁷ Enquête Démographique et de Santé (EDS 2007) 2007, Ministère du Plan, République Démocratique du Congo, Août 2008.

¹⁸ Cela touche 99% des habitants en milieu rural.

¹⁹ En grande partie, à l'origine des épidémies de choléra qui sévissent régulièrement en RDC.

²⁰ Mortality in the Democratic Republic of Congo. An ongoing crisis, International Rescue Committee, January 2008. http://www.theirc.org/resources/2007/2006-7_congomortalitysurvey.pdf

Cette crise humanitaire a également entraîné le déplacement interne d'environ 2,4 millions de personnes (la moitié d'entre elles était des enfants) fuyant les zones de conflits, dont on estime qu'au moins un million d'entre elles n'a pas pu recevoir l'aide humanitaire adéquate en raison de leur inaccessibilité²¹. On estime que 388.000 congolais se sont réfugiés hors du pays²². Vu l'instabilité régionale, la RDC a également accueilli des centaines de milliers de réfugiés provenant de pays voisins.

Les femmes et les enfants ont payé un lourd tribut dans ce conflit. En 2005, 25.000 cas de viol dans l'Est de la RDC ont été rapportés²³, la violence sexuelle ayant été utilisée comme arme de guerre par certains groupes armés. Par ailleurs, la RDC compte la plus importante concentration d'enfants engagés dans les forces et groupes armés au monde. Au plus fort de la guerre, on avançait le chiffre de 30.000 enfants vivant avec des forces armées ou des milices. Les enfants ont été utilisés non seulement comme soldats, mais aussi comme porteurs, espions et esclaves sexuels. En raison d'un regain des conflits à l'Est du pays, on signale une recrudescence dans le recrutement d'enfants soldats à l'automne 2008, dans la province du Nord-Kivu²⁴.

Avec l'appui de la communauté internationale, le pays est sorti progressivement du conflit. En décembre 2002, un accord de paix et de réconciliation nationale a permis la mise en place des institutions de transition et a débouché sur l'organisation d'un référendum constitutionnel en décembre 2005, la promulgation de la constitution et de la loi électorale en février 2006. La constitution prévoit le redécoupage des 11 provinces actuelles en 26 nouvelles entités, ainsi qu'un processus de décentralisation qui amènera les provinces à gérer environ 40% du budget national. Les premières élections présidentielles ont eu lieu le 30 juillet 2006 et furent suivies par des élections législatives.

1.3. Indicateurs socio-économiques

Depuis neuf ans, le conflit a aggravé le dénuement et les privations, les femmes et les enfants ayant été les plus touchés²⁵. La guerre a dévasté les infrastructures du pays, notamment éducatives et sanitaires. Les principaux indicateurs sociaux atteignent des niveaux très faibles.

Sur le plan sanitaire, en 2007, le taux de mortalité infantile s'élevait à 92 pour mille naissances vivantes et le taux de mortalité maternelle à 549 décès pour 100 000 naissances²⁶. L'espérance de vie atteignait seulement 45,8 ans en 2005²⁷. D'après les dernières estimations, 71% de la population n'ont pas accès à des installations sanitaires adéquates et près de la moitié ne dispose pas de sources d'eau potables améliorées, essentiellement en milieu rural (80,5% en milieu rural contre 23,8% en milieu urbain). Plus de 25% des enfants de moins de cinq ans souffrent d'insuffisance pondérale et trois quarts d'entre eux sont anémiques²⁸.

²¹ UNICEF humanitarian action democratic republic of the Congo in 2007.

²² Id

²³ SOS Enfant, reportage de Martin Bell sur les enfants piégés par la guerre, UNICEF, juillet 2006.

²⁴ <http://www.monuc.org/news.aspx?newsID=18876>

²⁵ UNICEF Août 2008. Pauvreté des Enfants et disparités en RDC.

²⁶ Enquête Démographique et de Santé (EDS 2007) 2007, Ministère du Plan, République Démocratique du Congo, Août 2008.

²⁷ http://hdrstats.undp.org/countries/country_fact_sheets/cty_fs_COD.html

²⁸ Enquête Démographique et de Santé (EDS 2007) 2007, Ministère du Plan, République Démocratique du Congo, Août 2008.

Il faut noter que ces dernières années, la RDC est parvenue à réduire son taux de mortalité infanto-juvénile. Entre 2001 et 2007, ce taux est passé de 213 à 148 par 100.000 enfants^{29 30}. Cependant, le progrès est lent et le manque chronique de services de santé primaire augmente les risques de décès dus à des causes évitables ; le paludisme, la pneumonie, et les maladies diarrhéiques sont les maladies qui tuent le plus d'enfants en RDC. En 2007, moins de 10% des enfants âgés de moins de 5 ans avaient dormi sous moustiquaire imprégnée. Seuls 45% des moins de cinq ans souffrant de maladies diarrhéiques avaient reçu un traitement de réhydratation orale (Sachet de SRO ou solution d'eau, de sel et de sucre préparée à la maison). Moins d'un tiers (31%) des enfants âgés de 12 à 23 mois était à jour de leurs vaccins et seuls 45,1% des enfants ayant connu un épisode de fièvre avaient bénéficié de soins appropriés auprès des services de santé adéquats. On assiste actuellement à une recrudescence des maladies autrefois contrôlées ou partiellement contrôlées, telles que la tuberculose, la rougeole, le choléra, etc. Sur le plan éducatif, bien que le gouvernement ait inscrit la gratuité de l'éducation dans la constitution, le système éducatif reste encore essentiellement financé par les parents. Cette situation rend difficile l'accès des enfants à l'école, à cause des coûts de scolarisation relativement élevés et de la modicité des revenus des parents. Bien que le taux net de scolarisation dans le primaire des enfants âgés de 6-11 ans reste faible, il a cependant connu une hausse sensible passant de 52% en 1995 à 61% en 2007. On note des inégalités selon le sexe (63% pour les garçons contre 59% pour les filles)³¹ et selon le milieu de résidence (taux d'admission de 74 % en milieu urbain contre 51 % en milieu rural). 42 % des filles et 39 % des garçons de 6 à 9 ans n'ont jamais fréquenté l'école, provoquant ainsi des retards pour l'entrée à l'école primaire. Dans le secondaire, le taux de scolarisation estimé à 28,9 % est resté stable depuis 2001. Le taux d'analphabétisme des personnes âgées de plus de 15 ans est élevé, avec un écart important entre les sexes puisqu'il est de 14% pour les hommes et de 41% les femmes.

Seul un tiers des enfants congolais est inscrit à l'état civil (31 %). La proportion d'enfants enregistrés ne varie pratiquement pas selon le sexe de l'enfant. Par contre, ils sont moins nombreux en milieu rural qu'en milieu urbain (30 % contre 33%), et dans les ménages les plus pauvres comparés aux ménages les plus riches (29% contre 37%). Sans preuve quant à leur âge ou leur identité, des enfants non inscrits se voient refuser l'accès à une gamme des services sociaux, incluant l'éducation, les vaccinations, la santé et l'assistance psychosociale.³²

Les enfants de la rue constituent un des symboles les plus évidents de l'exclusion sociale. On estime que 40.000 enfants vivent et travaillent dans les rues en RDC en 2006³³.

Un tableau présentant les indicateurs des Objectifs Millénaires du Développement (OMD) relatifs aux conditions de vie des enfants congolais se trouve en Annexe 1.

²⁹ Enquête nationale sur la situation des enfants et des femmes, MICS 2/2001, rapport d'analyse, Ministère du Plan, UNICEF, USAID, Juillet 2002.

³⁰ Enquête Démographique et de Santé (EDS 2007) 2007, Ministère du Plan, République Démocratique du Congo, Août 2008.

³¹ Enquête Démographique et de Santé (EDS 2007) 2007, Ministère du Plan, République Démocratique du Congo, Août 2008.

³² Avec le plan d'action national de redynamisation des services de l'état civil (février 2009) la redynamisation des processus aidera à améliorer l'accès à l'enregistrement des naissances.

³³ Lignes directrices de la protection des enfants en rupture familiale, MINAS, Mars 2007.

I. 4. Situation du VIH/SIDA

La RDC connaît une épidémie de VIH/SIDA généralisée. Selon EDS 2007, la prévalence de l'infection par le VIH dans la population âgée 15 à 49 ans est 1,3%, Ce taux est très faible comparé à celui établi par l'enquête de séro surveillance auprès des femmes enceintes de 2006, et qui indiquait un taux moyen d'infection au VIH de 4,1%³⁴.

L'EDS montre un taux de prévalence au VIH plus élevé chez les femmes que chez les hommes (1,6% contre 0,9 %) aussi bien en milieu urbain que rural (1,9% contre 0,8%). Par ailleurs, on note des différences significatives selon les régions, l'Est et la province de Kinshasa étant les plus affectées par l'épidémie³⁵.

La prévalence au VIH chez les jeunes âgés de 15 à 24 ans est estimée à 0,8%. A la différence des autres tranches d'âge où les résultats montrent nettement une prévalence plus élevée chez les femmes que les hommes, les hommes appartenant au groupe d'âge de 15-19 ans sont plus infectés que les femmes (1,7 % contre 0,7 %). Pour la tranche d'âge entre 20 et 24 ans, les proportions sont pratiquement équivalentes entre les deux sexes (0,4 % pour les femmes et 0,3 % pour les hommes).

L'EDS 2007 montre que les jeunes de la région Est sont les plus affectés par l'épidémie avec un taux de prévalence de 1,7%, viennent ensuite ceux de la région de Kinshasa avec un taux de prévalence de 1,4 %. Pour la zone Est, ce sont les jeunes hommes qui sont les plus touchés par l'épidémie (2,9% contre 0,7% pour les filles), alors que pour Kinshasa, ce sont les jeunes femmes qui connaissent un taux de prévalence au VIH/SIDA plus élevé (1,8% contre 0,8%).

Le Rapport National de Suivi UNGASS 2007 estime à 1.330.120 le nombre d'adultes et d'enfants séropositifs au VIH/SIDA, dont 110.120 enfants âgés de 0 à 14 ans et 142.970 femmes enceintes^{36 37}. Le nombre total de décès (enfants et adultes) pour cause de SIDA est de 104.900. Cette maladie est la principale cause de mortalité dans la tranche d'âge productive de 20 à 49 ans. Elle appauvrit ainsi les familles et décime le capital humain de cadres et de main d'œuvre dont le pays a besoin pour son développement.

Bien que la majorité des personnes infectées au VIH l'ait été par la voie sexuelle, le plan stratégique national de lutte contre le VIH/SIDA/MST fait état de pratiques hospitalières dangereuses, comme la transfusion de sang non testé ou l'utilisation de matériel non stérilisé³⁸. Selon le rapport UNGASS 2007, seuls 46,8% des dons de sang sont soumis à un dépistage³⁹.

La grande majorité des PVVIH n'obtiennent pas le traitement qu'elles ont besoin. En 2007, 327.190 PVVIH congolais dont 30.300 enfants âgés de moins de 15 ans étaient estimés éligibles à un traitement aux Antiviraux (ARV). Cependant, selon le rapport

³⁴ La méthode utilisée par l'EDS-2007 est différente de celle qui prévaut lors des enquêtes sentinelles de routine. En effet, il s'agit ici d'une enquête de prévalence en population générale âgée de 15 à 49 ans, et non plus auprès des seules femmes enceintes. Actuellement, le Programme National de Lutte contre le VIH/SIDA (PNLS) finalise ses estimations de la prévalence 2007/2008 à partir des données issues des enquêtes sentinelles 2007-2008. Les résultats seront disponibles très prochainement. Ces nouveaux chiffres devraient permettre de réduire la polémique actuelle sur le niveau national de prévalence du VIH/SIDA

³⁵ Enquête Démographique et de Santé (EDS 2007) 2007, Ministère du Plan, République Démocratique du Congo, Août 2008.

³⁶ Rapport national de suivi de la mise en oeuvre de la déclaration d'engagement des chefs d'état et de gouvernement sur le VIH/SIDA (UNGASS), Janvier 2008.

³⁷ Les estimations de l'ONUSIDA, quant à lui, estime le nombre de personnes vivant avec le VIH/SIDA entre 400.000 et 500.000, dont 37.000 à 52.000 enfants de 0 à 14 ans en 2007 pour la RDC.

³⁸ Plan stratégique national de lutte contre le VIH/SIDA/MST (1999-2008), PNLS, BCC/SIDA, RDC.

³⁹ 2008 Report on the global AIDS epidemic, UNAIDS/WHO, July 2008.

UNGASS 2007, le taux d'accès aux ARV est très faible, puisqu'en 2006/2007, seulement 14.678 d'entre eux - soit à peine 4,2 % des besoins estimés - ont pu en bénéficier. Parmi eux, on compte environ 1.662 enfants de moins de 15 ans (5,4%). En 2006/2007, moins de trois femmes enceintes infectées sur cent (2,7%) ont reçu des ARV pour prévenir la transmission mère et enfant.

Bien que représentant le plus grand espoir pour stopper la propagation de l'épidémie au VIH/SIDA, les jeunes congolais manquent cruellement d'informations. Selon l'EDS 2007, seulement 15 % des femmes et 22 % des hommes de 15-24 ans peuvent être considérés comme ayant une connaissance « complète » du SIDA. On note une persistance de comportements sexuels à risque : seuls 16% des jeunes femmes et 26% des jeunes hommes célibataires ont indiqué avoir utilisé des préservatifs lors de leurs derniers rapports sexuels⁴⁰. Près de neuf personnes séropositives sur dix (86 %) ne connaissent pas leur statut sérologique, la majorité d'entre elles (82%) n'ayant jamais effectué de test du VIH.

Selon l'EDS, le niveau de tolérance envers les personnes vivant avec le VIH est faible : seulement 6 % des femmes et 11 % des hommes feraient preuve de tolérance en face d'un PVVIH⁴¹. La loi portant Protection des droits des personnes vivants avec le VIH/SIDA et des personnes affectées réprimande toute forme de stigmatisation et de discrimination à l'endroit des personnes des PVVIH et des PA.

⁴⁰ Enquête Démographique et de Santé (EDS 2007) 2007, Ministère du Plan, République Démocratique du Congo, Août 2008

⁴¹ Dans les quatre situations suivantes : prendre soin chez soi d'un membre de la famille vivant avec le VIH, acheter des légumes frais à un commerçant vivant avec le VIH, garder secret l'état d'un membre de la famille vivant avec le VIH et autoriser une enseignante vivant avec le VIH de continuer à travailler. Ce faible niveau de tolérance repose en partie sur l'idée cultivée par les églises que le VIH ne touche que les personnes de "mauvaise vie"

II. LA SITUATION DES OEV EN RDC⁴²

En octobre 2007, le Gouvernement de la République Démocratique du Congo à travers le MINAS, avec les appuis financiers et techniques de l'UNICEF et de l'USAID, a initié une évaluation et une analyse de la situation des orphelins et des autres enfants vulnérables (OEV) dans tout le pays, appelée RAAAP (Rapid Assessment, Analysis and Action Planning), pour servir comme base à l'élaboration d'un Plan d'Action National OEV.

Cette analyse de la situation a permis de :

- Faire le point sur la nature des problèmes rencontrés par les OEV et le contexte dans lequel ils évoluent ;
- Déterminer le nombre d'OEV touchés par les interventions existantes ;
- Etablir une cartographie des prestataires de services existants, incluant la nature des services fournis, la couverture des actions et les problèmes rencontrés par les dits prestataires ;
- Identifier et évaluer les lacunes et contraintes majeures pour l'extension des programmes OEV ;
- Evaluer les faiblesses des politiques actuelles en faveur des OEV existantes au Congo ;
- Définir des axes stratégiques d'intervention permettant d'améliorer le niveau et la qualité de la réponse actuelle aux problèmes vécus par les OEV⁴³.

Un résumé des principaux résultats, fondements de la planification du PAN OEV, est présenté ci-après,

II.1. Définition des OEV en RDC

Un OEV est « *un enfant⁴⁴ ayant perdu son père, sa mère ou ses deux parents ; ou vivant en dehors du cadre familial ; avec un tuteur malade chronique ou infecté par le VIH/SIDA ; ainsi qu'un enfant malade chronique et/ou infecté par le VIH/SIDA* »⁴⁵.

La porte d'entrée choisie par la RDC pour qualifier les OEV porte sur la vulnérabilité causée par la défaillance de l'encadrement parental, prioritairement du fait du décès ou de la maladie létale d'un ou des deux parents.

Considérant que les parents constituent le premier et principal filet de protection d'un enfant, la perte ou l'affaiblissement physique causé par une maladie chronique et/ou létale de l'un d'entre eux a des conséquences néfastes sur le devenir de cet enfant et l'entraîne rapidement dans une spirale de pauvreté croissante. Ses chances de

⁴² Pour plus de détail, cf. le Rapport synthèse du processus RAAAP-RDC, Ministère des Affaires Sociales, Action Humanitaire et Solidarité Nationale, Avril 2009. <http://sites.google.com/site/oevrdc/>

⁴³ L'ensemble des documents issus du RAAAP dont le Rapport synthèse du processus RAAAP-RDC est accessible sur : <http://sites.google.com/site/oevrdc/>

⁴⁴ On entend par enfant, toute personne âgée de moins dix-huit ans selon la Loi 09/001 Portant sur la protection de l'enfant, 2009.

⁴⁵ Compte rendu de la réunion du Groupe consultatif sur les OEV, 11 décembre 2006, MINAS, PNMLS.

développement (éducatif, sanitaire, psychosocial, etc.) s'en trouvent réduites comparé à un enfant ayant encore ses deux parents vivants et en bonne santé⁴⁶.

II.2. Ampleur des OEV en RDC

Globalement, on estime qu'en RDC, un enfant sur quatre est un OEV⁴⁷, ce qui représente un total de plus de 8,2 millions d'enfants en 2007⁴⁸. Ce nombre élevé d'OEV constitue un problème chronique et à long terme au regard de la charge supportée par les familles et les communautés. De plus en plus sollicitées, ces dernières risquent d'être rapidement débordées par le nombre croissant d'enfants à prendre en charge. Mais aussi, si rien n'est entrepris pour mieux répondre aux besoins de ces enfants, cette situation expose le pays à de graves répercussions socio-économiques.

En 2007, 15% des ménages accueillaient un OEV⁴⁹ avec un nombre moyen d'orphelins par ménage de 2,4⁵⁰. La majorité d'entre eux (84 %) était des orphelins simples dont plus de la moitié ne vivaient pas avec leur parent survivant. Par ailleurs, on compte environ 40.000 enfants vivant dans la rue sans encadrement familial.

La proportion des OEV dans la population générale des enfants varie selon les provinces, allant de 15% au Katanga (soit 873.000) à 41% au Sud Kivu (soit plus d'un million d'OEV). Quatre provinces sont particulièrement touchées et dépassent le pourcentage national de 25% d'OEV. Il s'agit par ordre d'importance du Sud Kivu, du Maniema, du Kasai Occidental et de la Province Orientale.

⁴⁶ Une enquête menée récemment sur la pauvreté des enfants en RDC a d'ailleurs montré que le fait d'être orphelin était l'un des facteurs majeurs de pauvreté et de privation. UNICEF, Août 2007. Pauvreté des enfants et disparités en RDC.

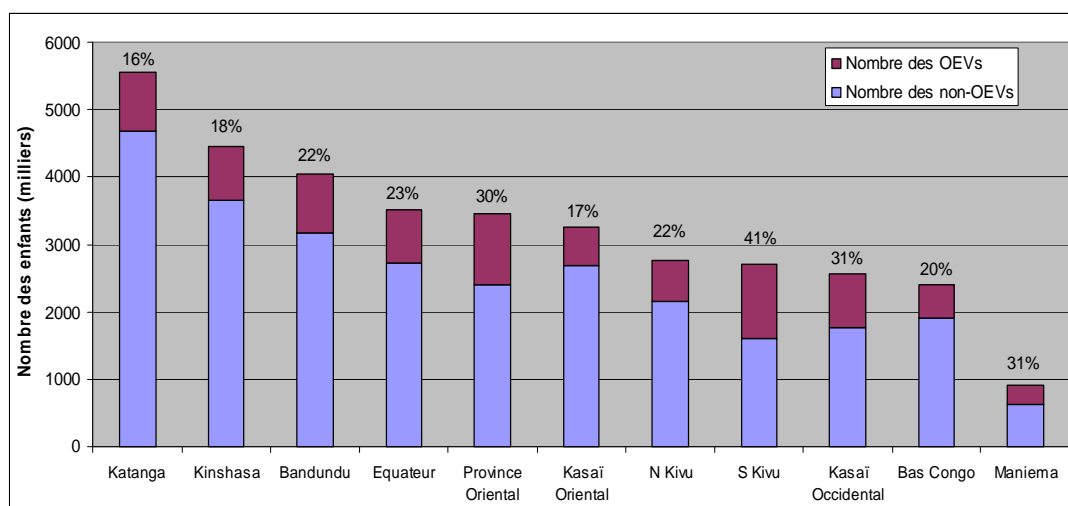
⁴⁷ Tel que définit précédemment.

⁴⁸ L'estimation du nombre d'OEV précédemment utilisée en RDC (4,2 millions) était basée sur l'estimation du nombre d'orphelins («O») présentée dans la publication *Children on the Brink* 2004. A Joint Report of New Orphan Estimates and a Framework for Action, UNAIDS, UNICEF, USAID, July 2004. Cette estimation nationale a été réalisée à partir d'un taux d'orphelins de 17% parmi la population des enfants âgés de 0 à 17 ans. L'EDS-2007a permis d'actualiser le taux national des orphelins qui atteint 9% en 2007. La vulnérabilité est conçue comme le risque de perdre un parent, ou un tuteur dans l'année à venir (calculé sur la base de la morbidité pendant au moins trois mois sur les derniers 12 mois), et/ou la mortalité d'un adulte vivant dans le ménage au cours des 12 derniers mois. Sur cette base, on estime que le nombre d'OEV s'élève à 8,2 millions au niveau national en 2007.

⁴⁹ Enquête Démographique et de Santé (EDS 2007) 2007, Ministère du Plan, République Démocratique du Congo, Août 2008.

⁵⁰ Schapman, Sophie et Bakutuvwidi Makani Paul. Analyse de la situation des orphelins Kikimi, Mbanza Ngungu, MINAS, UNICEF, RDC. 2003.

Graphique 1: Nombre des non-OEV et OEV par province en 2007



Source : Pourcentage des OEV - EDS. 2007. Table 16.3 Orphelins et enfants rendus vulnérables. Page 276. Nombre des enfants – INS. 2007. Estimations démographiques par province selon classe d'âge.

II.3. Conditions de vie des OEV en RDC

Les défis auxquels sont confrontés les OEV sont nombreux. Le décès ou la maladie des parents constitue bien souvent la cause de problèmes psychologiques et socio-économiques, et compromet fortement leurs droits fondamentaux à l'éducation, à la santé, à la sécurité matérielle et affective.

Santé

L'EDS-2007 montre que les OEV présentent une insuffisance pondérale plus élevée que les non OEV, à savoir 30% contre 24%⁵¹.

Education

Toujours selon l'EDS 2007, le décès d'un ou des deux parents joue défavorablement sur l'accès à l'éducation des OEV. En effet, seulement 74% des OEV sont scolarisés contre 80% des enfants ayant leurs parents en vie et en bonne santé (63% vis-à-vis 81% lorsqu'on considère les orphelins doubles et les non orphelins). Ils rencontrent de graves problèmes de paiement des frais de scolarité et d'achat de fournitures, qui ont pour conséquence de fréquents abandons scolaires, ou une scolarité irrégulière ponctuée d'absences qui, à terme, joue sur leurs résultats scolaires⁵².

Protection

Bien que la loi congolaise reconnaisse aux veuves le droit à la succession du mari, elles sont rarement en mesure d'exercer ce droit : 69% des femmes qui sont ou ont été veuves

⁵¹ Enquête Démographique et de Santé (EDS 2007) 2007, Ministère du Plan, République Démocratique du Congo, Août 2008.

⁵² Situation des Orphelins et Enfants Vulnérables (OEV) et de leurs tuteurs dans les Provinces de Kinshasa, Kasaï Oriental, Bas-Congo et Province Orientale. Ecole de Santé Publique de Kinshasa, Novembre 2008

ont déclaré avoir été dépossédées de leurs biens, aggravant ainsi leur état de vulnérabilité et celui de leurs enfants⁵³.

De nombreux orphelins ont déclaré être l'objet de discrimination au sein de la famille d'accueil ou au sein de la communauté. Les capacités économiques des tuteurs rentrant peu en ligne de compte dans le choix de l'accueil des orphelins, cela a tendance à avoir des répercussions négatives sur la qualité de la prise en charge des OEV. Ces derniers font état de traitements différentiels en leur défaveur au regard des enfants biologiques des ménages d'accueil, notamment en ce qui concerne l'accès à l'alimentation ou aux services sociaux de base⁵⁴. Ce comportement est encore accentué vis-à-vis des OEV dont les parents sont morts du SIDA⁵⁵.

L'adoption formelle étant peu étendue en RDC, les orphelins vivent dans un état de grande insécurité, à la fois physique et psychique, puisqu'ils peuvent, à tout moment, être rejetés de la famille d'accueil ou famille élargie, selon le bon vouloir du tuteur. La rue devient alors souvent leur dernier recours⁵⁶. On estime qu'en 2006, 40.000 enfants vivaient et travaillaient dans les rues en RDC⁵⁷ et un tiers d'entre eux était des orphelins. Afin de survivre dans cet environnement hostile, ils sont souvent conduits à développer des stratégies alternatives de subsistance, tels que la prostitution, le vol et autres infractions de droit commun.

Enfin, avec une protection parentale défaillante ou inexistante, les OEV sont plus exposés que les autres aux risques d'exploitation économique et sexuelle. Cette dernière augmente les risques de contracter le VIH/SIDA ou d'autres IST⁵⁸.

II.4. Organisation de la réponse en RDC

II.4.1. Au niveau du gouvernement de la RDC

La problématique des OEV est placée sous la responsabilité gouvernementale du Ministère des Affaires Sociales, Actions Humanitaires et de la Solidarité Nationale

⁵³ Enquête Démographique et de Santé (EDS 2007) 2007, Ministère du Plan, République Démocratique du Congo, Août 2008.

⁵⁴ Schapman Sophie, Bakutuvwidi Makani Paul, Analyse de la situation des orphelins Kikimi, Mbanza Ngungu, RDC, Rapport d'étude, MINAS, UNICEF, 2003.

Rapport des ateliers de l'évaluation du contexte de la réponse aux Orphelins et Enfants Vulnérables (OEV), MINAS, Décembre 2007.

Rapport de l'atelier sur l'évaluation réponse communautaire, MINAS, Décembre 2007.

Situation des Orphelins et Enfants Vulnérables (OEV) et de leurs tuteurs dans les Provinces de Kinshasa, Kasai Oriental, Bas-Congo et Province Orientale. Ecole de Santé Publique de Kinshasa, Novembre 2008.

⁵⁵ Cf. Atelier de la zone Ouest sur l'Analyse rapide de la situation des Orphelins et autres Enfants Vulnérables en RDC (Kinshasa, Equateur, Bandundu, Bas Congo), MINAS, juillet 2008. Atelier de la zone Sud sur l'Analyse rapide de la situation des Orphelins et autres Enfants Vulnérables en RDC (Katanga, Kasai Oriental, Kasai Occidental), MINAS, juillet 2008. Atelier de la zone Est sur l'Analyse rapide de la situation des Orphelins et autres Enfants Vulnérables en RDC (Nord Kivu, Sud Kivu, Maniema, Province Orientale), MINAS, juillet 2008.

⁵⁶ Les enfants de la rue au Katanga en République Démocratique du Congo, Observatoire du Changement Urbain Université de Lubumbashi, Université de Liège, Université libre de Bruxelles, Coopération universitaire au développement, novembre 2004.

⁵⁷ Lignes directrices de la protection des enfants en rupture familiale, MINAS, Mars 2007

⁵⁸ Schapman Sophie, Bakutuvwidi Makani Paul, Analyse de la situation des orphelins Kikimi, Mbanza Ngungu, RDC, Rapport d'étude, MINAS, UNICEF, 2003.

Rapport des ateliers de l'évaluation du contexte de la réponse aux Orphelins et Enfants Vulnérables (OEV), MINAS, Décembre 2007.

Rapport de l'atelier sur l'évaluation réponse communautaire, MINAS, Décembre 2007.

Situation des Orphelins et Enfants Vulnérables (OEV) et de leurs tuteurs dans les Provinces de Kinshasa, Kasai Oriental, Bas-Congo et Province Orientale. Ecole de Santé Publique de Kinshasa, Novembre 2008

(MINAS)⁵⁹ dont la mission consiste à : « Assurer l'égalité des chances à tous les congolais à travers l'assistance et la promotion sociale, la justice et l'intégration socioprofessionnelle des personnes ou groupes marginalisés »⁶⁰.

Toutefois, la problématique des OEV étant multisectorielle, elle concerne également le Ministère du Genre, de la Famille et de l'Enfant ainsi que le Programme National Multisectoriel de Lutte contre le VIH/SIDA (PNMLS).

Plus généralement, la question de l'accès aux services sociaux de base des OEV est également du ressort des ministères de la Santé Publique et de l'Enseignement Primaire, Secondaire et Professionnel (EPSP) afin de favoriser l'accès à la santé et à l'éducation à l'ensemble des enfants vivant en RDC. De part les réformes et leurs mises en œuvre des lois et les codes concernant les enfants, le ministère de la Justice est également concerné.

Au niveau politique et légal

Une série des mesures politiques et légales ont été prises en RDC afin de promouvoir de meilleures conditions de vie pour les enfants et d'assurer une crédibilité vis-à-vis des engagements internationaux. En 1990, la RDC a ratifié la Convention relative aux Droits de l'Enfant (CDE). Depuis, le pays a fourni des efforts pour renforcer le cadre juridique de protection de l'enfant. La constitution de la IIIème République a consacré pas moins de cinq articles aux droits et à la protection de l'enfant⁶¹. En janvier 2009, la loi portant protection de l'enfant a été promulguée. Les dispositions de cette loi sont applicables à tout enfant vivant sur le territoire national et sont basées sur la promotion et la protection des droits de l'enfant conformes aux normes internationales⁶². Tout enfant n'ayant pas de soutien familial ou dont l'un ou les deux parents sont décédés est considéré entre autres, comme étant en situation difficile et devant bénéficier d'une protection spéciale.

Au niveau stratégique

Dans le cadre de la Déclaration du Millénaire et de l'initiative des pays pauvres très endettés (PPTE) la RDC a formulé une stratégie de lutte contre la pauvreté décrite dans un Document de Stratégie de Croissance et de Réduction de la Pauvreté (DSCR) produit

⁵⁹ Selon l'ordonnance N°07/018 du 16 mai 2007, les attributions du Ministère des Affaires Sociales sont les suivantes :

- Organisation, administration et gestion des centres d'actions sociales tels que les centres de promotion sociale, les orphelinats, les homes et hospices de vieillards, les centres d'apprentissage professionnel pour les personnes avec handicap
- Assistance sociale aux populations nécessiteuses ;
- Tutelle et reclassement des enfants en situation particulièrement difficile ;
- Réinsertion sociale, après démobilisation, des enfants soldats, des ex-combattants et des groupes vulnérables non incorporés dans la nouvelle armée ;
- Elaboration de projets pilotes de lutte contre la pauvreté en étroite collaboration avec d'autres ministères à caractère social et culturel.
- Protection et insertion sociale des groupes vulnérables ;
- Organisation de l'enseignement spécial à l'intention des enfants vivant avec handicap, en collaboration avec le Ministère de l'Enseignement Primaire, Secondaire et Professionnel ;
- Organisation de l'éducation non formelle en collaboration avec le Ministère de l'Enseignement Primaire, Secondaire et Professionnel et de la jeunesse et de sports.

⁶⁰ Stratégie nationale de protection sociale des groupes vulnérables en République Démocratique du Congo. Août 2004.

⁶¹ Il s'agit des articles 40, 41 alinéas 1er, 2 et 7, 42, 43 et 45 alinéa 3 de la Constitution.

⁶² Loi No. 09/001 du 10 janvier 2009 portant sur la protection de l'enfant.

en 2006. La problématique de la prise en charge des OEV est fait partie intégrante de ce dispositif à travers trois volets « Amélioration de l'accès aux services sociaux et réduction de la vulnérabilité », « Combat contre le VIH/SIDA » et indirectement « Amélioration la dynamique communautaire », aussi bien aux plans national que provincial.

La question des OEV est donc désormais inscrite sur l'agenda politique et technique du gouvernement congolais – tant au niveau central , décentralisé qu'au niveau du partenariat des partenaires de la coopération internationale .

Au niveau programmatique

La problématique de la prise en charge des OEV revêt une dimension multisectorielle, d'où l'implication de plusieurs programmes.

Tout d'abord, il y a le Ministère des Affaires Sociales, de l'Action Humanitaire et de la Solidarité Nationale, responsable gouvernemental de la problématique des vulnérables qui a mis en place une stratégie de protection sociale des groupes vulnérables officiellement lancée en juillet 2008⁶³ . L'objectif global étant de garantir les droits fondamentaux et d'assurer l'accès des groupes vulnérables aux services sociaux de base de qualité. Elle s'adresse aux groupes structurels les plus vulnérables de la RDC, mais ne mentionne pas explicitement les OEV comme cible prioritaire. Ce ministère a également élaboré les lignes directrices de protection des enfants en rupture familiale en 2007⁶⁴.

En ce qui concerne le Ministère du Genre, de la Famille et de l'Enfant, un plan national d'action de prévention et de lutte contre les violences faites à l'enfant en RDC a été élaboré en 2007⁶⁵.

Par ailleurs, le PNMLS est en cours d'élaboration d'un Plan Stratégique National de lutte contre le SIDA qui couvrira la période 2010-2014⁶⁶. La prise en charge des OEV est un domaine prioritaire ayant pour objectif principal la fourniture d'un paquet minimum de services à 657.000 OEV d'ici fin 2014.

Le ministère de la santé a également produit un Plan Stratégique de Lutte contre le VIH et le SIDA⁶⁷ qui court sur une période de cinq ans (2008-2012). L'appui aux OEV est intégré dans l'axe portant sur l'atténuation de l'impact négatif du VIH/SIDA. Une des interventions prioritaires est d'offrir des services de soins gratuits ou fortement subventionnés aux orphelins et aux PVVIH.

En ce qui concerne l'éducation primaire, secondaire et professionnelle, il n'existe pas encore de focus sur la problématique de l'accès à la scolarisation des OEV. Toutefois, la question de la gratuité de l'éducation pour l'ensemble des enfants congolais a été inscrite au sein de la nouvelle constitution congolaise⁶⁸. Jusqu'à présent aucun texte d'application n'est en vigueur et le système éducatif reste encore essentiellement financé par les

⁶³ Stratégie nationale de protection sociale des groupes vulnérables en République Démocratique du Congo, MINAS, Août 2004.

⁶⁴ Lignes directrices de la protection des enfants en rupture familiale, MINAS, Mai 2007.

⁶⁵ Plan d'action national de prévention et de lutte contre les violences faites à l'enfant en République Démocratique du Congo, Ministère de la Condition Féminine, Mars 2007.

⁶⁶ Plan stratégique de lutte contre le SIDA 2010-2014, Programme National Multisectoriel de Lutte contre le VIH/SIDA, Mai 2009, Draft 03

⁶⁷ Plan stratégique de lutte contre le VIH et le SIDA 2008-2012, Ministère de la Sante Publique Secrétariat général, RDC, Juin 2008.

⁶⁸ Articles 43-45

parents. Ceci rend très difficile l'accès des enfants à l'école, étant donné les coûts de scolarisation exorbitants et la faiblesse des revenus des parents.

Au niveau budgétaire

L'allocation budgétaire aux secteurs ayant une incidence directe sur la promotion et la protection des droits de l'enfant reste faible. Ainsi, la part du budget national allouée aux secteurs sociaux varie entre 7 et 8 %, dont la majeure partie sert à couvrir les frais de personnels plutôt que le financement de programmes sociaux⁶⁹.

II.4.2. Au niveau des financements des partenaires du développement

La mobilisation des fonds nationaux étant faible, le pays est très dépendant des financements extérieurs dans la mise en œuvre des programmes d'appui.

En 2007, le gouvernement, la société civile congolaise et dix-huit partenaires au développement clés, ont élaboré un Programme d'Actions Prioritaires (PAP) à moyen terme (2007-2011) pour la mise en œuvre du DSCR. Le PAP constitue une étape importante pour la réalisation des Cinq Chantiers du Président : le Programme du Gouvernement, le Contrat de Gouvernance et le Cadre d'Assistance Pays (CAP). La problématique de l'amélioration de la protection sociale et de la prise en charge des OEV est incorporée dans ce dispositif, notamment au travers de l'appui à l'adoption d'un PAN OEV.

En ce qui concerne l'appui des donateurs multilatéraux aux programmes de lutte contre le VIH/SIDA et l'assistance aux OEV, on note le soutien de la Banque Mondiale notamment avec le Multi Country AIDS Programme (MAP), du Fonds Mondial de lutte contre le VIH/SIDA, la Tuberculose et le Paludisme⁷⁰, de l'UNICEF et du WFP. Au niveau des Coopérations bilatérales, on retrouve plus particulièrement l'USAID-PEPFAR, les coopérations française, japonaise, Belge ainsi que DFID et la GTZ. Les ONG internationales les plus actives sont, entre autres, CRS, Save the Children UK, Médecin du monde, Croix rouge de Belgique, World Vision, Christian Aid.

En dehors des programmes visant directement la réponse VIH/SIDA et l'assistance aux OEV, les activités du pilier 3 du DSCR « Amélioration de l'accès aux services sociaux et réduction de la vulnérabilité » et du pilier 5 « Appui à la dynamique communautaire », concernent également les OEV bien qu'ils ne les mentionnent pas explicitement comme cibles particulières, et ce au même titre que l'ensemble des enfants. Ces programmes seront donc complémentaires du PAN OEV, mais il faudra veiller à ce que les OEV en soient bien les bénéficiaires.

II.4.3. Résumé de l'effort local (national et communautaire)

La société civile congolaise est très dynamique et a pris le relais de l'Etat très longtemps démissionnaire.

⁶⁹ 2ème rapport périodique cumulant le 3ème et 4ème rapports sur la mise en œuvre de la convention relative aux droits de l'enfant, RDC, Ministère des droits humains, juillet 2007.

⁷⁰ Un volet OEV est intégré dans les rounds 03 et 08 du Fonds Mondial de lutte contre le VIH/SIDA, la tuberculose et le paludisme et est financé à hauteur de 19 millions de dollar. La soumission de la RDC au Round 09 intègre un volet d'appui à la prise en charge des OEV pour un montant de 7.000.000 USD.

Concernant l'appui aux OEV dans le cadre spécifique du VIH/SIDA, deux ONG laïques sont leaders, à savoir AMOCongo et Femmes Plus. Elles interviennent dans les domaines de la prise en charge psychosociale, sanitaire, éducative et économique des OEV.

En matière de prise en charge des OEV toute cause confondue, les églises sont très actives et influentes en RDC, à savoir : l'église catholique au travers de Caritas ; l'Armée du Salut au travers de son service « la main tendue » ; et l'Eglise du Christ au Congo. En effet, du fait de leurs vocations caritatives, de leur représentativité dans la population congolaise sur l'ensemble du territoire national, des ressources propres (humaines et financières) dont elles disposent et de leurs possibilités de mobilisation de fonds additionnels, elles jouissent d'une grande légitimité et disposent de moyens d'actions importantes dans le domaine de la prise en charge des OEV.

Le réseau REEJER quant à lui, regroupe, coordonne et cherche à renforcer les capacités des ONG œuvrant dans l'encadrement et la prise en charge des enfants vivant dans la rue principalement à Kinshasa.

Plus de 200 autres ONG, touchant chacune entre 10 et 500 OEV ont été répertoriées. Etant donné leur variété et leur dissémination, il est impossible de les présenter individuellement. Toutefois, on peut noter quelques particularités communes à savoir : elles sont très peu organisées avec un nombre d'adhérents très faible. Leurs interventions se basent davantage sur un principe de charité que de développement social, sans réelles compétences techniques mais fortes de la bonne volonté de leurs fondateurs et de leur bonne connaissance du terrain. Bien que faibles, ces ONG apportent un soutien apprécié aux familles des OEV⁷¹.

II.5. Niveau de la réponse fournie aux OEV

II.5.1. Taux de couverture des OEV

Sur les 8.2 millions d'OEV vivant en RDC en 2007, seuls 9% d'entre eux avait reçu au moins un appui sans précision ni sur le contenu, ni sur la qualité de ce soutien⁷². L'enquête menée auprès des prestataires de services dans le cadre du RAAAP fait état quant à elle, d'un taux de couverture beaucoup plus faible de l'ordre 3,5%⁷³, ce qui représente 287.310 OEV touchés par au moins un service. Cette disparité reflète la différence des méthodologies utilisées⁷⁴. Toutefois, quelle que soit l'approche suivie, les deux enquêtes notent un grand décalage entre les besoins des OEV et les réponses actuellement fournies, et ce, quelles que soient les provinces concernées.

En ce qui concerne l'appui apporté aux OEV dans les provinces⁷⁵ et tel que présenté dans le graphique 2, on constate une grande disparité des taux de couverture provinciaux

⁷¹ Situation des Orphelins et Enfants Vulnérables (OEV) et de leurs tuteurs dans les Provinces de Kinshasa, Kasai Oriental, Bas-Congo et Province Orientale. Ecole de Santé Publique de Kinshasa, Novembre 2008.

⁷² Les estimations OEV de l'EDS sont basées sur des interviews menées auprès d'un échantillon représentatif de 8.886 ménages.

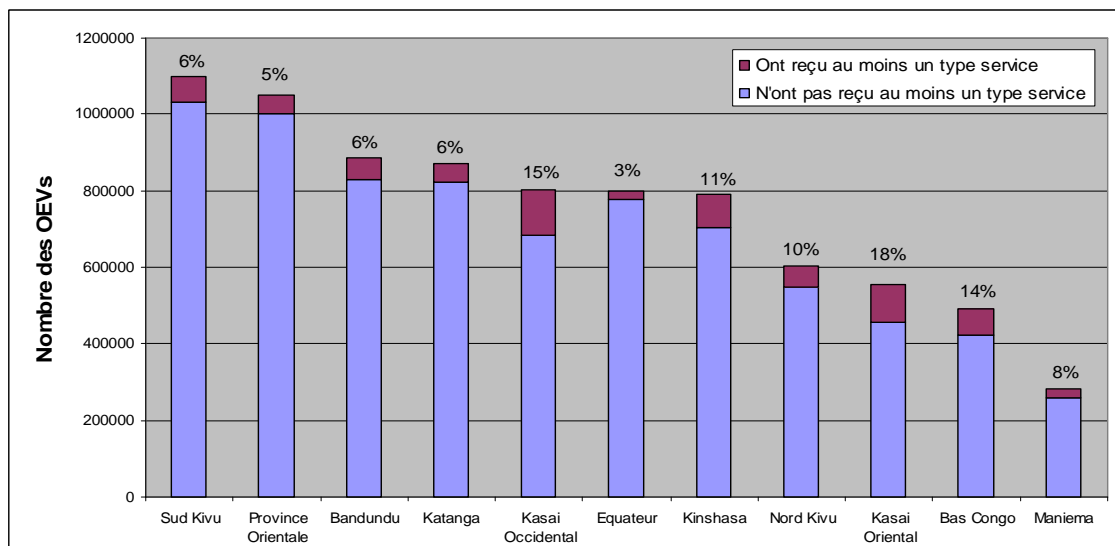
⁷³ Les données collectées par le RAAAP au cours d'une enquête menées auprès des prestataires de services montrent que 287.310 OEV ont été touchés par au moins un service.

⁷⁴ L'EDS 2007 est une enquête quantitative auprès d'un échantillon représentatif de ménages congolais, qui prend en compte aussi bien les prestations de services que l'aide des familles et des communautés. L'enquête menée dans le cadre du processus RAAAP quant à elle, porte uniquement sur le recensement de l'offre de services offerts. En conséquence, elle est largement dépendante de la capacité des structures de coordination à connaître leurs partenaires et à disposer d'une cartographie actualisée de l'offre de service et ne comptabilise pas le soutien apportés par des particuliers.

⁷⁵ Selon l'EDS.

allant de 18 % pour le Kasai Oriental à 3% pour l'Equateur. Il ne semble pas exister de corrélation entre une forte représentation des OEV par province et le niveau de l'aide reçue.

Graphique 2. Nombre des orphelins et enfant vulnérables ayant reçu au moins un type de service par province, 2007.



Source : RAAAP. 2007.

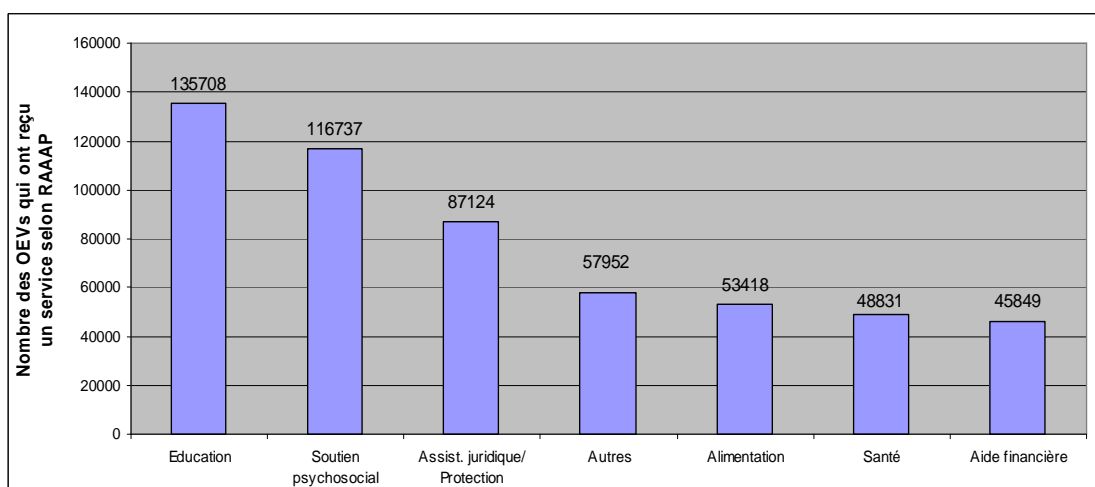
II.5.2. Type d'appui apporté aux OEV

L'effort de prise en charge des OEV est inégal selon les domaines d'intervention^{76 77}. Comme le montre le graphique 3 ci-dessous, il se porte en priorité sur la scolarisation et le soutien psychosocial des OEV. En 2007, 135.700 OEV ont bénéficié d'un appui scolaire et 116.737 ont reçu un soutien psychosocial. Par contre, l'aide apportée en matière de santé, d'alimentation et financier est très faible. L'effort mis sur ces domaines est pratiquement trois fois moins important que celui donné en matière d'éducation. Seuls 48.831 enfants recensés ont eu un accès facilité aux structures de santé et 53.435 ont reçu une aide alimentaire.

⁷⁶ A partir de l'enquête RAAAP menée auprès des prestataires de services.

⁷⁷ L'alimentation, l'éducation, la santé, le soutien psychosocial, l'aide financière, l'assistance juridique.

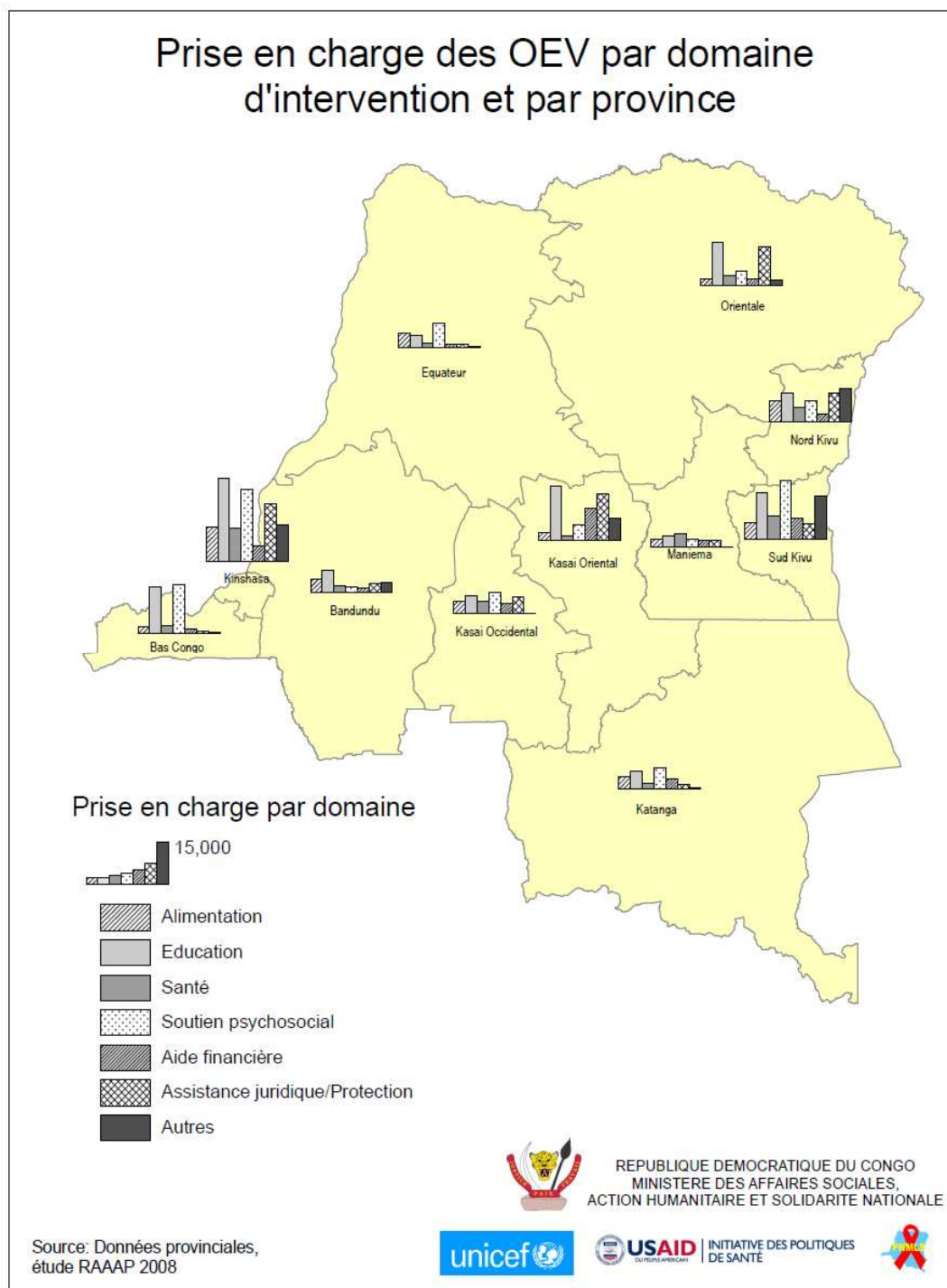
Graphique 3: Type de réponse apportée aux OEV



Source : RAAAP. 2007.

La figure 4 montre les variations des niveaux et de la gamme des services offerts aux OEV selon les provinces. On constate que la prise en charge holistique des OEV - telle que souhaitée par les bénéficiaires - est très peu développée en RDC.

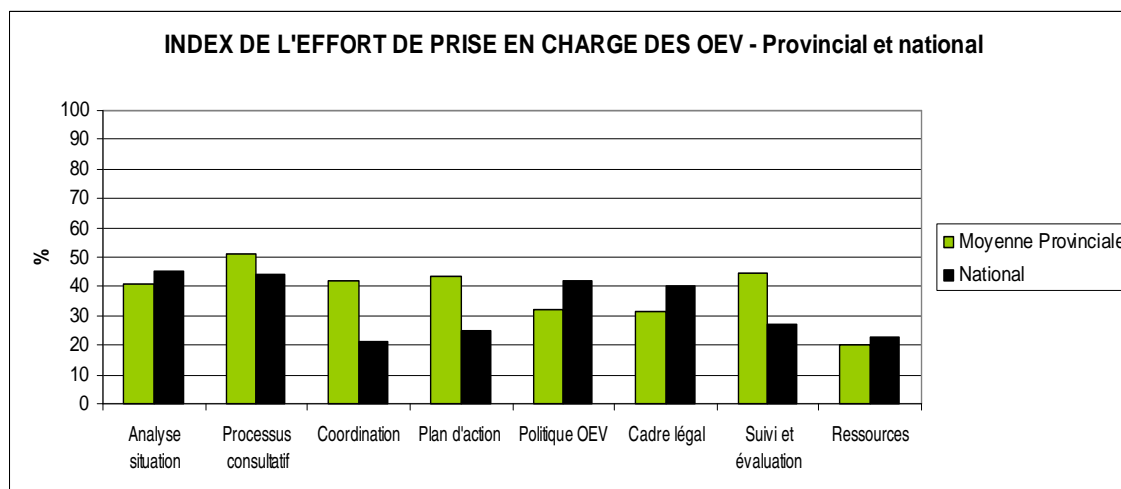
Figure 4 : Prise en charge des OEV par domaine d'intervention et par province



II.5.3. Effort national de prise en charge des OEV

Concernant l'organisation de la réponse aux OEV, on constate que globalement le niveau de réalisation est faible. Selon l'index de l'effort national de prise en charge présenté dans le graphique ci-dessous, il s'élève à moins de 50% et ce, quel que soit le domaine retenu.

Graphique 4 : Index de l'Effort de Prise en Charge des OEV - Provincial et national



Source: Index de l'Effort de Prise en Charge des OEV. 2007.

Des disparités existent entre les niveaux provincial et national, causées essentiellement par leurs différences d'attribution et leur distance respective vis-à-vis de la mise en œuvre des interventions en faveur des OEV.

Le niveau national est relativement actif dans sa responsabilité d'élaboration d'une politique et d'un cadre légal de protection des OEV. Par contre, la coordination entre acteurs reste toujours déficiente, suivie de la planification et du suivi & évaluation des interventions entreprises. Cet avant-dernier secteur devrait être amélioré à l'issue du processus consultatif d'analyse de la situation lancé en 2007, devant aboutir à élaboration d'un plan national d'action en faveur des OEV⁷⁸.

Au niveau provincial, plus proche du terrain et de la mise en œuvre opérationnelle, on observe des acquis en matière de consultation et de coordination des acteurs ainsi que de planification et de suivi et évaluation. Ces acquis devront être encore renforcés et pourront servir de bases d'appui lorsqu'il s'agira d'améliorer ces domaines au niveau national.

II.6. Défis à relever dans la prise en charge des OEV en RDC

II.6.1. Contraintes rencontrées dans la prise en charge des OEV

Relatifs à la conjoncture

- Bien que sortant d'un conflit très meurtrier, la situation reste encore instable et des poches d'affrontement persistent. Ceci contribue à limiter la focalisation des efforts

⁷⁸ Le RAAAP OEV en fait partie

nationaux sur la question des OEV et à ruiner les efforts menés dans les zones de conflits.

- On assiste également à une certaine instabilité de l'exécutif entraînant un changement régulier des ministres et de leurs cabinets. Ces fluctuations ne favorisent pas la continuité des actions entreprises, ni l'existence de visions politiques et sectorielles devant servir de cadres directeurs pour les interventions.
- Le budget national alloué aux secteurs sociaux est très faible et dépend essentiellement des financements internationaux. Les filets de protection sociale pour les plus vulnérables sont pratiquement inexistantes, tant en matière d'éducation, que de santé et d'appui économique.

Au niveau politique et réglementaire

- La RDC ne dispose pas encore de politique nationale en faveur des OEV à laquelle l'ensemble des acteurs devrait se référer. Ce qui conduit à une hétérogénéité des interventions et un faible impact sur la condition de vie des OEV.
- Bien que le MINAS et ses partenaires se soient accordés sur une définition commune des OEV, cette dernière n'est pas encore largement partagée ni acceptée par l'ensemble des acteurs qu'ils soient institutionnels ou de terrain⁷⁹. Ces derniers ont tendance à l'adapter selon ses priorités et ses angles d'attaque. Etant donné le manque de vision politique citée précédemment, cela contribue à favoriser l'existence de programmes épars et indépendants les uns des autres, plutôt qu'une réponse intégrée et coordonnée. Un des défis majeurs que devra relever le pays sera donc de mener une réflexion nationale et approfondie sur la définition des OEV, sur les critères de vulnérabilité et sur les outils d'évaluation des besoins.
- La RDC ne possède pas de standard national quant à une prise en charge de qualité d'un OEV. Il sera donc nécessaire de définir le contenu et la forme d'une réponse adéquate à offrir aux OEV selon leur vulnérabilité et leurs besoins⁸⁰.
- Le leadership sur la problématique des OEV en RDC revient théoriquement au MINAS. Toutefois, en raison de la place qu'il occupe dans le paysage ministériel et de la faiblesse de ses ressources humaines et financières, ce ministère semble peu à même de faire valoir cette responsabilité. S'ensuit une sorte de concurrence entre ministères et programmes nationaux qui ont également les OEV comme cible. Cette compétition empêche des actions concertées, ralentit les progrès dans le processus de planification et contribue à accroître davantage la confusion sur le terrain et l'inertie en matière de définition de politique et de normes.

Au niveau organisationnel

- Les interventions des acteurs en faveur des OEV sont bien souvent disjointes, peu coordonnées et sans plan d'extension, limitant ainsi les opportunités de prise en charge holistique des OEV. Il est très rare de trouver des projets intégrant l'ensemble des aspects de prise en charge à savoir éducation, sanitaire, protection, appui juridique, alimentaire, lutte contre le VIH/SIDA, etc. Les parents survivants et tuteurs

⁷⁹ Compte rendu de la réunion du Groupe consultatif sur les OEV, 11 décembre 2006, MINAS, PNMLS.

⁸⁰ Depuis juin 2009, l'UNICEF appuie le MINAS dans un processus d'élaboration des critères de vulnérabilité des OEV, des standards et normes des interventions menées en faveur des OEV.

regrettent le fractionnement de l'aide et souhaiteraient recevoir un appui holistique en fonction des besoins de l'enfant.

- Sans coordination des acteurs OEV, les stratégies mises en œuvre sur le terrain diffèrent selon les partenaires et surtout selon les bailleurs de fonds⁸¹. Cette situation ne fait actuellement pas l'objet d'un débat, ni d'une position tranchée de la part du responsable gouvernemental, à savoir le MINAS. Connaissant le contexte de concurrence de leadership, la faiblesse de régulation du MINAS et dans un contexte d'absence de politique et de cadre directeur, ce sont les partenaires du développement qui ont tendance à imposer leurs propres visions sur le terrain.
- Le système actuel de suivi et d'évaluation des activités menées en faveur des OEV est très faible, voire inexistant. Il existe bien une cartographie des services en faveur des OEV mais elle ne concerne que les orphelins et autres enfants rendus vulnérables par le VIH/SIDA et occulte l'appui apporté aux orphelins d'autres causes⁸². A cela s'ajoute le fait qu'il n'existe pas de système de rapport obligatoire des données des acteurs de terrain auprès de ces institutions gouvernementales responsables de la problématique des OEV.
- Le nombre d'OEV pris en charge actuellement est nettement insuffisant au regard du nombre d'OEV nécessitant un soutien. Plus de 90% des OEV ne reçoivent aucun appui ni de la part des prestataires de services ni des communautés ou des membres de la famille.
- Cette situation de confusion généralisée et d'absence de stratégie commune, de coordination et de suivi contribue à un éparpillement des fonds disponibles et empêche un passage coordonné à l'échelle des interventions OEV.
- Au vu du nombre d'OEV et de l'ampleur des besoins, les ressources financières actuellement disponibles ne semblent pas suffisantes. Une faiblesse des ressources humaines qualifiées tant au niveau des ONG que des structures gouvernementales est également saillante. Un renforcement de capacités des acteurs représente un autre défi pour la RDC.

II.6.2. Opportunités

- La vivacité de la société civile congolaise dans la réponse apportée aux OEV est une des opportunités notables que possède la RDC et sur lesquelles le pays devra s'appuyer lors de la mise en œuvre du PAN OEV.
- Le pays s'est doté d'un cadre légal donnant une place importante à l'enfant et au respect de ses droits, avec entre autres la loi portant protection de l'enfant. Ceci représente un cadre sur lequel les réformes en matière de prise en charge des OEV pourront s'insérer, prendre appui et contribuer ainsi à une amélioration des droits des OEV⁸³.

⁸¹ Par exemple, sur un même territoire et parfois chez un même acteur de terrain, on peut côtoyer différents types de stratégie pour un même domaine selon l'origine du financement (ex : AMO Congo, Caritas et Femmes Plus).

⁸² http://www.cissida.org/c/index.php?option=com_content&task=view&id=15&Itemid=9

⁸³ A condition que les moyens d'application des directives soient pris en compte dans les textes de loi les concernant.

- L'élaboration du DSCRП – au niveau central et décentralisé - représente une formidable opportunité pour l'amélioration de la prise en charge des OEV. La problématique de la prise en charge des OEV étant intégrée dans ce dispositif, elle est donc désormais inscrite sur l'agenda politique et technique du gouvernement congolais et des partenaires de la coopération bilatérale et multilatérale qui le soutiennent.
- Le processus de décentralisation est également un atout car il doit permettre de répondre au plus près des réalités provinciales. Dans ce cadre, chaque province a élaboré un DSCRП provincial où la question des OEV occupe une place importante. A travers les ateliers organisés dans le cadre du RAAAP dans les provinces et les zones, une forte mobilisation des acteurs a été initiée et qui se structurera dans le cadre directeur qu'est le DSCRП provincial.
- Enfin, l'ampleur de l'appui de la communauté internationale au développement de la RDC est déjà notable au travers du soutien apporté au DSCRП et à l'ensemble du processus de maintien de la paix et de la démocratisation. L'appui à la prise en charge des OEV est inscrit dans le PAP. D'ores et déjà, des fonds importants de la part de la Banque Mondiale, du Fonds Mondial de lutte contre le VIH/SIDA, la tuberculose et le paludisme, de la coopération internationale ont été alloués à l'amélioration de la prise en charge des OEV.

II.7. Recommandations sous tendant l'élaboration du PAN OEV

Un certain nombre de recommandations ont été formulées suite à l'analyse de la situation de la réponse apportée aux OEV⁸⁴ et constituent le fondement du PAN OEV développé ci-après.

L'analyse de la situation a montré que, bien qu'encore largement insuffisante, la réponse apportée actuellement aux OEV est relativement substantielle au regard de la faiblesse du cadre politique et réglementaire dans lequel elle se déroule et l'insuffisance des capacités financières, organisationnelles et humaines des acteurs de terrain. Toutefois, étant donné que ces interventions sont bien souvent menées sans réelle structuration, ni standard de qualité, une des premières recommandations du RAAAP OEV a porté sur l'amélioration de la qualité des services actuellement offerts aux OEV, en mettant l'accent sur 1) le renforcement du cadre politique et réglementaire (avec les moyens d'appliquer les textes), 2) le renforcement des capacités des acteurs impliqués dans la prise en charge des OEV et de leur coordination pour une optimisation des réponses actuellement apportées. Et ce, avant toute perspective d'extension de couverture.

II.7.1. Amélioration de la qualité des services offerts aux OEV

Plus précisément, l'amélioration de la qualité des services offerts aux OEV doit porter sur le renforcement du cadre politique et normatif et des capacités des acteurs.

II.7.1.1. Amélioration du cadre politique et normatif

- Afin de donner aux acteurs, un cadre de référence et d'intervention unique, avec définition d'objectifs stratégiques communs, il convient de focaliser les efforts sur l'élaboration d'une politique nationale en faveur des OEV.

⁸⁴ Le Rapport synthèse du processus RAAAP-RDC, Ministère des Affaires Sociales, Action Humanitaire et Solidarité Nationale, Avril 2009. <http://sites.google.com/site/oevrhc/>

- Un des défis majeurs de la RDC est également de déterminer le contenu d'une réponse de qualité aux OEV. Cette démarche doit permettre de poser les bases d'une réponse multisectorielle, intégrée et holistique qui fait, à ce jour, défaut en RDC. Cette définition devra prendre en compte les faiblesses actuelles de l'environnement congolais, incluant la disponibilité des services et les capacités des ressources humaines. Elle devra également être périodiquement réévaluée en fonction du renforcement de cet environnement. Plutôt que de fixer un paquet minimum d'activités dont tous les OEV devraient bénéficier et ce quelle que soit leur situation, il s'agit davantage de définir une gamme d'interventions à offrir aux OEV en fonction de leurs besoins et des standards de qualité minimum pour chaque domaine d'interventions. Des instruments standardisés d'évaluation des besoins des OEV doivent être développés.
- Etant donné les multiples stratégies d'appui dans un même domaine et parfois chez un même prestataire, il est nécessaire, après évaluation, d'arriver à un consensus national sur les meilleures stratégies à mettre en œuvre pour chaque secteur d'activités.
- Une attention particulière doit être portée sur l'accessibilité des OEV aux services sociaux existants. Il est impératif d'éviter autant que faire se peut, la création de nouvelles structures ou de services destinés uniquement aux OEV. Il est de la responsabilité du MINAS de s'assurer, au travers d'un plaidoyer efficace, que les différents secteurs sociaux (santé, éducation entre autres) prennent en considération ces problèmes d'accès aux services des OEV et mettent en place des dispositifs particuliers pour les atténuer voire les faire disparaître. La responsabilité de la mise en place de tels dispositifs revient entièrement à ces secteurs.
- Un plaidoyer pour l'affectation de fonds publics au financement des activités de protection sociale des OEV doit être mené, avec un focus sur l'abolition universel des frais scolaires.

II.7.2. Renforcement des capacités du système et des acteurs.

- Le leadership du MINAS doit être renforcé afin que ce dernier puisse exercer efficacement ses responsabilités en matière de définition et d'encadrement des activités OEV en RDC. Une unité technique OEV doit être installée au sein du MINAS à cette fin, avec recrutement de personnels qualifiés et assistance technique extérieure.
- La coordination des acteurs doit être renforcée à tous les niveaux d'intervention en vue d'une optimisation de leurs interventions actuelles et futures. Des espaces de rencontres doivent être trouvés, en lien avec le ministère du Plan. Il est impératif d'éviter de multiplier ces espaces de concertation/coordination et de se rattacher à l'existant, avec élargissement des participants si nécessaire.
- Un système de suivi et d'évaluation doit être mis en place avec définition d'indicateurs nationaux, organisation d'un système efficace de rapportage des données et création d'une base de données nationale OEV.
- Les acteurs principaux impliqués dans la problématique des OEV devront être formés sur les stratégies, normes et standards des interventions nouvellement définis.
- Le suivi des activités sur le terrain est essentiel et devra être renforcé en termes de personnel et de capacités techniques et matérielles. L'adoption et la mise en œuvre

des normes préalablement édictées seront les objectifs centraux de ce suivi dans un premier temps. Ces équipes de suivi devront davantage jouer un rôle de formation continue auprès des acteurs de terrain plutôt que de contrôle. Ce suivi permettra également de faire remonter des informations alimentant le système de suivi et d'évaluation à créer.

- L'encadrement communautaire des OEV est à privilégier. En conséquence, il est primordial de prendre appui sur des acteurs ayant une base communautaire réelle et importante. Ces derniers devront être renforcés en termes de capacités organisationnelles.
- Afin d'éviter un éparpillement des financements, des énergies et au final un faible impact sur la situation des OEV, il est nécessaire de procéder à une répartition des responsabilités selon les capacités et mandats des acteurs en présence. Le renforcement des capacités devra se faire en fonction de cette distribution de fonctions.
- Les modalités de financement des ONG doivent également être repensées. Les financements extérieurs devraient se conformer et trouver leur place dans un Plan d'Action concerté au niveau national et provincial, et ce afin d'éviter l'anarchie actuelle. D'où l'importance de l'élaboration d'une politique nationale visant tous les publics vulnérables en général et des OEV en particulier, qui servira de cadre légal de référence, et d'un Plan National d'Actions qui devra être contraignant pour les multiples partenaires d'appui. Le pays pourrait éventuellement se diriger vers la mise en place d'un fond de financement commun pour les programmes OEV.
- Certains domaines d'interventions doivent être considérablement renforcés, notamment tout ce qui concerne l'amélioration de la nutrition des OEV.
- Par ailleurs, de nouvelles formes d'appui doivent être envisagées, notamment l'assistance financière directe auprès des tuteurs n'ayant pas les moyens physiques d'entreprendre des AGR ainsi que l'amélioration des conditions d'accès au micro crédits.

II.7.2. Extension de la couverture

L'extension de la couverture ne doit intervenir qu'à partir du moment où des changements significatifs auront été apportés quant aux points cités précédemment.

Un plan d'expansion incluant la mobilisation des ressources y compris au niveau du budget national, devra être élaboré en concertation avec l'ensemble des partenaires impliqués dans la question de prise en charge des OEV.

Cette expansion devra prendre appui sur les partenaires ayant montré au préalable une implication efficace sur le terrain ainsi que des capacités propres en termes financiers, techniques et/ou humains. Les organisations à base communautaires devraient être ciblées en priorité.

III. LE PLAN D'ACTION NATIONAL OEV

Pour faire face aux problèmes croissants que rencontrent les OEV vivant en RDC et présentés précédemment, une action de concertation nationale est indispensable. Parmi les groupes cibles dans les priorités du gouvernement pour la réduction de la pauvreté, et de rétablir la sécurité humaine, économique et sociale, les OEV représentent une population importante.

L'analyse de la situation nationale des OEV en RDC, débutée en 2007, a permis de dégager un certain nombre de recommandations pour l'amélioration de leur protection et prise en charge.

Le PAN OEV découle d'une part de l'obligation de l'état congolais d'honorer ses différents engagements internationaux pris notamment dans le cadre l'UNGASS⁸⁵ en 2001, de la Session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies sur les enfants en mai 2002 et enfin du Forum des partenaires mondiaux en novembre 2003.

D'autre part, il doit permettre d'élargir le partenariat en faveur des OEV et de fédérer leurs efforts autour d'objectifs définis au sein d'une politique OEV. Le PAN représente également une opportunité de rassembler, d'augmenter et d'optimiser les ressources financières et humaines en faveur des OEV pour la création des synergies dans le développement des services de qualité, et l'expansion des services pour améliorer la situation des enfants, et la société congolaise.

Le PAN répond aux besoins de l'ensemble des acteurs qu'ils soient institutionnels, de terrain ou financiers régulièrement confrontés à l'absence d'orientations politiques et au manque de coordination des programmes limitant ainsi l'impact de leurs interventions en cours.

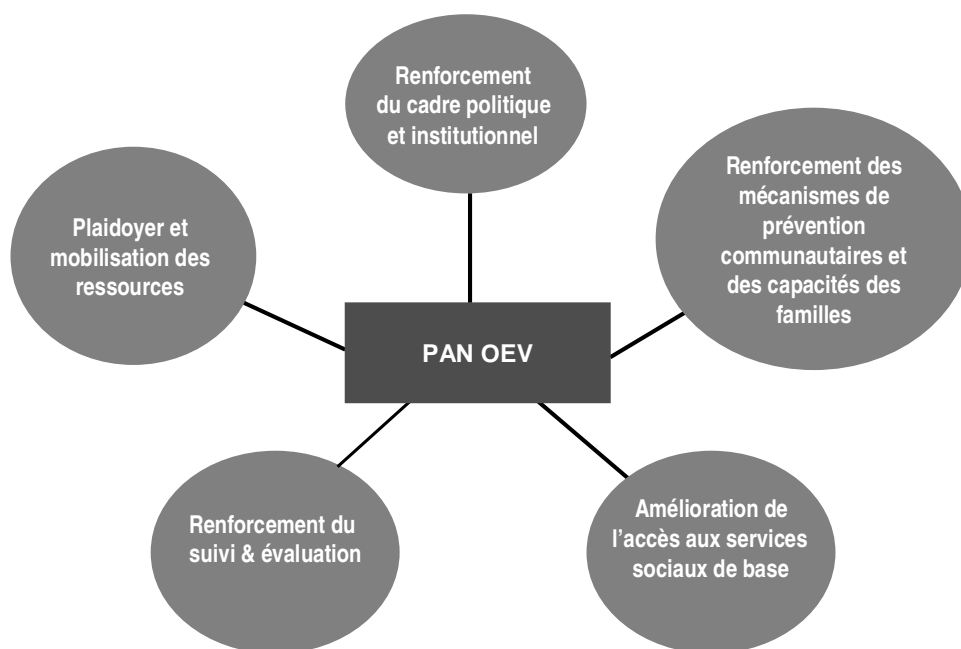
Pour se faire, le PAN OEV a été élaboré selon un mode participatif élargi. Dans un premier temps, un atelier national de validation des résultats de l'analyse de la situation a été organisé en février 2009 et a permis la définition de cinq domaines stratégiques⁸⁶. Des groupes de travail issus de la Task Force OEV ont ensuite été constitués afin de définir les activités principales pour chacun de ces domaines. Enfin, cette ébauche a été raffinée et validée par les principaux acteurs clés au cours de sessions de travail organisées en mai 2009. Il s'agissait de favoriser l'engagement des différentes parties prenantes, d'assurer une appropriation du PAN OEV.

Le Plan d'Action National OEV est le résultat d'un large consensus national qui s'est forgé autour de la définition des objectifs, des principes, des stratégies devant guider les actions menées en faveur des OEV en RDC. Le graphique ci-dessous présente les cinq domaines stratégiques du PAN OEV.

⁸⁵ Session Spéciale des Nations Unies sur le VIH/SIDA, 2001

⁸⁶ Rapport de l'atelier national de validation du rapport synthèse du processus RAAAP, Ministère des Affaires sociales, Action humanitaire et solidarité nationale, Kinshasa, février 2009. Pour le rapport voir le site sur le RAAAP <http://sites.google.com/site/oevrldc/>.

Figure 5 : Domaines stratégiques du PAN OEV-RDC



III.1. Principes directeurs

Les principes guidant l'élaboration et la mise en œuvre du PAN OEV émanent directement des engagements pris par l'Etat congolais lors de la ratification de la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant (CDE) autant que les déclarations du Président de la République⁸⁷, la Constitution et la Loi portant de la protection de l'enfant.

Plus spécifiquement, le PAN OEV repose sur les principes suivants :

- La responsabilité première de protéger et d'élever l'enfant incombe à la famille. Le gouvernement congolais est responsable en matière de protection, de préservation et de soutien de la relation qui unit l'enfant à sa famille ;
- C'est à l'État congolais qu'incombe la responsabilité de fournir une protection spéciale à tout enfant privé de son milieu familial ;
- Dans toutes les décisions qui concernent les enfants, son intérêt supérieur doit être la considération primordiale ;
- L'état congolais détient la responsabilité de soutenir les mesures décisives pour s'assurer que les droits des enfants soient respectés et protégés ;

⁸⁷ Par son discours sur l'état de la nation lors du premier anniversaire de son investiture le 06 Décembre 2007, le chef de l'Etat a affirmé : « La jeunesse est l'avenir de notre pays. Nous ne pouvons, sans faire le lit de la violence et de la grande criminalité, accepter qu'une partie importante de cette jeunesse vive en marge de la société, sans encadrement familial, sans éducation, sans logement, sans emploi, sans revenu et donc, sans espoir. Trouver une solution adéquate à ce problème devrait être une des priorités absolues des pouvoirs publics. J'entends y veiller personnellement. Et je compte sur le concours actif du Parlement, des Cours et Tribunaux et de la Société Civile, particulièrement des Confessions religieuses. Je compte surtout et avant tout sur le concours des parents et des familles ».

- L'état congolais reconnaît le droit des enfants à la survie, au bien-être et au développement et a l'obligation d'adopter des stratégies pour soutenir les enfants les plus désavantagés ;
- L'état congolais reconnaît aux enfants le droit d'exprimer leurs opinions sur toutes les questions les intéressant et qu'ils participent dans le développement des réponses. Pour les OEV, leur participation cela concerne notamment les questions relatives à leur accueil, leur héritage et les interventions dont ils sont bénéficiaires.
- Les interventions doivent être basées sur les réalités locales et les financements doivent cibler en priorité les OEV les plus vulnérables, les familles d'accueil et les communautés.

III.2. Vision, but et objectif du PAN OEV

III.2.1. Vision

Le DSCR, le Programme d'Action Prioritaire (PAP), les OMD et la constitution de l'IIIème République constituent les fondements des réformes politiques et institutionnelles menées par le gouvernement congolais dans la lutte contre la pauvreté. En ce qui concerne le bien être de l'enfant, la CDE et la loi portant protection de l'enfant, orientent les actions gouvernementales menées en leur faveur.

En conséquence, ce sont ces cadres directeurs qui ont guidé l'élaboration du PAN OEV et la vision de l'état congolais quant à ce qu'il souhaitait pour les OEV pour les cinq prochaines années.

Dans une optique de solidarité nationale, l'état congolais souhaite donc venir suppléer à la défaillance de l'encadrement familial pour que les droits et la protection des OEV soient assurés au même titre que les autres enfants, et que leurs capacités de développement personnel ne soient pas entravées par ces difficultés familiales. En ce sens, il cherche à gommer les inégalités sociales les plus criantes et à couper le cycle de l'appauvrissement.

Ceci participe activement à la lutte contre l'extrême pauvreté, à l'amélioration de l'accès à l'éducation primaire pour tous, la réduction de la mortalité infantile et au combat contre le VIH/SIDA, comme préconisés par les OMD et la constitution congolaise.

En conséquence, la vision de l'état congolais pour les OEV est que ces derniers aient les capacités de réaliser leur plein potentiel de développement physique et psychique au même titre que les autres enfants et puissent ainsi participer totalement au développement économique et social du pays.

III.2.2. But

La vision dans laquelle s'inscrit le PNA OEV implique une amélioration de la protection et de la prise en charge des OEV, conditions pour que leur plein développement soit possible.

En conséquence, le but poursuivi par le PAN OEV est l'amélioration de la protection et de la prise en charge des OEV.

III.2.3. Objectif général

L'objectif général du PAN OEV est de contribuer à l'amélioration de la qualité de la réponse apportée aux besoins d'au moins 15% des OEV vivant en RDC d'ici 2014.

On entend par réponse de qualité, une action multisectorielle et multi-partenaire coordonnée, visant à satisfaire de manière holistique les besoins de protection et de prise en charge des OEV et de prévenir leur vulnérabilité.

L'objectif d'appuyer 15% des OEV – soit plus de 1,5 Million d'enfants - découle des constats issus du RAAAP et de l'EDS ainsi que des réalités de terrain. Le RAAAP a montré qu'en 2007, seuls 287.310 OEV étaient touchés par au moins un service. En conséquence, non seulement le nombre de bénéficiaires touchés devra être multiplié par 5 en cinq ans (soit une augmentation de plus de 400%) mais la gamme des services offerts pour chaque OEV devra être étendue selon ses besoins spécifiques, et enfin le cadre politique et juridique, incluant l'élaboration de normes et de standards des interventions, devra être renforcé. Etant donné les défis auxquels sont confronté le pays (cf.II.6.), les capacités opérationnelles des acteurs de terrains et leurs capacités d'absorption financière à ce jour, il est apparu pertinent de limiter l'objectif du PAN OEV à 15% des OEV

III.2.4. Domaines et objectifs stratégiques

Le PAN comprend cinq domaines qui ont été identifiés au cours du processus RAAAP. Ils découlent des stratégies préconisées au plan international⁸⁸ et adaptées à la situation du pays. Les domaines stratégiques sont les suivants :

- **Le renforcement du cadre politique et institutionnel.** Les gouvernements possèdent un rôle crucial dans la protection des OEV. C'est à eux que revient la responsabilité de veiller à ce que les familles et les communautés soient en mesure de prendre en charge et de protéger les OEV. L'analyse de la situation des OEV en RDC a montré d'importantes lacunes quant à l'encadrement politique et réglementaire des interventions OEV. En conséquence, le pays doit porter ses efforts pour créer et mettre en place un environnement protecteur pour les enfants en général, et les OEV en particulier. Il a notamment la responsabilité majeure d'assurer que les enfants échappant à la protection des familles et des communautés soient pris en charge et aient l'accès aux services sociaux essentiels. Il doit donc se doter d'une politique en faveur des OEV, ainsi que d'une réglementation sur la qualité des interventions menées en leur faveur. De plus, Il devra mettre en place des structures efficaces pour l'implémentation de cette politique et s'assurer qu'elle soit inscrite dans les plans et budgets sectoriels et nationaux. Il devra également veiller au renforcement des

⁸⁸ Cadre pour la protection, les soins et le soutien aux Orphelins et Enfants Vulnérables vivant dans un monde avec le VIH/SIDA, Juillet 2004. Les cinq stratégies clés ont les suivantes :

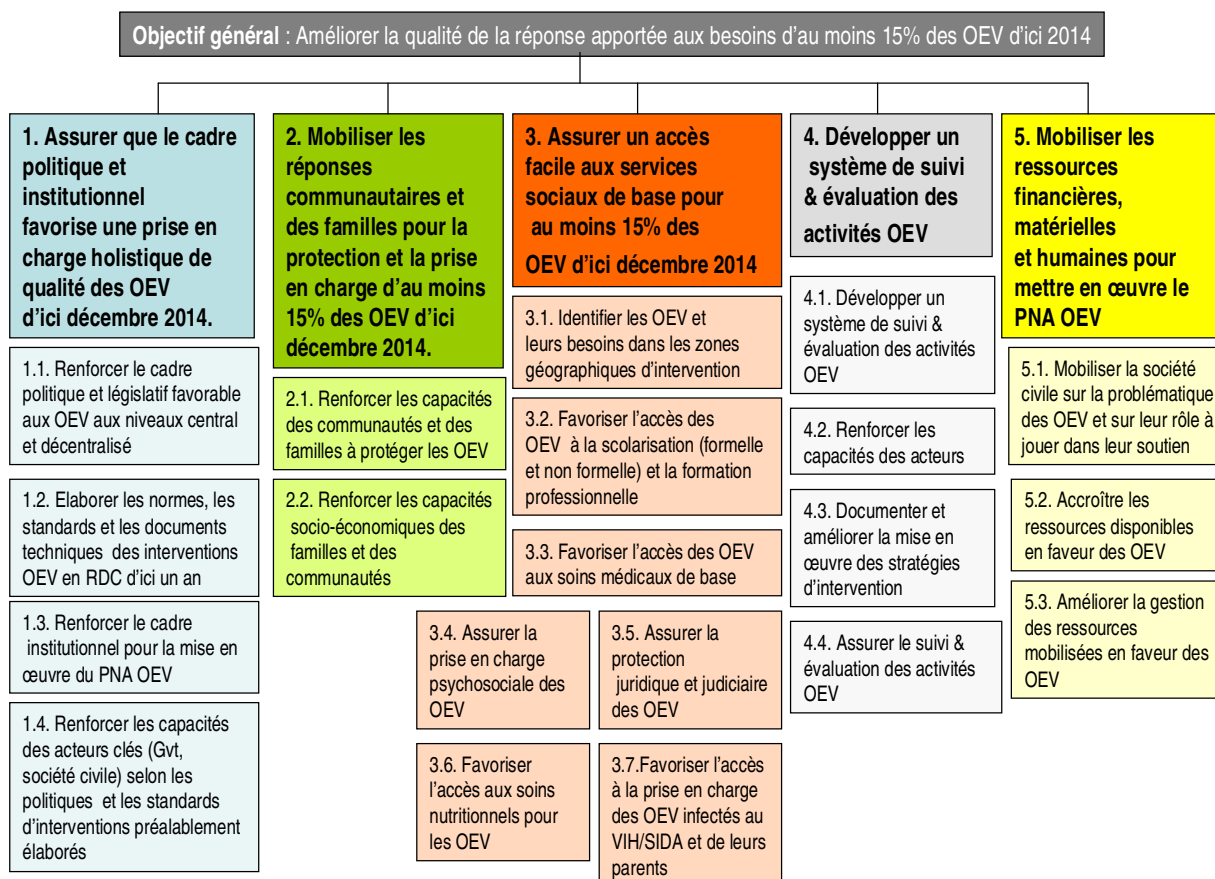
- Renforcer les capacités des familles de protéger et élever les orphelins et les enfants vulnérables en prolongeant la vie des parents et en fournissant un soutien économique, psychosocial et autre ;
- Mobiliser et soutenir les initiatives communautaires ;
- Garantir l'accès des orphelins et des enfants vulnérables aux services essentiels, notamment : éducation, soins médicaux, inscription au registre des naissances et autres ;
- S'assurer que les gouvernements protègent les enfants les plus vulnérables en renforçant les politiques et la législation et en affectant des ressources aux familles et aux communautés ;
- Faire prendre conscience du problème à tous les niveaux grâce à la sensibilisation et à la mobilisation sociale afin de créer un milieu solidaire des enfants et des familles touchés par le VIH/SIDA.

capacités et de la coordination des acteurs pour la mise en œuvre d'un large éventail d'actions multisectorielles.

- **Le renforcement des mécanismes de prévention communautaire et des capacités des familles.** L'analyse de la situation des OEV en RDC a montré que la majorité des OEV vivait avec des membres de famille étendue ou immédiate. La sécurité et le bien-être de ces enfants dépendent donc en grande partie de la capacité de ces parents pour les protéger et ce, dans un contexte de pauvreté généralisée. L'appui aux familles est donc un axe stratégique d'intervention primordial. Il s'agira de les aider à prendre soin des OEV et éviter ainsi leur marginalisation. Ce soutien pourra prendre différentes formes, y compris le renforcement des capacités économiques et l'appui psychosocial.
- La communauté constitue un deuxième filet de sécurité pour les enfants vulnérables. Un environnement communautaire favorable aux OEV permet de veiller à ce que leurs droits soient respectés et leurs besoins pris en charge. Pour se faire, ses leaders et ses membres doivent être sensibilisés sur la problématique des OEV, et un appui doit être apporté pour qu'elle puisse s'organiser afin de pouvoir jouer pleinement son rôle de protection des enfants, notamment en terme d'identification, de suivi et de défense de droits des OEV quand ils sont bafoués.
- **L'amélioration de l'accès d'au moins 15 % des OEV aux services sociaux de base (Education, santé, juridique, nutrition et autres).** L'analyse de la situation des OEV en RDC a montré qu'ils étaient désavantagés par rapport aux autres enfants en ce qui concerne l'accès aux services essentiels nécessaires à leur bien-être. L'article 65 de la Déclaration d'engagement adoptée lors de la session extraordinaire de l'ONU sur le VIH/SIDA (UNGASS) demande une amélioration de l'accès aux services essentiels et la parité pour les orphelins et les enfants vulnérables. Dans le cadre du PAN OEV, il conviendra d'étudier comment augmenter et optimiser les ressources pour favoriser l'accès de ses enfants à la santé, l'éducation, la nutrition, l'assistance juridique et psychosociale, et privilégier les interventions ayant un impact positif sur les capacités, la qualité, la collaboration et la portée des programmes de prestations de services.
- **Le renforcement du suivi & évaluation des interventions menées en faveur des OEV.** Pour être en mesure de mettre en œuvre le PAN visant le bien-être des enfants, de suivre et d'évaluer les programmes OEV, les autorités nationales et locales ont besoin de ressources financières et humaines leur permettant de collecter, analyser et utiliser les données sur les OEV. Cet axe permettra de développer des programmes sur la base de preuves, d'évaluer l'impact des actions menées sur la vie des OEV, et de raffiner les stratégies du PAN.
- **Mobilisation des ressources financières, matérielles et humaines en faveur des OEV.** Mener davantage un plaidoyer auprès des décideurs politiques, les leaders communautaires, de la société civile et les bailleurs de fonds sur la problématique des OEV est nécessaire pour pérenniser et élargir les interventions menées en leur faveur. L'information et la sensibilisation sur les atteintes aux droits que connaissent les OEV permettront d'accélérer les changements dans leur prise en charge et d'avoir un plus grand impact sur leur vie. A travers ces activités, la société civile fera pression sur les gouvernements (nationaux et provinciaux) pour qu'ils prennent concrètement leurs responsabilités en matière de protection des OEV.

Le graphique ci-dessous présente l'objectif général du PAN OEV et ses objectifs stratégiques.

Figure 6 : Cadre des objectifs stratégiques du PAN OEV



III.3. Bénéficiaires du Plan d'Action National OEV

III.3.1. Bénéficiaires directs

Les bénéficiaires directs du PAN OEV seront les Orphelins et Enfants Vulnérables vivant en RDC.

Un orphelin est défini comme un enfant âgé de moins de 18 ans dont l'un ou les deux parents sont décédés. La définition d'un enfant vulnérable est bien plus complexe étant donné la multiplicité des causes de vulnérabilité⁸⁹. En conséquence, le PAN OEV ciblera en priorité les enfants vulnérables du fait d'une défaillance de l'encadrement familial suite à la morbidité des parents et/ou tuteur. Il s'agira d'essayer de compenser, grâce à la solidarité nationale, la perte et/ou affaiblissement du premier filet de protection de l'enfant, et de l'aider à réaliser au mieux son potentiel de développement. Selon l'EDS 2007, cette catégorie représente près de 25% des enfants vivant en RDC.

⁸⁹ Plus de sept enfants sur dix vivants en RDC vivent sous le seuil international de pauvreté. Pauvreté des enfants et disparités en République Démocratique du Congo, UNICEF, décembre 2008.

Toutefois, dans la pratique, il peut s'avérer que d'autres enfants que ceux cités précédemment puissent être considérés comme bénéficiaires du PAN OEV, s'il apparaît qu'ils vivent dans des conditions de grande vulnérabilité entravant fortement leur développement physique et psychique. D'ores et déjà, le PAN OEV prend en compte les enfants vivant dans la rue et les enfants affectés par le VIH/SIDA.

A ce jour, il n'existe pas encore en RDC d'indicateurs de vulnérabilité des enfants nationalement définis, ni d'échelle d'évaluation de leurs besoins. Une des priorités de ce plan sera donc de développer ces indicateurs de vulnérabilité, ainsi qu'un outil d'évaluation des besoins permettant ainsi un ciblage efficace et équitable des enfants les plus vulnérables et une meilleure planification des interventions.

III.3.2. Bénéficiaires indirects

Les bénéficiaires indirects du PAN OEV seront en premier lieu les familles des OEV (premiers filets de sécurité des OEV), ainsi que les communautés qui sont le second filet de protection de ces enfants. Il s'agira de s'assurer qu'ils aient les capacités pour soutenir le développement et la protection des OEV.

Par ailleurs, un certain nombre de mesures prises dans le cadre de ce plan bénéficieront également à l'ensemble des enfants congolais. Il s'agit notamment de tout ce qui concerne la création d'un environnement protecteur pour les OEV avec le renforcement du cadre législatif et normatif, ainsi que le renforcement des capacités des communautés à repérer et dénoncer les difficultés et abus auxquels font face les OEV. Le suivi et la protection des OEV seront la porte d'entrée pour mobiliser les communautés sur le droit des enfants et toucher à terme, l'ensemble des enfants congolais.

De plus, en matière d'amélioration de l'accès aux services sociaux de base, plutôt qu'un appui direct aux bénéficiaires, cet appui pourra être indirect et bénéficier à l'ensemble des enfants des communautés, sous réserve que ces dernières mettent en place des mécanismes spécifiques d'accès aux OEV. Par exemple, il sera possible d'appuyer les écoles en matériel, ou de renforcer des centres de santé en médicaments, profitant ainsi à l'ensemble de la population en échange de conditions particulières d'accès pour les OEV. De cette manière, la situation des autres enfants sera également améliorée, tout en réduisant les risques d'effets pervers d'actions ciblées exclusivement en faveur des OEV et/ou jugées comme telles par les communautés.

III.4. Choix stratégiques sous-tendant le PAN OEV

Au cours du processus d'élaboration, un consensus s'est dégagé quant aux choix stratégiques sous-tendant le PAN OEV, à savoir :

III.4.1. Partenariat à vocation multisectorielle

- Comme l'a montré l'analyse de la situation des OEV en RDC, la problématique OEV est multisectorielle. Aucun ministère ne possède les capacités pour régler à lui seul tous les problèmes concernant les orphelins et les enfants vulnérables. De plus, la vulnérabilité des enfants est un problème social qui implique la participation de tous secteurs qu'ils soient public, privé et communautaire. Il convient donc de favoriser l'éclosion d'une synergie multisectorielle et de veiller à ce que l'ensemble des acteurs impliqués dans la problématique des OEV travaillent ensemble, selon leurs

mandats et leurs capacités. Le partenariat favorisera le dialogue des différentes parties prenantes et permettra la définition d'objectifs communs garantissant une plus grande synergie des interventions et à terme, un plus grand impact sur la vie des OEV.

III.4.2. Coordination

La coordination des parties prenantes OEV est essentielle et doit permettre d'améliorer la réponse d'ensemble aux OEV en limitant les risques d'oublis et de chevauchements de programmes en créant des passerelles entre les différents secteurs favorisant ainsi des inter-actions entre les différents secteurs. Des cadres de concertation entre partenaires seront mis en place à tous les niveaux d'interventions. Il s'agira de veiller à ce que les efforts de tous les acteurs soient harmonisés autour d'objectifs communs, avec échange et analyse d'informations, répartition des responsabilités et évaluation des interventions grâce à un cadre unique de suivi et évaluation.

III.4.3. A base communautaire

L'accompagnement communautaire des OEV est l'assise du PAN OEV, sur laquelle prennent appui toutes les activités d'amélioration de l'accès aux services sociaux de base. Il consistera d'une part en l'identification des OEV et de leurs besoins, d'autre part, le contrôle de l'effectivité des mesures mises en place pour leur protection et leur prise en charge et enfin, l'accompagnement de leur développement personnel (une sorte de tutorat communautaire). La communauté, au travers de volontaires communautaires, jouera également un rôle préventif. En tant que sentinelle, elle sera chargée de repérer l'ensemble des difficultés et abus vécus par les OEV et de relayer ces informations auprès de professionnels lorsque cela s'avèrera nécessaire. Ainsi, elle jouera pleinement son rôle de second filet de protection des OEV et contribuera à créer un environnement favorable aux enfants en général.

III.4.4. Décentralisation et convergence des interventions

La responsabilité de la mise en œuvre du PAN sur le terrain sera décentralisée au niveau de zones d'intervention à définir en concertation avec l'ensemble des acteurs (zone de santé, district etc.). Cela se fera sous la coordination de comités de pilotage décentralisés, selon les principes multisectoriels, de partenariat et de coordination. Les structures nationales auront quant à elles, un rôle de définition des stratégies et des normes d'intervention, ainsi qu'un rôle d'appui technique.

Afin de favoriser ces principes multisectoriels multisectorialité et d'éviter la dispersion des efforts ainsi que le saupoudrage des ressources limitant l'impact des actions sur les OEV, la convergence des interventions sera un principe central sur le terrain. Pour chaque zone d'intervention, un paquet d'interventions minimum devra être défini avec précision. Il devra concerner l'ensemble des OEV selon leurs besoins⁹⁰. D'ores et déjà, on sait qu'il devra comprendre :

- L'identification communautaire **de tous** les OEV vivant dans la zone de converge, et de leurs besoins ;
- L'accompagnement communautaire de tous les OEV ;

⁹⁰ Par soucis de non discrimination, une mesure d'appui devra concerner tous les OEV de la zone, répondant aux critères d'inclusion des activités, sur le modèle du projet OEV de l'UNICEF

- La prise en charge sectorielle de l'ensemble des OEV répondant aux critères d'inclusion retenus pour chaque secteur ;
- Le renforcement des capacités des familles des OEV ;
- La mise en œuvre des actions de communication pour une mobilisation des ressources locales.
- La mise en place d'une structure de coordination multisectorielle et multi partenariale des interventions ;
- Le suivi des activités.

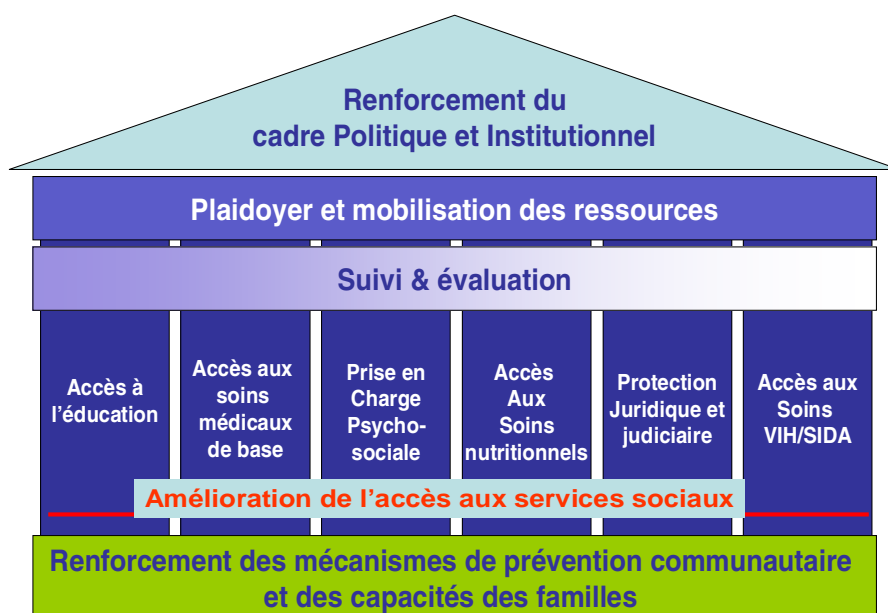
III.4.5. Participation des OEV

La participation des OEV ainsi que de leurs familles, principaux bénéficiaires du PAN OEV, est fondamentale. Ils doivent être associés à l'ensemble des étapes de mise en œuvre du PAN. Il est impératif qu'ils puissent exprimer leurs attentes et objections et participer aux interventions menées en leur faveur. Pour se faire, les OEV, leurs familles et les communautés devront être organisés et leurs capacités renforcées. Leurs représentants seront membres à part entière des organes de coordination. La participation des OEV et de leur famille sera intégrée dans les normes et standards des interventions OEV et considérées comme un des indicateurs de leur qualité.

III.5. Description des domaines

Le graphique ci-dessus présente l'ossature du PAN OEV ; les cinq domaines y sont représentés, ainsi que les liens les unissant.

Figure 7 : Ossature du PAN OEV



Comme précisé précédemment, le domaine de renforcement des mécanismes de prévention communautaire et des capacités des familles constitue le soubassement du plan en général et de l'amélioration de l'accès aux services en particulier.

Le domaine concernant le renforcement du cadre politique et institutionnel chapeaute l'ensemble des activités du plan. Il contribue à créer une vision commune pour toutes les parties prenantes OEV et par extension une référence pour toutes leurs interventions.

Les activités d'amélioration de l'accès aux services sociaux de base sont centrales dans le PAN, afin d'améliorer le bien être des OEV. Pour augmenter le nombre d'OEV bénéficiaires et la gamme des services offerts, le domaine portant sur la mobilisation des ressources, y compris la communication et le plaidoyer, est primordial et concerne toutes les activités du plan. En ce sens, il est transversal, tout comme le suivi & évaluation qui permettra de mesurer les progrès accomplis et d'améliorer la mise en œuvre du PAN.

III.5.1. Le renforcement du cadre politique et institutionnel

Ce premier domaine porte sur le renforcement du cadre politique, institutionnel et normatif en vue de favoriser la protection et une prise en charge holistique de qualité des OEV. Quatre axes d'intervention sont inclus :

- **Renforcement du cadre politique et juridique favorable aux OEV.** Il s'agira de répondre à l'absence de lignes directrices sur la protection et la prise en charge des OEV en RDC. A cette fin, un document de politique générale OEV devra être élaboré en concertation avec l'ensemble des acteurs impliqués dans la problématique des OEV (partenaires du développement international, gouvernement, société civile et communautés) et adopté par le parlement. Ce document devra servir de référence pour l'ensemble des intervenants en matière de prise en charge des OEV sur le territoire de la RDC. Par ailleurs, il faudra veiller à ce que chaque secteur impliqué dans la problématique des OEV intègre cette question comme une de ses priorités et adapte en conséquence ses politiques sectorielles.
- **Elaboration des normes et des standards des interventions OEV en RDC.** En vue d'améliorer la qualité des interventions menées en faveur des OEV, il conviendra de mieux définir leurs normes et standards. Cela concernera l'ensemble des aspects allant de l'identification des OEV et de leurs besoins, en passant par la détermination des contenus d'une bonne prise en charge par secteur d'activité, jusqu'à l'accompagnement communautaire et la participation des bénéficiaires. Une réflexion sur les stratégies d'intervention à préconiser au plan national sera également menée. Ce processus normatif se réalisera sur un mode participatif incluant l'ensemble des principaux acteurs impliqués dans la problématique des OEV. Le MINAS devra mettre au point et diffuser des directives sur les bonnes pratiques à l'intention de toutes les parties prenantes (partenaires du développement international, gouvernement, société civile et communautés) ce qui permettra d'harmoniser plus efficacement leurs actions.
- **Organisation du cadre institutionnel de mise en œuvre du PAN OEV.** Il s'agira d'appuyer la mise en place du cadre institutionnel de mise en œuvre du PAN OEV, qui comportera deux niveaux :
 - Un niveau politique avec l'établissement de comités de pilotage intersectoriel et multi partenarial - aux plans national et provincial - chargés d'orienter et de suivre la mise en œuvre du PAN OEV.
 - Un niveau opérationnel avec la création d'une cellule technique située au sein du MINAS, qui sera responsable de la mise en œuvre du PAN OEV.

Au niveau local, des comités de coordination des activités OEV seront mis sur pied et réuniront l'ensemble des acteurs impliqués en vue de créer une synergie et une optimisation des efforts actuellement menés.

De plus, afin de promouvoir une réponse intégrée aux différents besoins des OEV, il est indispensable de développer des connexions avec l'ensemble des secteurs concernés par la question des OEV tels que l'éducation, la santé, la justice etc. (ministères, départements, programmes) et de nommer, pour chacun d'entre eux, des points focaux OEV. Ces derniers seront spécifiquement chargés de développer et de veiller à la mise en œuvre d'un plan d'action sectoriel OEV. Un audit institutionnel et organisationnel sur la protection sociale en RDC sera organisé. Son but essentiel est de proposer un cadre juridique et institutionnel véritablement opérationnel et performant à long terme, orienté vers la mise en place d'un système de protection sociale en RDC. Il s'agira de redéfinir les mandats, rôles et responsabilités du MINAS et des autres secteurs gouvernementaux en matière de protection sociale, de proposer un schéma organisationnel et financier clair et fonctionnel ainsi qu'un plan de renforcement des capacités des acteurs pour les rendre davantage opérationnels et performants.

- **Renforcement des capacités des acteurs clés (gouvernement, société civile) selon les politiques et les standards d'interventions.** En vue de l'amélioration de la qualité des interventions OEV et de leur extension, les principaux acteurs verront leurs capacités renforcées tant sur les plans technique qu'opérationnel. Des formations sur les normes et standards des interventions en faveur des OEV ainsi que des réunions d'échange d'expériences seront organisées pour les principales parties prenantes (ministères et acteurs opérationnels). Un appui à la mise en œuvre des activités OEV sera apporté sous forme de matériel et autres. Ceci inclut également la vulgarisation des documents de politique et des textes législatifs en faveur des OEV, ainsi que des directives sur les normes et standards en vue de leur mise en œuvre en provinces.

III.5.2. Le renforcement des mécanismes de prévention communautaire et des capacités des familles

Cette stratégie vise à renforcer les principaux filets de protection des OEV à savoir la famille et la communauté. Deux axes majeurs ressortent :

- **Renforcement des capacités des communautés et des familles à protéger les OEV.** Il convient de donner les moyens aux communautés et aux familles de jouer le rôle de protection des OEV qui leur revient. Ceci consistera en un appui technique sous forme de formations de volontaires communautaires sur l'accompagnement familial des OEV, ainsi qu'en un appui matériel à l'organisation de ces activités de suivi à domicile. Cet appui consistera essentiellement en don de kits incitatifs (après évaluation participative des besoins) plutôt que sous forme monétaire, afin de ne pas pervertir la notion de volontariat. A cette fin, il sera indispensable de s'appuyer sur des réseaux communautaires déjà existants et sensibilisés aux questions de protection des OEV, tels que les communautés ecclésiales de base. Les familles d'accueil quant à elles seront sensibilisées sur la problématique des OEV, sur leurs responsabilités envers ces derniers et sur la manière de gérer les diverses difficultés qui peuvent apparaître lors de leur accueil. Il conviendra d'étudier les opportunités d'organiser les familles d'accueil en associations afin qu'elles aient des lieux de

parole mais également qu'elles puissent être représentées dans les instances décisionnaires quant aux interventions à mener en leur faveur. La participation des OEV à la mise en œuvre du PAN ainsi qu'à la vie communautaire seront également des priorités. Il conviendra de donc veiller à ce qu'ils soient membres des comités de coordination et aient un accès facilité aux clubs pour enfants existant actuellement.

- **Renforcement des capacités socio-économiques des familles et des communautés afin qu'elles puissent prendre soin des OEV.** La majorité des OEV est prise en charge par le parent survivant et/ou la famille élargie qui, dans la plupart des cas, sont pauvres. Par conséquent, répondre aux besoins des OEV reste un défi et nécessite de s'attaquer à la pauvreté sous-jacente de ces familles. En lien avec les programmes de réduction de la pauvreté en cours incluant le pilier « Dynamique communautaire », il conviendra de renforcer leurs capacités économiques et leurs disponibilités monétaires afin d'avoir un impact à long terme sur le bien être des OEV. Les familles accueillant des OEV et répondant aux critères d'inclusion seront aidées sous forme d'appui en Activités Génératrices de Revenus (AGR) selon un mode individuel et/ou collectif avec création de coopératives également que les programmes de « cash transferts ». Un fonds d'entraide sociale pourra être créé à partir d'une portion de revenus issus des AGR, afin d'étendre la couverture et/ou d'aider les familles les plus défavorisées ; le choix de l'utilisation revenant aux familles et/ou membres des coopératives. Il conviendra également d'aider les familles à épargner en mettant en place des mécanismes favorisant l'accès aux Institutions de Micro Finances (IMF). Une allocation financière pourra être accordée aux tuteurs n'étant pas en mesure d'exercer une activité économique (pour cause de maladie ou de vieillesse). La mise en œuvre de cette stratégie se fera par étape. Dans un premier temps, cette aide monétaire ne concernera qu'un petit nombre de bénéficiaires au travers de projets pilotes, qui pourront plus tard, être étendus à plus grande échelle sur la base d'une évaluation de leurs résultats et d'une étude de faisabilité⁹¹. Enfin, il s'agira d'appuyer le développement des mutuelles de santé en faveur des OEV afin de favoriser leur accès aux soins médicaux.

III.5.3. L'amélioration de l'accès des OEV aux services sociaux de base (Education, santé, juridique, nutrition et autres)

Cette stratégie vise à réduire les difficultés d'accès aux services sociaux de base que rencontrent les OEV, à savoir accès à la scolarisation (formelle et non formelle), aux soins médicaux de base, aux soutiens nutritionnels et VIH/SIDA, à l'assistance psychosociale, juridique et judiciaire.

- Dans un premier temps et pour une zone bien définie géographiquement, il s'agira d'identifier l'ensemble des OEV et leurs besoins. Cette tâche d'identification sera laissée à la responsabilité de la communauté et se déroulera selon un protocole standardisé établi consensuellement au niveau national.

⁹¹ Les projets pilotes devront permettre de préciser les montants à accorder aux familles et les fréquences des transferts, de définir les modalités de mise en œuvre et de suivi, ainsi que les liens avec les autres stratégies et programmes de renforcement des capacités des familles (AGR, mutuelles de santé, gratuité des frais scolaires, etc....). Il conviendra également d'évaluer les expériences déjà entreprises en RDC tel que le programme d'allocation pour les veuves de guerre gérées par le MINAS ainsi que le projet pilote mis en œuvre par la GTZ. Enfin, le programme devra prendre en compte les défis auxquels doit faire face la RDC, à savoir le manque de données sur les ménages, les problèmes de bonne gouvernance et la faiblesse des structures étatique pour mettre en place efficacement un tel dispositif.

- En ce qui concerne l'accès à la scolarisation, aux soins médicaux de base et nutritionnels des OEV, et étant donné qu'il n'existe pas de consensus national sur les stratégies d'appui (appui individuel et/ou collectif), il conviendra de débiter par une évaluation des stratégies actuellement mises en œuvre, avant de définir avec l'ensemble des parties prenantes, la meilleure stratégie à retenir pour la RDC et ses étapes d'implémentation. Il existe des dispositifs étatiques d'aide aux vulnérables tels que les certificats d'indigence permettant un accès gratuit à la santé qu'il conviendra d'évaluer et éventuellement redynamiser. Enfin, les mécanismes opérationnels d'application des mesures de gratuité de l'éducation telle que prévue dans la constitution, ainsi que des stratégies identifiées dans les plans sectoriels visant le bien être des enfants, devront être étudiés et proposés au gouvernement.
- Afin d'améliorer la prise en charge psychosociale des OEV, il conviendra de renforcer les capacités des assistants sociaux⁹². Ces derniers deviendront les encadreurs techniques des volontaires communautaires chargés de l'accompagnement à domicile des OEV⁹³ ainsi que les référents pour les enfants ayant des difficultés psychosociales nécessitant une prise en charge professionnelle. Des formations sur les standards de prise en charge psychosociale seront organisées sur l'ensemble du territoire de la RDC. Un appui sera apporté au fonctionnement des centres socio-éducatifs avec instauration de lieux d'écoute. Enfin, des centres d'accueil provisoire pour les OEV vivant sans encadrement familial seront soutenus avec un focus sur la réinsertion familiale des OEV.
- Afin d'améliorer la protection juridique et judiciaire des OEV, et après un état des lieux des structures d'assistance dans des zones géographiques déterminées, il conviendra de renforcer les capacités des agents de protection juridique et judiciaire sur les standards de prise en charge des OEV. Un appui sera apporté aux structures juridiques et judiciaires existantes afin qu'elles soient en mesure d'apporter une assistance aux OEV dont les droits ont été bafoués.
- Prolonger la vie des parents est essentielle comme stratégie de protection des OEV. En effet, il convient donc de retarder au maximum l'entrée de l'enfant dans le statut d'OEV, et de limiter les répercussions socio-économiques et psychologiques liées à la morbidité des parents. En lien avec les programmes de lutte contre le VIH/SIDA, un appui sera apporté aux réseaux de soins à domicile sous forme de médicaments et d'équipements. Par ailleurs des mécanismes de référence et de contre-référence des parents et enfants infectés vers les structures de prise en charge seront développés et soutenus.

III.5.4. Le renforcement du suivi & évaluation des interventions menées en faveur des OEV

Cette stratégie vise à renforcer le suivi & évaluation des interventions OEV en RDC. Quatre axes majeurs ressortent :

- **Développement d'un système de suivi & évaluation des activités OEV en RDC.** Actuellement, il n'existe pas de système national de suivi & évaluation des interventions OEV en RDC. Il convient donc, dans un premier temps, d'élaborer ce système (indicateurs, outils, circuits d'information, gestion d'information, base de

⁹² Ceci sera réalisé en lien avec l'activité actuellement soutenue par l'UNICEF de révision des modules de formation des travailleurs sociaux/assistants sociaux.

⁹³ Un volontaire accompagnera en moyenne 15 OEV et on comptera un assistant social pour 500 OEV.

données, utilisation des informations, etc.) en lien avec l'ensemble des parties prenantes. Il servira de cadre directeur en matière de suivi & évaluation des interventions menées en faveur des OEV sur l'ensemble du territoire de la RDC. Ce système devra suivre les principes suivants :

- Le système devra prendre appui sur les mécanismes de suivi & évaluation déjà existant au niveau national ;
 - Pour toutes les activités sectorielles telles que l'amélioration de l'accès à la scolarisation ou aux soins médicaux de base, les indicateurs qui seront développés devront être intégrés dans les plans de suivi & évaluation de ces secteurs ;
 - Les bénéficiaires du PAN OEV, c'est-à-dire les OEV, leur famille et les communautés, devront être intégrés au développement et à mise en œuvre des outils de suivi des activités menées en leur faveur que cela soit au niveau communautaire, provincial ou national.
 - Des bases de données OEV seront créées à tous les niveaux (national, provincial et local), regroupant des informations sur les OEV, les services reçus ainsi qu'une cartographie des acteurs. Ces outils permettront de mieux évaluer les progrès quant à la prise en charge des OEV.
- **Renforcement des capacités des acteurs sur le suivi & évaluation des activités OEV en RDC.** Une fois, le système de suivi & évaluation élaboré, il conviendra de former les acteurs de terrain, et notamment les membres des coordinations, sur son contenu et de les appuyer dans sa mise en œuvre.
 - **Documentation et amélioration de la mise en œuvre des stratégies d'intervention en faveur des OEV.** Le PAN OEV comportera un important volet de recherche opérationnelle. Ce dernier viendra appuyer la réflexion sur la bonne mise en œuvre du PAN tout au long des cinq années d'exécution. Le choix des études se fera en fonction des besoins dégagés lors des comités de pilotage et/ou des revues annuelles. Dès à présent, Il s'agira d'une part d'étudier la faisabilité de nouvelles stratégies telles que les allocations monétaires pour les familles les plus défavorisées, ainsi les possibilités de passage à l'échelle d'interventions pilotes comme la création de coopératives économiques ou de mutuelles de santé, ou bien encore les opportunités de redynamiser des dispositifs existants tels que les certificats d'indigence. D'autre part, elles permettront d'évaluer l'efficacité des interventions et des stratégies mises en œuvre dans le cadre du PAN OEV, et ce afin d'améliorer la qualité de la prise en charge des OEV. Les résultats de ces différentes études seront publiés et diffusés auprès des principales parties prenantes.
 - **Suivi & évaluation des activités OEV et la mise en œuvre du PAN OEV.** Il conviendra d'appuyer le suivi et l'évaluation des activités OEV et la mise en œuvre du PAN OEV. Des missions de supervision devront être organisées aux niveaux provincial et local afin d'accompagner les acteurs de terrain dans la mise en œuvre des normes et standards définis au niveau national. Des revues du PAN OEV seront organisées annuellement et donneront lieu à un rapport d'activités. Une revue à mi-parcours donnera l'opportunité d'évaluer le bon déroulement du plan et de procéder aux amendements nécessaires. Une évaluation finale de la mise en œuvre du PAN OEV est prévue en 2014. Elle permettra d'évaluer l'impact de l'actuel PAN OEV et préparera l'élaboration d'un nouveau plan stratégique OEV.

III.5.5. Mobiliser les ressources financières, matérielles et humaines adéquates

Ce domaine porte sur le plaidoyer et la mobilisation des ressources à la fois financières, matérielles et humaines en vue de soutenir la mise en œuvre du PAN OEV⁹⁴. Il comporte 3 axes majeurs :

- **Mobiliser la société civile sur la problématique des OEV et sur leur rôle à jouer dans leur soutien.** il conviendra de travailler auprès des trois groupes clés composant la société civile à savoir : les médias, les communautés et ONG y compris les églises, et les individus influents. En ce qui concerne les médias, il faudra veiller à ce qu'ils maîtrisent la problématique des OEV et soient en mesure d'informer correctement le public sous forme d'émissions radio-télévisées ou d'articles. Pour se faire, des réunions d'informations ainsi que des visites de terrain seront organisées, et des documents clés sur les OEV (analyse de situation, rapport d'avancement du PAN) leur seront distribués. Pour les communautés, il s'agira d'organiser des campagnes de mobilisation sociale afin qu'elles s'engagent davantage dans la défense des droits des OEV et par extension dans les activités d'accompagnement et de suivi des interventions menées en leur faveur. Cela inclura une sensibilisation sur les droits des enfants avec un focus sur la problématique de l'enregistrement des naissances pour laquelle un soutien spécifique sera apporté, et sur le VIH/SIDA avec un accent particulier sur la lutte contre la stigmatisation et le rejet des PVVIH et PAVIH. Toutefois, il faudra veiller à établir des connexions avec les programmes de justice juvénile, de protection légale et sociale et de lutte contre le VIH/SIDA actuellement en cours, tout en s'assurant à ce que la problématique des OEV y soit représentée. Enfin, il faudra cibler les individus influents à toucher ainsi que les événements clés au cours desquels une attention particulière pourra être portée sur la question de la protection et de la prise en charge des OEV.
- **Accroître les ressources disponibles en faveur des OEV.** Les interventions relatives à cet axe devront être planifiées en fonction de la stratégie développée préalablement. Il s'agira essentiellement d'actions de plaidoyer auprès des acteurs clés pour une plus grande affectation des ressources vers les interventions de prise en charge et de protection des OEV. Du côté des institutions nationales, seront ciblés le président de la République, le premier ministre, les parlementaires, ainsi que les ministres des secteurs impliqués dans la prise en charge des OEV. Des actions de plaidoyer devront également être menées au niveau provincial auprès des chefs de gouvernement et des parlementaires provinciaux. Le secteur privé ainsi que la société civile seront aussi sollicités, au même titre que les partenaires internationaux de développement, autour notamment de tables rondes.
- **Amélioration de la gestion des ressources mobilisées en faveur des OEV.** Il est indispensable de mettre en place des mécanismes assurant une bonne gestion des ressources mobilisées en faveur des OEV. Dans un premier temps, il conviendra d'identifier les ressources actuellement disponibles en faveur des OEV, puis de définir avec l'ensemble des partenaires des mécanismes assurant la bonne direction des fonds vers les bénéficiaires et leur bonne utilisation.

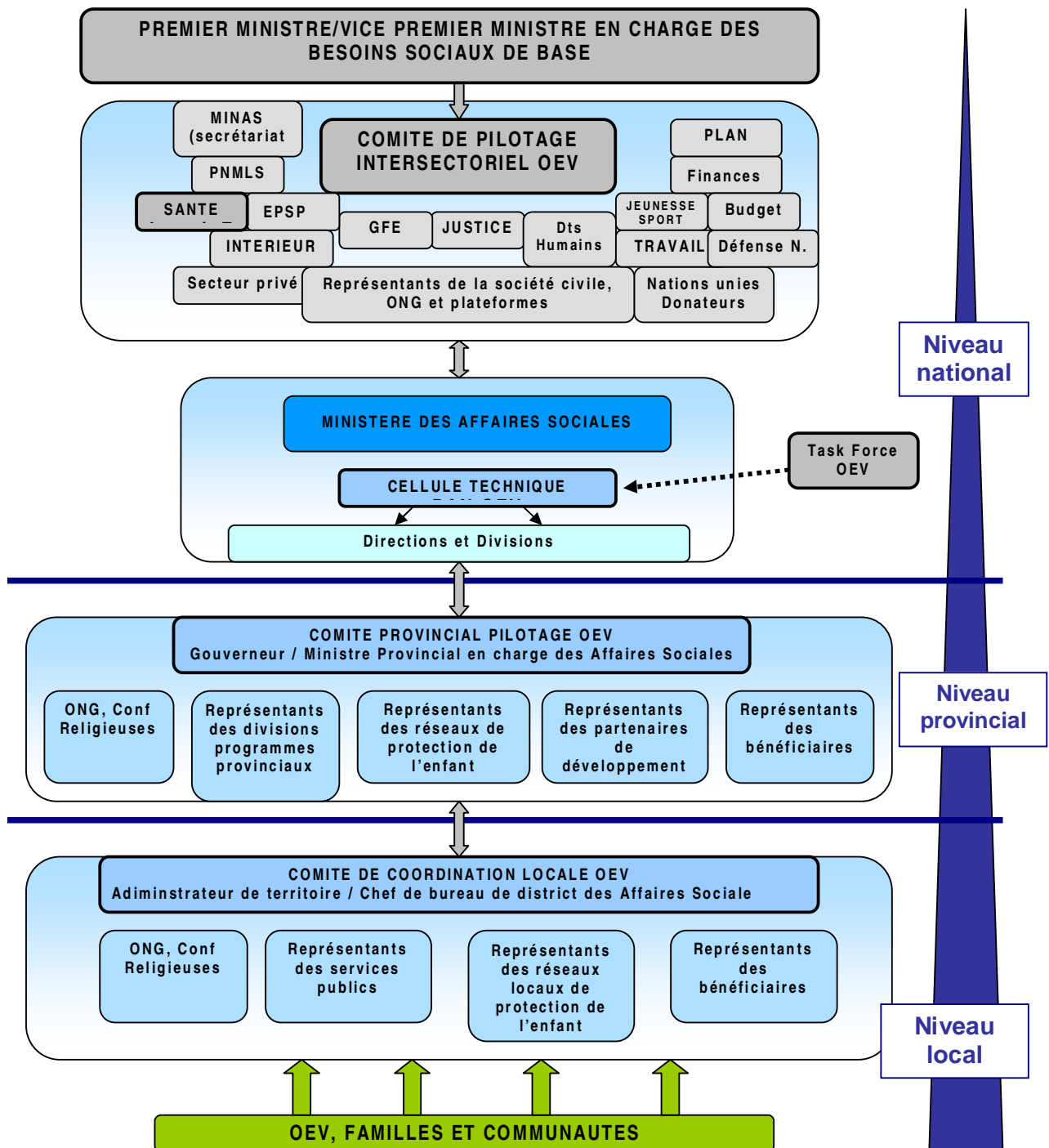
⁹⁴ Une stratégie de communication a d'ores et déjà été élaborée en 2008 avec l'appui technique de la task force OEV. Ce document servira de cadre directeur pour l'ensemble des actions menées dans le domaine 5. Cf. <http://sites.google.com/site/oevrddc/Home/le-raaap/la-task-force-oev>

Les activités spécifiques du PAN par domaine stratégique et leurs indicateurs sont disponibles en Annexe 2.

III.6. Cadre institutionnel de mise en œuvre du Plan d'Action National OEV

La mise en œuvre du PAN OEV exige une action coordonnée à trois niveaux (national, provincial et local) entre le gouvernement, la société civile, le secteur privé et les partenaires du développement incluant les bailleurs de fonds. La structuration de la coordination proposée est la suivante :

Figure 8 : Structuration de la coordination



III.6.1. Comité national de pilotage

Au niveau national, un comité de pilotage multi-partenarial et multisectoriel du PAN OEV sera mis en place. Il viendra remplacer et élargir le comité interministériel initialement créé pour encadrer le processus RAAAP.⁹⁵

Instance privilégiée de la concertation en matière de protection et de prise en charge des OEV, le comité de pilotage OEV réunira deux fois l'an - sous l'égide du premier ministre ou par délégation du vice premier ministre en charge des besoins sociaux de base - les représentants de tous départements ministériels et des organismes gouvernementaux concernés, de la société civile, du secteur privé et des partenaires de développement. La préparation des travaux et le secrétariat seront assurés par le MINAS (y compris l'élaboration du rapport semestriel) en raison de son mandat ministériel.⁹⁶

Le but de ce comité de pilotage sera de coordonner la politique gouvernementale en matière de protection des OEV, ainsi que de garantir la transparence, l'efficacité et le partenariat dans les efforts déployés pour répondre aux besoins des OEV. Plus spécifiquement, il devra assurer le leadership stratégique sur la problématique OEV, et veiller à la collaboration de toutes les parties prenantes OEV afin de coordonner et de mettre en œuvre PAN OEV.

Ses fonctions principales sont les suivantes :

- Veiller à ce que la problématique OEV soit prise en compte dans les politiques gouvernementales, les programmes sectoriels et les grands documents stratégiques nationaux ;
- Mobiliser les ressources financières du gouvernement et des donateurs nécessaires à la mise en œuvre du PAN OEV ;
- Promouvoir et assurer la coordination des acteurs impliqués dans la protection et la prise en charge des OEV (gouvernementaux et non gouvernementaux) ;
- Revoir et valider les plans d'action annuel du PAN OEV préparés et présentés par le MINAS ;

⁹⁵ Selon l'arrêté du MINAS de juin 08 sur la création d'un comité interministériel pour le programme OEV.

⁹⁶ Selon l'ordonnance N°07/018 du 16 mai 2007, les attributions du Ministère des Affaires Sociales sont les suivantes :

- Organisation, administration et gestion des centres d'actions sociales tels que les centres de promotion sociale, les orphelinats, les homes et hospices de vieillards, les centres d'apprentissage professionnel pour les personnes avec handicap
- Assistance sociale aux populations nécessiteuses ;
- Tutelle et reclassement des enfants en situation particulièrement difficile ;
- Réinsertion sociale, après démobilisation, des enfants soldats, des ex-combattants et des groupes vulnérables non incorporés dans la nouvelle armée ;
- Elaboration de projets pilotes de lutte contre la pauvreté en étroite collaboration avec d'autres ministères à caractère social et culturel.
- Protection et insertion sociale des groupes vulnérables ;\
- Organisation de l'enseignement spécial à l'intention des enfants vivant avec handicap, en collaboration avec le Ministère de l'Enseignement Primaire, Secondaire et Professionnel ;
- Organisation de l'éducation non formelle en collaboration avec le Ministère de l'Enseignement Primaire, Secondaire et Professionnel et de la jeunesse et de sports.

- Superviser et évaluer l'exécution du PAN OEV, assurer la cohérence des interventions et des acteurs, et procéder le cas échéant aux ajustements rendus nécessaires à chaque étape de son exécution ;
- Etablir un rapport semestriel qui sera intégré dans le programme du gouvernement transmis au Parlement. Ce document retracera les orientations de la politique gouvernementale en matière d'OEV, ainsi que le bilan de la mise en œuvre du PAN OEV.

III.6.2. Comités de pilotages provinciaux OEV

Au niveau provincial, des comités de pilotage seront établis sous la présidence du gouverneur provincial représenté si nécessaire par le Ministre Provincial chargé des Affaires Sociales et réuniront les principales parties prenantes OEV de la province (Représentants des ministères, des ONG et confessions religieuses, du secteur privé, des bénéficiaires et des partenaires du développement). Ces comités doivent appuyer la mise en œuvre coordonnée du PAN OEV et favoriser la collaboration et la synergie entre les acteurs. MINAS/DIVAS doit assurer le secrétariat.

Plus spécifiquement, les comités de pilotage provinciaux OEV seront responsables de :

- Intégrer la problématique et les indicateurs OEV dans les documents de planification provinciaux ;
- Adapter la mise en œuvre des stratégies établies au niveau national et le PAN OEV aux particularités provinciales ;
- Suivre et Coordonner la mise en œuvre provinciale du PAN OEV ;
- Collecter les données et établir des rapports trimestriels de mise en œuvre ;

III.6.3. Comités de coordination locale

Des comités de coordination auxquels participera l'ensemble des acteurs concernés par la problématique des OEV seront créés localement sous l'égide de l'administrateur du territoire représenté si nécessaire par le chef de bureau de district des affaires sociales. Ils seront chargés d'élaborer et de suivre la mise œuvre d'un plan local d'action OEV avec un focus particulier sur le partenariat. Ils seront également responsables de la mobilisation des communautés pour une meilleure protection et prise en charge des OEV. Un rapport trimestriel de mise en œuvre devra être transmis aux comités provinciaux de pilotage.

III.6.4. Cellule technique nationale OEV

Du fait de ses attributions ministérielles, c'est au MINAS qu'incombe la responsabilité de la coordination des interventions de protection et de prise en charge des OEV. Pour l'assister dans cette fonction, une cellule technique nationale OEV sera créée en son sein. Elle sera entièrement responsable de la mise en œuvre opérationnelle du PAN et veillera au renforcement des capacités de leadership du MINAS sur la problématique OEV.

Ainsi, elle aura pour mission de :

- Elaborer des ébauches de Plans d'Actions Annuels du PAN qui devront être validées par le comité de pilotage national OEV ;

- Appuyer les directions du MINAS pour l'élaboration d'un plan sectoriel OEV ;
- Appuyer l'organisation, l'animation et le suivi de la mise en œuvre du Plan d'Action annuel OEV ;
- Rédiger les rapports semestriels d'avancement qui seront soumis au Comité de Pilotage OEV ;
- Apporter un appui technique aux partenaires de terrain, y compris les comités de pilotage provinciaux et les comités de coordination locaux ;
- Proposer, le cas échéant, les réformes nécessaires à l'amélioration du PAN.

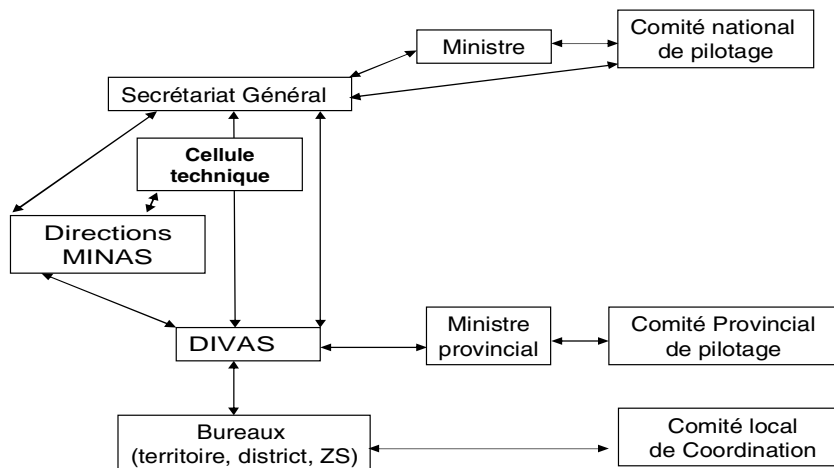
Cette cellule technique OEV doit être considérée un embryon d'un futur programme national OEV. Pour plus d'efficacité, et étant donné ses attributions et son développement futur, elle sera placée directement sous l'autorité du secrétariat général.

Elle sera composée de fonctionnaires ou de contractuels recrutés sur base de leurs compétences. Une assistance technique internationale ou nationale est fortement souhaitée. Ce dispositif requiert un appui financier et technique de la part des bailleurs de fonds, pour une période d'au moins deux années. Un plan annuel de travail, avec des indicateurs de résultats mesurant les performances de cette cellule sera élaboré et permettra aux donateurs de décider de la poursuite ou de l'arrêt éventuel de son financement. Des contrats de performance pourront également être instaurés.

La cellule technique réunira régulièrement la Task Force OEV afin qu'elle l'appuie et la conseille dans la mise en œuvre du PAN, notamment en raison de l'expertise technique de ses membres et de leur connaissance de terrain.

La figure ci-après présente la place et les relations que cette cellule entretiendra avec les institutions actuellement en place et qui seront à créer.

Figure 9 : Position de la cellule technique au sein du MINAS



La cellule technique nationale OEV assurera secrétariat du comité national de pilotage OEV, notamment dans la préparation des rencontres et la rédaction du rapport semestriel d'avancement du PAN OEV.

Les relations avec le niveau provincial se feront par l'intermédiaire des Divisions Provinciales des Affaires Sociales (DIVAS) qui auront nommé en leur sein des points focaux OEV. Elles assureront le secrétariat des comités de pilotage provinciaux OEV. Au niveau local, ce rôle sera laissé aux Bureaux des Affaires Sociales.

III.7. Monitoring, Suivi et Evaluation

L'efficacité et la qualité de la réponse apportée aux besoins des OEV ainsi que l'engagement des parties prenantes dans le PAN OEV seront évalués grâce à un système de suivi & évaluation développé au cours de la mise en œuvre du présent plan d'action (cf. Domaine 4 : Développer un système de suivi & évaluation des activités OEV).

Le MINAS possède la responsabilité de suivre et d'évaluer la mise en œuvre du PAN. Toutefois, il devra impérativement travailler en liens étroits avec l'ensemble des partenaires impliqués dans la problématique OEV que sont les départements ministériels, la société civile, le secteur privé et les bailleurs de fonds, notamment lorsqu'il s'agira d'élaborer le cadre de suivi et d'évaluation. Et ce afin de garantir son utilisation et une remontée des informations de terrain à son niveau.

Le MINAS élaborera les outils et les bases de données nécessaires à la collecte d'informations et les soumettra aux acteurs clés pour validation. Les indicateurs à suivre pour la mise en œuvre du PAN OEV devront à la fois provenir de l'activité des prestataires de services – après un travail d'harmonisation - et intégrer des indicateurs de routine de secteurs impliqués dans la problématique des OEV, tout en veillant à ce que ces derniers soient en mesure de faire ressortir la situation spécifique des OEV.

Le MINAS sera ensuite chargé de diffuser ces outils auprès des prestataires de services et d'assurer leur formation pour une bonne utilisation. Il veillera notamment à ce que le rapportage des données soit effectif.

Les données ainsi recueillies permettront une gestion continue de la bonne mise en œuvre du PAN OEV et serviront également de tableaux de bords quant aux réels progrès accomplis en matière de protection et prise en charge des OEV. Des rapports semestriels sur les résultats atteints seront mis à disposition et discutés avec les parties prenantes afin, le cas échéant, de revoir et d'améliorer leurs approches.

Le cadre de suivi & évaluation élaboré dans le cadre du PAN OEV constituera une première étape vers le système de suivi et évaluation de la réponse nationale à la problématique des OEV.

La collecte des données est réalisée au niveau opérationnel. La compilation de ces données se fait sous la responsabilité des points focaux en charge du suivi & évaluation OEV au niveau décentralisé avant leur transmission au niveau central selon un circuit de circulation défini.

Le rapportage se fera à un rythme différent selon les niveaux. Les activités du niveau local feront l'objet d'un rapportage mensuel, les activités du niveau provincial se fera à un rythme trimestriel tandis que le niveau national produira un rapport annuel. Une revue annuelle sera suivie de la planification annuelle. Une évaluation à mi parcours et une évaluation finale du plan d'action national seront organisées.

Les indicateurs clés du PAN OEV sont repris dans le tableau ci-après. Ces indicateurs sont principalement en rapport avec l'accès des OEV aux services essentiels et le soutien aux familles avec OEV.

Tableau 1 : Indicateurs clés du PAN OEV

Indicateurs clés	Valeur de 2007	Cible pour 2014
Pourcentage d'OEV ayant reçu les services adéquats en rapport avec les besoins identifiés	ND	15%
Pourcentage d'OEV ayant reçu au moins un service de qualité selon leurs besoins	ND ⁹⁷	15%
Taux brut de scolarisation des OEV dans le primaire	74%	89%
Nombre d'enfants de 0 à 14 ans éligibles ayant accès au TARV	1.632	18.433 ⁹⁸
Pourcentage d'OEV de moins de 5 ans présentant une insuffisance pondérale	30%	17,2%
Nombre d'OEV ayant accès aux soutiens nutritionnels	ND	148.503
Nombre d'OEV ayant accès à une prise en charge psychosociale	ND	1.538.867
Nombre d'OEV ayant bénéficié d'une assistance juridique	ND	461.660
Nombre d'OEV dont la famille des a reçu un soutien économique	ND	1.538.867
Pourcentage des ministères nationaux impliqués dans la problématique des OEV qui offrent aux OEV des facilités d'accès aux services de base	ND	100%
Nombre de personnes formées dans le soutien des interventions en faveur des OEV	ND	102.000
Nombre de réseaux communautaires fonctionnels dont les membres sont formés dans l'accompagnement des OEV	ND	1.000
Pourcentage de provinces qui ont rapporté les données périodiques sur les interventions en faveur des OEV	ND	100%

⁹⁷ ND : Données non disponibles. 9% d'OEV ont reçu au moins un appui sans aucune indication sur la qualité de l'appui (EDS 2008, RAAAP, Avril 2009)

⁹⁸ Plan Stratégique National de lutte contre le sida 2010 – 2014, Draft 03, Juin 2009

Pourcentage des activités prévues dans le PAN OEV qui sont réalisées	ND	100%
--	----	------

III.8. Ressources

III.8.1. Constat

L'analyse nationale de la situation des OEV a montré qu'il existe déjà en RDC, une importante mobilisation de ressources pour répondre aux besoins des OEV. Cet effort provient essentiellement de partenaires internationaux et de la société civile congolaise au travers de ses églises, avec comme grand absent l'état congolais. En effet, l'appui aux OEV n'est pas inscrit au budget de l'état.

Il est très difficile d'estimer le montant global de l'aide apportée aux OEV. En ce qui concerne l'aide internationale, il n'existe pas en RDC de fonds commun d'appui aux OEV dans lequel les bailleurs de fonds viendraient verser les ressources en faveur des OEV. Bien souvent, l'affectation de ressources par les bailleurs est directement orientée vers les ONG, sans concertation préalable avec le MINAS, ni information officielle que cela soit des bailleurs ou des ONG récipiendaires. Ce manque de synergie des investissements contribue à limiter considérablement leur efficacité.

En ce qui concerne les fonds privés congolais, l'information est rarement communiquée au ministère, et ce d'autant plus qu'il n'y a aucune subvention ou participation de sa part.

Cette relative anarchie résulte essentiellement d'une absence de politique générale OEV, du manque de leadership MINAS, et d'un certain manque de confiance quant à ses capacités de bonne gestion des fonds.

III.8.2. Perspectives

Dans ces conditions, la RDC souhaiterait revoir les modalités de financement des interventions OEV pour parvenir à une plus grande coordination et synergie.

Idéalement, le pays souhaite à terme parvenir à la création d'un fonds commun d'investissement pour les OEV regroupant l'ensemble des financements internationaux et publics⁹⁹. Pour parvenir à ce résultat, plusieurs étapes devront être franchies afin d'établir les bases d'une confiance indispensable à l'instauration d'un tel mécanisme. Cela passera obligatoirement par un renforcement de leadership du MINAS au travers notamment de l'élaboration d'une politique générale OEV et avec une plus grande coordination des acteurs clés.

D'ici là, des mesures conservatoires doivent être rapidement trouvées pour limiter les constats négatifs précédemment énoncés et garantir une plus grande cohésion des fonds et par extension des interventions, à savoir :

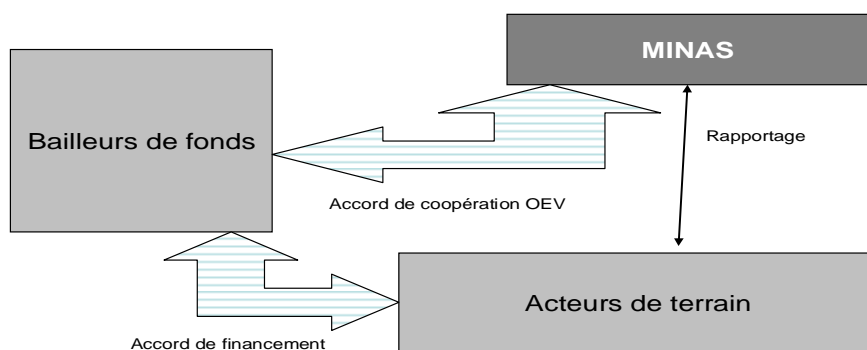
- **L'élaboration d'une politique nationale OEV.** L'élaboration d'une politique nationale OEV opposable à tous sera la priorité du gouvernement congolais et constituera la première étape pour une plus grande mobilisation et rationalisation des ressources en faveur des OEV. Elle contraindra les bailleurs à intervenir dans ce cadre de référence précis et donc à mieux orienter les fonds vers les zones et domaines jugés prioritaires par le pays et selon des stratégies nationales définies. Les fonds disponibles pour les OEV serviront donc à financer la mise en œuvre du PAN OEV. Des plans

⁹⁹ Une des solutions intermédiaires consisterait à nommer une agence administrative chargée de gérer les fonds OEV et de renforcer les capacités du MINAS pour qu'il joue à terme, ce rôle. Ceci pourrait être réalisé selon le modèle du Fonds Mondial de Lutte contre le VIH/SIDA, la tuberculose et la Malaria ou du PAN OEV du Zimbabwe.

opérationnels devront être établis pour chaque province et respectés par les bailleurs et acteurs de terrain.

- **Une meilleure connaissance des financements actuels.** Une meilleure connaissance des financements actuels est impérative. Ceci permettra de disposer d'une vue de l'existant et de mieux orienter les futurs financements en fonction des manquements répertoriés. Une cartographie des financements, mise à jour annuellement, devra donc venir compléter celle des acteurs et des interventions.
- **Réflexion sur les mécanismes de financement.** Une réflexion devra être engagée avec l'ensemble des grands partenaires financiers sur les mécanismes de financements les plus efficaces à mettre en place pour une plus grande synergie. Il conviendra d'une part d'évaluer les possibilités pour l'instauration d'un fonds communs d'investissement pour les OEV, à savoir les conditions et les étapes à suivre. D'autre part, il conviendra de définir les mesures à prendre pour combattre les problèmes actuellement rencontrés (cf. constats)
- **Accords de coopération.** Il est d'ores et déjà proposé que des accords de coopération OEV soient passés entre les bailleurs de fonds et le MINAS. Ces documents devront décrire le type, le niveau et les modalités d'opérationnalisation de l'appui apporté à la mise en œuvre du PAN OEV, et ce même si l'opérationnalisation reste le fait des acteurs de terrain (ONG, les confessions religieuses et/ou les organisations communautaires). Le MINAS, responsable gouvernemental de la problématique OEV sera ainsi informé du montant et des modalités de l'aide apportée aux OEV et pourra jouer pleinement son rôle d'encadrement et de suivi des interventions OEV en RDC. Il sera demandé aux bailleurs de veiller à ce que leurs maîtres d'œuvre rapportent au MINAS et s'intègrent dans le futur cadre national de suivi & évaluation, ainsi que de transmettre officiellement, pour information, une copie des accords bilatéraux pris avec ces derniers. Enfin, des missions de suivi conjointes seront fortement recommandées. La figure 10 représente le type de relation souhaité entre les différentes parties prenantes.

Figure 10 : Relation entre les acteurs



En ce qui concerne les organisations congolaises qui autofinancent leurs interventions en faveur des OEV, elles devront à leur tour, s'inscrire dans le document de politique générale et dans les plans opérationnels nationaux et/ou provinciaux. Elles seront fortement encouragées à transmettre au MINAS un rapport d'activités annuel incluant une partie financière. Elles devront également s'insérer dans le cadre de suivi et évaluation qui sera mis en place au cours du PAN OEV.

- **Renforcement de capacité en gestion.** La capacité de gestion des fonds par les partenaires y compris le MINAS devra être renforcée. Une revue annuelle des performances y compris financières sera effectuée conjointement entre les principaux acteurs et donateurs.
- En parallèle, un plaidoyer sera effectué auprès des responsables gouvernementaux que l'état congolais alloue des ressources propres à la mise en œuvre du PAN OEV. Ceci sera également un indicateur de son engagement réel en faveur des OEV.

Ressources à mobiliser

Le coût total de la mise en œuvre PAN OEV pour cinq années est estimé à \$ 489.386.454 USD. Il requiert un engagement et une forte collaboration entre les différents acteurs et secteurs d'activité. La cartographie des ressources qui sera réalisée lors de la première année et mise à jour annuellement, permettra d'évaluer le montant des fonds disponibles pour les OEV, les types de donateurs et les possibilités de financement par secteur.

Une partie des fonds nécessaires pour le PAN OEV, est potentiellement déjà disponible - notamment au niveau sectoriel- mais non encore répertoriée comme telle, puisque ne ciblant pas explicitement les OEV, mais l'ensemble des enfants y compris les OEV. Ceci nécessitera de veiller à ce que les OEV soient effectivement bénéficiaires et que le montant de l'aide accordée soit valorisé comme tel.

Les tableaux ci-après montrent la répartition annuelle du budget par domaine et par objectifs spécifiques pour chaque domaine,

L'annexe 3 présente les évaluations budgétaires par activité pour chaque objectif spécifique et pour chacun des domaines. L'annexe 4 donne quant à elle, une estimation de chaque facteur de coûts utilisé pour la budgétisation.

Tableau 2 – Estimation du budget PAN OEV en USD selon domaine 2010 à 2014¹⁰¹

	Avant PAN- OEV 2009¹⁰⁰	2010	2011	2012	2013	2014	Total
Domaine 1: Renforcement du cadre institutionnel	\$464.834	\$4.987.884	\$5.875.435	\$5.026.453	\$6.922.484	\$6.955.488	\$29.767.742
Domaine 2 : Renforcement des mécanismes de prévention communautaires et des capacités des familles	\$0	\$7.624.441	\$30.876.070	\$39.947.230	\$36.757.581	\$71.501.556	\$186.706.877
Domaine 3 : Amélioration de l'accès des OEV aux services sociaux de base	\$0	\$19.477.492	\$27.100.689	\$36.783.064	\$45.095.186	\$65.502.847	\$193.959.278
Domaine 4 : Suivi & évaluation	\$0	\$1.021.719	\$1.029.781	\$1.460.203	\$1.648.938	\$1.701.421	\$6.862.061
Domaine 5 : Mobilisation des ressources financières, matérielles et humaines adéquates	\$0	\$8.697.961	\$9.407.499	\$7.835.366	\$12.192.162	\$10.653.392	\$48.786.380
Total par an		\$41.809.496	\$74.289.472	\$91.052.315	\$102.616.350	\$156.314.703	\$466.082.338

¹⁰⁰ L'estimation du budget de 2009 ne considère pas toutes les ressources disponibles. Il faudra revoir les tableaux en fonction des résultats de la cartographie des financements prévue.

¹⁰¹ Sans frais de fonctionnement de 5 pourcent.

Tableau 3 – Estimation du budget PAN OEV en USD - Domaine 1 : Renforcement des mécanismes de prévention communautaires et des capacités des familles par objectif spécifique 2010 à 2014

<i>Domaine 1: Renforcement du cadre institutionnel</i>							
	Avant PAN-OEV 2009	2010	2011	2012	2013	2014	Total PNA
Objectif 1.1. Renforcer le cadre politique et législatif favorable aux OEV (niveaux central et entité décentralisée)	\$0	\$158.197	\$1.250.426	\$93.589	\$1.085.619	\$101.226	\$2.689.057
Objectif 1.2. : Elaborer les normes, les standards et documents techniques des interventions OEV en RDC d'ici un an	\$443.914	\$341.693	\$12.979	\$60.293	\$14.038	\$14.600	\$443.603
Objectif 1.3. : Organiser le cadre institutionnel de mise en œuvre du Plan National d'Action en faveur des OEV	\$0	\$980.480	\$775.842	\$163.780	\$176.181	\$189.311	\$2.285.594
Objectif 1.4. Renforcer les capacités des acteurs clés (gouvernement, société civile) selon les politiques et les standards d'interventions	\$20.920	\$3.507.514	\$3.836.186	\$4.708.791	\$5.646.645	\$6.650.351	\$24.349.488
Total par an	\$464.834	\$4.987.884	\$5.875.435	\$5.026.453	\$6.922.484	\$6.955.488	\$29.767.742

Tableau 4 – Estimation du budget PAN OEV en USD - Domaine 2 : Renforcement des mécanismes de prévention communautaires et des capacités des familles par objectif spécifique 2010 à 2014

Domaine 2 : Renforcement des mécanismes de prévention communautaires et des capacités des familles							
	Avant PAN- OEV 2009	2,010	2,011	2,012	2,013	2,014	Total
2.1: Renforcer les capacités des communautés et des familles à protéger les OEV		\$7.624.441	\$5.286.279	\$13.428.021	\$5.717.639	\$21.385.670	\$53.442.050
2.2. : Renforcer les capacités socio-économiques des familles et des communautés		\$0	\$25.589.791	\$26.519.209	\$31.039.942	\$50.115.886	\$133.264.827
Total par an		\$7.624.441	\$30.876.070	\$39.947.230	\$36.757.581	\$71.501.556	\$186.706.877

Tableau 5 – Estimation du budget PAN OEV en USD - Domaine 3 : Amélioration de l'accès des OEV aux services sociaux de base par objectif spécifique 2010 à 2014.

Domaine 3 : Amélioration de l'accès des OEV aux services sociaux de base							
	Avant PAN-OEV 2009	2010	2011	2012	2013	2014	Total PAN
3.1. : Identifier les OEV et leurs besoins dans les zones géographiques d'intervention choisies (en lien avec le domaine 2)		\$206.295	\$226.964	\$289.507	\$351.544	\$423.433	\$1.497.743
3.2. : Favoriser l'accès à la scolarisation et à la formation professionnelle des OEV		\$2.466.275	\$4.559.989	\$8.313.309	\$12.643.026	\$21.465.207	\$49.447.806
3.3. : Favoriser l'accès aux soins médicaux de base des OEV		\$4.697.540	\$9.353.979	\$12.908.671	\$18.110.490	\$25.313.234	\$70.383.914
3.4. : Assurer la prise en charge psychosociale des OEV		\$2.773.382	\$3.587.183	\$4.479.234	\$3.625.882	\$4.634.832	\$19.100.513
3.5. : Assurer la protection juridique et judiciaire des OEV		\$2.075.620	\$2.125.289	\$2.242.342	\$2.365.197	\$2.917.934	\$11.726.382
3.6. : Favoriser l'accès aux soutiens nutritionnels pour les OEV		\$5.671.445	\$4.693.610	\$4.954.689	\$3.707.284	\$5.414.365	\$24.441.392
3.7. : Favoriser l'accès à une prise en charge des enfants infectés au VIH/SIDA et leurs parents		\$1.586.935	\$2.553.676	\$3.595.311	\$4.291.763	\$5.333.842	\$17.361.528
Total par an		\$19.477.492	\$27.100.689	\$36.783.064	\$45.095.186	\$65.502.847	\$193.959.278

Tableau 6 – Estimation du budget PAN OEV en USD - Domaine 4 : Suivi & évaluation par objectif spécifique 2010 à 2014

Domaine 4 : Suivi & évaluation							
	Avant PAN-OEV 2009	2010	2011	2012	2013	2014	Total PAN
4.1. : Développer un système de suivi & évaluation des activités OEV		\$396.273	\$162.590	\$187.373	\$187.556	\$214.829	\$1.148.622
4.2. : Renforcer les capacités des acteurs sur le suivi & évaluation des activités OEV		\$291.789	\$475.192	\$672.801	\$931.846	\$1.162.295	\$3.533.924
4.3. : Documenter et améliorer la mise en œuvre des stratégies d'intervention en faveur des OEV		\$215.748	\$269.372	\$334.844	\$396.904	\$0	\$1.216.868
4.4. : Assurer le suivi & évaluation des activités et de la mise en œuvre PNA		\$117.909	\$122.625	\$265.184	\$132.632	\$324.296	\$962.647
Total par an		\$1.023.729	\$1.031.792	\$1.462.215	\$1.650.951	\$1.703.435	\$6.864.076

Tableau 8 – Estimation du budget PAN OEV en USD - Domaine 5 : Mobilisation des ressources financières, matérielles et humaines adéquates par objectif spécifique 2010 à 2014

Domaine 5 : Mobiliser les ressources financières, matérielles et humaines adéquates							
	Avant PAN-OEV 2009	2010	2011	2012	2013	2014	Total PNA
5.1. Mobiliser la société civile sur la problématique des OEV et sur leur rôle à jouer dans leur soutien.		\$3.289.428	\$3.868.990	\$5.014.811	\$6.261.374	\$7.602.680	\$26.037.284
5.2. : Accroître les ressources disponibles en faveur des OEV		\$5.362.669	\$5.515.795	\$2.775.335	\$5.930.788	\$3.001.802	\$22.586.389
5.3. : Améliorer la gestion des ressources mobilisées en faveur des OEV		\$45.864	\$22.714	\$45.220	\$0	\$48.909	\$162.707
Total par an		\$8.697.961	\$9.407.499	\$7.835.366	\$12.192.162	\$10.653.392	\$48.786.380

ANNEXE 1 – Objectifs Millénaires du Développement (OMD) relatifs aux conditions de vie des enfants congolais

Objectif	Indicateurs	Valeur 1990	Valeur 2007	Cible pour 2015
1. Réduction de l'extrême pauvreté et de la faim	Pourcentage d'enfants de moins de 5 ans présentant une insuffisance pondérale	34,4***	25,1	17,2
2. Assurer l'éducation primaire pour tous	Taux net de scolarisation dans le primaire	Masculin : 60,6 %** Féminin : 47,5 %** Ensemble : 53,9 %**	Masculin : 62,5 % Féminin : 59,4 % Ensemble : 61,0 %	Masculin : 100 % Féminin : 100% Ensemble : 100%
	Proportion d'écoliers commençant la première année d'études dans l'enseignement primaire et achevant la cinquième	Masculin : 53,1 %** Féminin : 40,0 %** Ensemble : 47,3 %**	Masculin : 80,4 % Féminin : 76,9 % Ensemble : 78,9 %	Masculin : 100% Féminin : 100% Ensemble : 100 %
	Taux d'alphabétisation de la population âgée de 15 à 24 ans	Masculin : 78,0 %**** Féminin : 63,1 %**** Ensemble : 70,4 %****	Masculin : 83,1 % Féminin : 62,3 % Ensemble : 72,1 %	Masculin : 100 % Féminin : 100% Ensemble : 100 %
3. Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes	Rapport filles/garçons dans l'enseignement primaire, secondaire et supérieur	0,75**	0,74	,00
	Proportion de femmes salariées dans le secteur non agricole	25,9*	34,5	
4. Réduire la mortalité infantile	Taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans	205 pour 1 000*	148 pour 1 000	68 pour 1 000
	Taux de mortalité infantile	129 pour 1 000*	92 pour 1 000	43 pour 1 000
	Proportion d'enfants de 1 an vaccinés contre la rougeole	38,0%*	62,9 %	100%
5. Améliorer la santé maternelle	Taux de mortalité maternelle	1100 pour 100 000^	549 pour 100 000	275 pour 100 000
	Proportion d'accouchements assistés par du personnel de santé qualifié	60,7%****	74,0%	100%
6. Combattre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies	Taux d'utilisation du préservatif sur le taux de prévalence des contraceptifs	6,5%**	17,2 %	100%
	Taux de prévalence des contraceptifs	7,7%**	17,8 %	100%
	Taux de scolarisation des orphelins par rapport aux nonorphelins âgés de 10 à 14 ans	0,72****	0,77	1,00
7. Assurer un environnement durable	Proportion de la population ayant accès à un système d'assainissement amélioré (zones urbaines et rurales)	Urbain : 53,0%* Rural : 1,0 %* Ensemble : 15%*	Urbain : 21,5 % Rural : 14,5 % Ensemble : 17,6 %	100% 100% 100%
Source: http://mdgs.un.org/unsd/mdg/Data.aspx				
Notes: * Donnes 1990, **Donnes de 1991, ***Donnees de 1995, **** Donnees de 2001, ^ Donnees de 2005				

ANNEXE 2 – Cadre suivi et évaluation

Les activités, leurs résultats attendus et indicateurs spécifiques du PAN OEV

Activités	Résultats attendus	Indicateurs	Niveau de l'indicateur	Responsables	Source de vérification	Niveau d'application	Outils et méthode	Fréquence
Objectif général: D'ici fin 2014, contribuer à l'amélioration de la qualité de la réponse apportée aux besoins d'au moins 15% des OEV								
	L'indice d'effort de prise en charge des OEV augmente de 5 points chaque année	<ul style="list-style-type: none"> Indice d'effort de prise en charge des OEV 	Outcome	MINAS	Rapport de l'exercice de mesure de l'indice	National/provincial	Enquête	Annuelle
	15% d'OEV (1.538.867) reçoivent au moins un service de qualité selon leurs besoins	<ul style="list-style-type: none"> Pourcentage d'OEV qui ont reçu au moins un service de qualité selon leurs besoins 	Outcome	MINAS	Rapport d'évaluation à mi-parcours et d'évaluation finale	National/provincial/local	Rapportage	Mi parcours (après 2ans 1/2) et Fin de projet (après 5 ans)
Objectif stratégique 1 : Assurer que le cadre politique et institutionnel favorise la protection et une prise en charge holistique de qualité des OEV d'ici décembre 2014.								
		<ul style="list-style-type: none"> Existence d'une politique générale en faveur des OEV 	Outcome	MINAS	<ul style="list-style-type: none"> Document de politique national des OEV 	National	Rapportage	Ponctuel (2ème année)
		<ul style="list-style-type: none"> Nombre de ministères impliqués dans la problématique des OEV qui offrent aux OEV des facilités d'accès aux services de base 	Outcome	MINAS	<ul style="list-style-type: none"> Rapport d'activités 	National	Rapportage	Ponctuel (2ème année)
Objectif 1.1. : Renforcer le cadre politique et législatif favorable aux OEV (niveaux central et entité décentralisée)								
1.1.1. Elaborer un document de politique générale en faveur des OEV	Le document de politique générale OEV est élaboré	<ul style="list-style-type: none"> Existence de document de politique générale en faveur des OEV 	Output	MINAS	<ul style="list-style-type: none"> Rapport d'élaboration du document de politique générale en faveur des OEV, Document de politique 	National	Rapportage	Ponctuel (1ère année)

Activités	Résultats attendus	Indicateurs	Niveau de l'indicateur	Responsables	Source de vérification	Niveau d'application	Outils et méthode	Fréquence
					générale en faveur des OEV			
1.1.2. Faire adopter un document de politique générale	Le document de politique générale OEV est adopté	<ul style="list-style-type: none"> Existence de document de politique générale en faveur des OEV adopté 	Output		<ul style="list-style-type: none"> Document de politique générale en faveur des OEV adopté, Rapport de la réunion d'adoption du document 			
1.1.3. Relire et adapter les politiques sectorielles selon la politique OEV nouvellement définie	Les politiques sectorielles selon la politique OEV nouvellement définie sont adaptées	<ul style="list-style-type: none"> Les politiques sectorielles selon la politique OEV nouvellement définie sont adaptées 	Output	MINAS	<ul style="list-style-type: none"> Document des politiques sectorielles selon la politique nouvellement définie, Rapport des séances de travail d'adaptation des politiques sectorielles 	National	Rapportage	Ponctuel (2ème année)
1.1.4. Vulgariser la politique générale en faveur des OEV et les politiques sectorielles amendées	La politique générale en faveur des OEV et les politiques sectorielles amendées sont vulgarisées	<ul style="list-style-type: none"> Nombre d'acteurs clés qui ont les documents de la politique générale en faveur des OEV et des politiques amendées 	Output	MINAS	<ul style="list-style-type: none"> Rapport de transmission des documents de la politique générale en faveur des enfants et des politiques sectorielles amendées, Document de la politique générale en 	National/provincial/local	Rapportage	s

Activités	Résultats attendus	Indicateurs	Niveau de l'indicateur	Responsables	Source de vérification	Niveau d'application	Outils et méthode	Fréquence
					faveur des OEV et des politiques sectorielles amendées (Bibliothèques, Programmes, Acteurs)			
1.1.5. Elaborer/diffuser un recueil de textes juridiques et réglementaires protégeant les droits des enfants	Le recueil de textes juridiques et réglementaires protégeant les droits des enfants est élaboré	<ul style="list-style-type: none"> Existence d'un recueil de textes juridiques et réglementaires protégeant les droits des enfants 	Output	MINAS	<ul style="list-style-type: none"> Rapport des activités, document et textes juridiques et réglementaires protégeant les droits des enfants (Bibliothèques, Programmes, Acteurs) 	National	Rapportage	Ponctuel (1ère année)
	Le recueil de textes juridiques et réglementaires protégeant les droits des enfants est diffusé	<ul style="list-style-type: none"> Nombre d'acteurs clés qui ont le recueil des textes juridiques et réglementaires protégeant les droits des enfants 	Output	MINAS	<ul style="list-style-type: none"> Rapport de transmission du recueil de textes juridiques et réglementaires protégeant les droits des enfants, recueil de textes juridiques et réglementaires protégeant les droits des enfants (Bibliothèques, Programmes, Acteurs) 	National/provincial/local	Rapportage	Annuelle (à partir 2ème année)

Activités	Résultats attendus	Indicateurs	Niveau de l'indicateur	Responsables	Source de vérification	Niveau d'application	Outils et méthode	Fréquence
Objectif 1.2. : Elaborer les normes, les standards et documents techniques des interventions OEV en RDC d'ici un an								
1.2.1. Elaborer les normes et les standards pour une prise en charge de qualité des OEV, en général et par domaine d'intervention	Les standards et normes de prise en charge des OEV sont définis au niveau national	<ul style="list-style-type: none"> Existence des documents des normes et des standards nationaux de prise en charge de qualité des OEV en général et par domaine d'intervention 	Output	MINAS	<ul style="list-style-type: none"> Document des standards et normes nationaux de prise en charge des OEV, rapports des activités 	National	Rapportage	Ponctuel (1ère année)
1.2.2. Définir les stratégies d'intervention pour une prise en charge de qualité des OEV, en général et par domaine d'intervention et les documents techniques relatifs	Les stratégies d'intervention sont définies au niveau national	<ul style="list-style-type: none"> Existence des documents définissant les stratégies d'intervention pour une prise en charge de qualité des OEV en général et par domaine ainsi que les documents techniques relatifs 	Output	MINAS	<ul style="list-style-type: none"> Document des stratégies d'intervention définies au niveau national (Bibliothèque, Programme, Acteurs), Rapport des séances de travail de définition des stratégies nationales 	National	Rapportage	Ponctuel (2ème année)
	Les documents techniques sur une prise en charge de qualité sont disponibles	<ul style="list-style-type: none"> Nombre d'acteurs clés qui ont les documents techniques sur une prise en charge de qualité des OEV 	Output	MINAS	<ul style="list-style-type: none"> Document des techniques sur la prise en charge des OEV (Bibliothèque, Programme, Acteurs), Rapport de transmission des documents techniques sur une prise en charge de qualité 	National/provincial/local	Rapportage	Annuelle

Activités	Résultats attendus	Indicateurs	Niveau de l'indicateur	Responsables	Source de vérification	Niveau d'application	Outils et méthode	Fréquence
Objectif 1.3. : Organiser le cadre institutionnel de mise en œuvre du Plan National d'Action en faveur des OEV								
1.3.1. Définir/ Identifier le cadre institutionnel de mise en œuvre du Plan National d'Action en faveur des OEV	Les mécanismes de fonctionnement du cadre institutionnel de mise en œuvre du PNA OEV est défini	<ul style="list-style-type: none"> Définition des mécanismes de fonctionnement du cadre institutionnel de mise en œuvre du PNA OEV 	Output	MINAS	<ul style="list-style-type: none"> Document du cadre institutionnel de mise en œuvre du PNA OEV, Rapport des séances de travail pour la définition du cadre institutionnel 	National	Rapportage	Ponctuel (1ère année)
		<ul style="list-style-type: none"> Existence d'un cadre institutionnel de mise en œuvre du PNA 	Output	MINAS	<ul style="list-style-type: none"> Document politique de création du cadre institutionnel de mise en œuvre du PNA OEV 	National/provincial/local	Rapportage	Ponctuel (1ère année)
1.3.2. Réaliser l'audit institutionnel et organisationnel sur la protection sociale	L'audit institutionnel et organisationnel sur la protection sociale est réalisé	<ul style="list-style-type: none"> Audit institutionnel et organisationnel sur la protection sociale 	Output	MINAS	<ul style="list-style-type: none"> Rapport d'audit 	National	Rapportage	Ponctuel (1ère année)
1.3.3. Mettre en place le comité de pilotage du PNA OEV et appuyer ses rencontres	Le comité de pilotage du PNA tient au moins 2 réunions chaque année	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de réunions tenues par le comité technique de pilotage 	Output	MINAS	<ul style="list-style-type: none"> Rapport de réunion (Compte rendu, PV de réunion) 	National	Rapportage	Annuelle
1.3.4. Mettre en place et appuyer une unité nationale de gestion du PN OEV avec des points focaux décentralisés	La cellule technique opérationnelle est mise en place	<ul style="list-style-type: none"> Existence d'une cellule technique opérationnelle 	Output	MINAS	<ul style="list-style-type: none"> Rapport d'activités 	National	Rapportage	Annuelle
		<ul style="list-style-type: none"> Existence du plan annuel produit avec l'appui de la cellule technique 	Output	MINAS	<ul style="list-style-type: none"> Plan annuel 	National	Rapportage	Annuelle

Activités	Résultats attendus	Indicateurs	Niveau de l'indicateur	Responsables	Source de vérification	Niveau d'application	Outils et méthode	Fréquence
	Les 11 points focaux de la cellule technique au niveau décentralisé rendent compte au niveau national	• Nombre de points focaux de la cellule technique au niveau décentralisé	Output	MINAS	• Contrat de travail, Document d'affectation	Provincial	Rapportage	Annuelle
		• Nombre de réunions tenues par les points focaux au niveau décentralisé	Output	MINAS	• Rapport d'activités	Provincial	Rapportage	Trimestrielle
1.3.5. Appuyer l'intégration et la mise en oeuvre des aspects OEV dans les plans de tous les ministères impliqués dans la problématique des OEV	Tous les ministères impliqués dans la problématique des OEV intègrent la cible OEV dans leur PA	• Pourcentage des ministères impliqués dans la problématique des OEV ayant intégré la cible OEV dans leur PA	Output	MINAS	• Plan d'action des Ministères impliqués dans la problématique des OEV	National/Provincial	Rapportage	Ponctuel 2 eme année)
1.3.6. Mettre en place la coordination multisectorielle OEV aux niveaux provincial et local et appuyer ses rencontres	La mise en place en place des structures de coordination multisectorielle OEV (une au niveau national, au niveau provincial et local)	• Nombre de structures de coordination multisectorielle OEV mises en place aux niveaux provincial et local (comités de coordination nationale, provinciale, locale OEV)	Output	MINAS	• Document de mise en place des comités de coordination nationale, provinciale, locale OEV	National/provincial/local	Rapportage	Annuelle
	La structure de coordination tient au moins deux (au niveau national), quatre (au niveau provincial), douze (au niveau local) réunions chaque année	• Nombre de réunions tenues par la structure de coordination (comités de coordination nationale, provinciale, locale OEV)	Output	MINAS	• Rapport de réunion (comité de pilotage intersectoriel, cellule technique, comités de coordination nationale, provinciale, locale OEV)	National/provincial/local	Rapportage	Annuelle/trimestrielle/ mensuelle
	La cartographie des interventions en faveur des OEV est disponible	• Cartographie des interventions	Output	MINAS	• Rapport d'activités, cartographie des interventions	National/provincial/local	Rapportage	Annuelle

Activités	Résultats attendus	Indicateurs	Niveau de l'indicateur	Responsables	Source de vérification	Niveau d'application	Outils et méthode	Fréquence
Objectif 1.4. : Renforcer les capacités des acteurs clés (gouvernement, société civile) selon les politiques et les standards d'interventions								
1.4.1. Elaborer les documents de formation, d'information sur les normes et les standards	Les documents et matériels de formation et d'information sur les normes et les standards sont disponibles	<ul style="list-style-type: none"> Existence des documents de formation et d'information sur les standards et des normes nationaux auprès des acteurs clés 	Output	MINAS	<ul style="list-style-type: none"> Inventaire du MINAS, Rapport d'activités 	National	Rapportage	Annuelle
1.4.2. Vulgariser les normes et les standards		<ul style="list-style-type: none"> Nombre d'acteurs clés qui ont les normes et les standards et des normes nationaux de prise en charge des OEV 	Output	MINAS	<ul style="list-style-type: none"> Rapport de transmission des normes et standards de prise en charge des OEV, Documents des Normes et standards de prise en charge des OEV 	National/provincial/local	Rapportage	Annuelle
1.4.3. Former des formateurs provinciaux sur les normes et standards	60 formateurs provinciaux sont formés sur les normes et standards	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de formateurs provinciaux formés sur les normes et standards 	Output	MINAS	<ul style="list-style-type: none"> Rapport de formation des formateurs provinciaux, Rapport d'activités 	National/provincial/local	Rapportage	Annuelle
1.4.4. Former les membres des coordinations (nationale, provinciales et locales) et les équipes opérationnelles sur les normes et standards, les stratégies de prise en charge	XXXXX membres des coordinations et les équipes opérationnelles sont formés sur les normes et standards, les stratégies de prise en charge	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de personnes formées parmi les membres des coordinations et des équipes opérationnelles 	Output	MINAS	<ul style="list-style-type: none"> Rapport de formation, Rapport d'activités des acteurs clés 	Provincial/local	Rapportage	Annuelle

Activités	Résultats attendus	Indicateurs	Niveau de l'indicateur	Responsables	Source de vérification	Niveau d'application	Outils et méthode	Fréquence
1.4.5. Appuyer les capacités institutionnelles des acteurs clés impliqués dans la mise en œuvre des activités en faveur des OEV, y compris PNA	Les acteurs clés sont dotés des capacités institutionnelles pour la mise œuvre des activités en faveur des OEV	• Nombre d'acteurs clés impliqués dans la mise en œuvre des activités en faveur des OEV, y compris PNA appuyés en capacités institutionnelles	Output	MINAS	• Rapport d'activités des acteurs clés, Inventaires des acteurs clés	National/provincial/local	Rapportage	Annuelle
1.4.6. Organiser des échanges d'expériences au niveau provincial, national et international	XX visites d'échanges d'expériences sont organisées au niveau international	• Nombre de visites d'échanges d'expériences organisées au niveau international	Output	MINAS	• Rapport de visite d'échanges d'expérience, Rapports d'activités	National	Rapportage	Annuelle
	XX visites d'échanges d'expériences sont organisées au niveau provincial ou national	• Nombre de visites d'échanges d'expériences organisées au niveau provincial ou national	Output	MINAS	• Rapport de visite d'échanges d'expérience, Rapports d'activités	National/provincial/local	Rapportage	Annuelle
		• Nombre d'acteurs mettant en pratique les expériences nouvelles porteuses sur la prise en charge des OEV	Outcome	MINAS	• Rapport d'activités des acteurs clés	National/provincial/local	Rapportage	Annuelle
Objectif stratégique 2 : Renforcer les mécanismes de prévention communautaire et des capacités des familles d'ici décembre 2014.								
	Les communautés et les familles ont des capacités accrues pour faire face à la problématique des OEV	• Nombre de réseaux communautaires fonctionnels dont les membres sont formés dans l'accompagnement des OEV	Output	MINAS	• Rapport d'activités	National	Rapportage	Annuelle

Activités	Résultats attendus	Indicateurs	Niveau de l'indicateur	Responsables	Source de vérification	Niveau d'application	Outils et méthode	Fréquence
Objectif 2.1. : Renforcer les capacités des communautés et des familles à protéger les OEV								
2.1.1. Identifier et étendre les réseaux communautaires existants	Les réseaux communautaires sont identifiés et étendus	• Nombre de réseaux communautaires existants	Output	MINAS	• Documents administratifs du réseau, statut	Local/provincial	Rapportage	Trimestrielle/Annuelle
		• Nombre de réseaux communautaires opérationnels	Output	MINAS	• Statut, rapport d'activités des réseaux	Local/provincial	Rapportage	Trimestrielle/Annuelle
2.1.2. Former volontaires communautaires sur la problématique des OEV, sur leur rôle à jouer dans la protection des OEV et sur les outils d'accompagnement (en lien avec le domaine 1)	102.591 volontaires communautaires et assistants sociaux sont formés sur la problématique des OEV, sur leur rôle et sur les outils d'accompagnement	• Nombre de membres des réseaux communautaires formés sur la problématique des OEV, sur leur rôle dans la protection des OEV et sur les outils d'accompagnement	Output	MINAS	• Rapport de formation	Local/provincial	Rapportage	Trimestrielle/Annuelle
2.2.3. Appuyer les activités d'accompagnement des OEV par les communautés	Les besoins d'appui sont identifiés	• Nombre d'OEV accompagnés par les volontaires communautaires conformément à l'identification des besoins	Output	MINAS	• Rapport d'activités	Local/provincial	Rapportage	Trimestrielle/Annuelle
	1.538.867 OEV accompagnés par 102.591 volontaires communautaires		Output					
2.1.4. Sensibiliser/former les familles d'accueil sur la prise en charge des OEV, y compris les enfants chefs de ménage	641.195 familles d'accueil sont sensibilisées/formées sur la prise en charge des OEV	• Nombre de familles sensibilisées/formées sur la prise en charge d'OEV	Output	MINAS	• Rapport d'activités	Local	Rapportage	Trimestrielle/Annuelle
Objectif 2.2. : Renforcer les capacités socio-économiques des familles et des communautés								
2.2.1. Appuyer les familles en AGR et la création de coopératives économiques (suivi compris)	641.195 familles sont appuyées en AGR	• Nombre de familles avec OEV ayant bénéficié d'une assistance pour développer une AGR	Output	MINAS	• Rapport d'activités	Local/provincial	Rapportage	Mensuelle/Trimestrielle/ Annuelle

Activités	Résultats attendus	Indicateurs	Niveau de l'indicateur	Responsables	Source de vérification	Niveau d'application	Outils et méthode	Fréquence
2.2.2. Développer et financer les mécanismes d'allocation monétaire pour les ménages les plus vulnérables	Les mécanismes d'allocation monétaire pour les ménages les plus vulnérables sont développés	<ul style="list-style-type: none"> Existence des mécanismes d'allocation monétaire pour les ménages les plus vulnérables 	Output	MINAS	<ul style="list-style-type: none"> Rapport d'activités 	National	Rapportage	Ponctuel (1ère année)
	Tous les ménages les plus vulnérables reçoivent des allocations monétaires	<ul style="list-style-type: none"> Nombre des familles avec OEV ayant reçu des allocations monétaires 	Output	MINAS	<ul style="list-style-type: none"> Rapport d'activités 	Local/provincial	Rapportage	Mensuelle/trimestrielle/ annuelle
2.2.3. Favoriser l'accès aux Institutions de Micro Finances (en lien avec les AGR)	641.195 familles d'OEV ont accès au crédit à partir des caisses d'épargne et de crédit communautaires appuyées et fonctionnelles	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de familles d'OEV qui ont accès au crédit à partir des caisses d'épargne et de crédit communautaire 	Output	MINAS	<ul style="list-style-type: none"> Rapport d'activités 	Local/provincial	Rapportage	Mensuelle/trimestrielle/ annuelle
2.3.4. Appuyer la création/renforcer les mutuelles de santé en faveur des OEV	XXX mutuelles de santé sont créées et sont fonctionnelles	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de mutuelles de santé fonctionnelle 	Output	MINAS	<ul style="list-style-type: none"> Rapport d'activités 	Local/provincial	Rapportage	Mensuelle/trimestrielle/ annuelle
Objectif stratégique 3 : Assurer un accès facile aux services sociaux de base de qualité pour au moins 15% des OEV d'ici décembre 2014 (selon leurs besoins)								
	15% OEV ont accès à au moins un service social de base de qualité	<ul style="list-style-type: none"> Pourcentage d'OEV qui a accès à au moins un service social de base de qualité 	Output	MINAS	<ul style="list-style-type: none"> Rapport d'enquête 	National/provincial/local	Enquête	Mi parcours (après 2ans 1/2) et Fin de projet (après 5 ans)
Objectif 3.1. : Identifier les OEV et leurs besoins dans les zones géographiques d'intervention choisies								
3.1.1. Former des formateurs provinciaux sur l'identification des OEV et de leurs besoins	60 formateurs sont formés à l'identification des OEV et de leurs	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de formateurs provinciaux formés sur l'identification des OEV 	Output	MINAS	<ul style="list-style-type: none"> Rapport de formation des formateurs provinciaux, 	National/provincial/local	Rapportage	Annuelle

Activités	Résultats attendus	Indicateurs	Niveau de l'indicateur	Responsables	Source de vérification	Niveau d'application	Outils et méthode	Fréquence
selon les normes nationales	besoins	et de leurs besoins			Rapport d'activités			
3.1.2. Former les volontaires chargés de l'identification des OEV et de leurs besoins	102.591 volontaires sont formés dans l'identification et l'évaluation des besoins des OEV	• Nombre d'acteurs locaux formés dans l'identification et l'évaluation des besoins des OEV	Output	MINAS	• Rapport de formation, rapport d'activités	National/provincial/local	Rapportage	Mensuelle/trimestrielle/ annuelle
3.1.3. Identifier les OEV et évaluer leurs besoins	15% OEV ont été identifiés et leurs besoins évalués	• Nombre D'OE V et leurs besoins identifiés	Output	MINAS	• Rapport d'activités	National/provincial/local	Enquête	Mensuelle/trimestrielle/ annuelle
Objectif 3.2 : Favoriser l'accès à la scolarisation et à la formation professionnelle des OEV								
3.2.1. Evaluer les différentes stratégies d'appui à la scolarisation et la formation professionnelle des OEV actuellement en cours en RDC (cf. 1.2)	Les différentes stratégies d'appui à la scolarisation et à la formation professionnelle actuellement en cours en RDC ont été évaluées	• Stratégies d'appui à la scolarisation et à la formation professionnelle évaluées	Output	MINAS, ESP, MINJEUNESSE	• Rapport d'évaluation, Rapport d'activités	National/provincial/local		Ponctuelle (1ère années)
3.2.2. Harmoniser et adopter l'approche des partenaires sur l'accès à la scolarisation et la formation professionnelle des OEV	L'approche des partenaires sur l'accès à la scolarisation des OEV est harmonisée et adoptée	• L'approche des partenaires sur l'accès à la scolarisation des OEV est harmonisée au niveau national	Output	MINAS, ESP, MINJEUNESSE	• Rapport d'activités, rapport d'harmonisation de la stratégie d'appui à la scolarisation et la formation professionnelle des OEV document de la stratégie harmonisée	National	Rapportage	Ponctuel (1ère année)

Activités	Résultats attendus	Indicateurs	Niveau de l'indicateur	Responsables	Source de vérification	Niveau d'application	Outils et méthode	Fréquence
		<ul style="list-style-type: none"> L'approche des partenaires sur l'accès à la scolarisation des OEV est adoptée par le niveau national 	Output	MINAS, ESP, MINJEUNESSE	<ul style="list-style-type: none"> Rapport d'adoption de la stratégie d'appui à la scolarisation des OEV 	National	Rapportage	Ponctuel (1 ^{ère} année)
	Tous les partenaires impliqués dans la scolarisation et de formation professionnelle appliquent l'approche harmonisée et adoptée	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de partenaires impliqués dans la scolarisation et de formation professionnelle qui appliquent l'approche harmonisée et adoptée 	Output	MINAS, ESP, MINJEUNESSE	<ul style="list-style-type: none"> Rapport d'activités 	National/provincial/local	Rapportage	Annuelle
3.2.3. Harmoniser les mécanismes de financement pour appuyer l'accès à la scolarisation et la formation professionnelle des OEV	Les mécanismes de financements sont harmonisés	<ul style="list-style-type: none"> Harmonisation des mécanismes de financement pour appuyer l'accès à la scolarisation et la formation professionnelle des OEV 	Output	MINAS, ESP, MINJEUNESSE	<ul style="list-style-type: none"> Rapport d'activités 	National	Rapportage	Ponctuel (1 ^{ère} année)
	1.538.867 OEV ont accès à la scolarisation ou la formation professionnelle selon les mécanismes de financement harmonisés	<ul style="list-style-type: none"> Nombre d'OEV ayant accès à la scolarisation ou la formation professionnelle selon les mécanismes de financement harmonisés 	Output	MINAS, ESP, MINJEUNESSE	<ul style="list-style-type: none"> Rapport financier des intervenants 	National/provincial/local	Rapportage	Annuelle

Activités	Résultats attendus	Indicateurs	Niveau de l'indicateur	Responsables	Source de vérification	Niveau d'application	Outils et méthode	Fréquence
3.2.4. Appuyer la sensibilisation du personnel enseignant sur les stratégies d'accès à la scolarisation des OEV	Les différentes stratégies d'appui à la scolarisation des OEV sont maîtrisées par le personnel enseignant/directeurs d'école et les acteurs	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de personnel enseignant/directeurs d'école et acteurs sensibilisés sur les différentes stratégies d'appui à la scolarisation des OEV 	Output	MINAS, ESP, MINJEUNESSE	<ul style="list-style-type: none"> Rapport d'activités 	Provincial/local	Rapportage	Annuelle
	XXX enseignants sont sensibilisés sur les différentes stratégies d'accès à la scolarisation des OEV	<ul style="list-style-type: none"> Nombre d'enseignants sensibilisés sur les différentes stratégies d'accès à la scolarisation des OEV 	Output	MINAS, ESP, MINJEUNESSE	<ul style="list-style-type: none"> Rapport d'activités 	Provincial/local	Rapportage	Annuelle
		<ul style="list-style-type: none"> Nombre de personnel enseignant qui appliquent les différentes stratégies d'accès à la scolarisation des OEV 	Output	MINAS, ESP, MINJEUNESSE	<ul style="list-style-type: none"> Rapport d'activités 	Provincial/local	Rapportage	Annuelle
	Toutes les structures de scolarisation et de formation professionnelle appliquent la stratégie adoptée	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de structures de scolarisation et de formation professionnelle qui appliquent la stratégie adoptée 	Output	MINAS, ESP, MINJEUNESSE	<ul style="list-style-type: none"> Rapport d'activités 	Provincial/local	Rapportage	Annuel
3.2.5. Assurer la prise en charge scolaire et la formation professionnelle des OEV selon la stratégie adoptée au niveau national	La prise en charge scolaire et la formation professionnelle de 998.706 OEV sont assurées	<ul style="list-style-type: none"> Nombre d'OEV âgés de 3 à 5 ayant accès à un programme d'éveil 	Output	MINAS, ESP, MINJEUNESSE	<ul style="list-style-type: none"> Rapport d'activités des intervenants, Informateurs clés 	Provincial/local	Rapportage	Annuelle

Activités	Résultats attendus	Indicateurs	Niveau de l'indicateur	Responsabl es	Source de vérification	Niveau d'application	Outils et méthode	Fréquence
		• Nombre d’OEV âgés de 6 à 17 ans ayant accès à la scolarité (primaire et secondaire)	Output	MINAS, ESP, MINJEUNESSE	• Rapport d’activités des intervenants • Banque de données	National/provincial/local	Rapportage	Annuelle
		• Nombre d’OEV de plus de 15 ans ayant accès à une formation professionnelle	Output	MINAS, ESPS, MINJEUNESSE	• Rapport d’activités des intervenants, Informateurs clés • Banque de données	National/provincial/local	Rapportage	Annuelle
Objectif 3.3. : Favoriser l'accès aux soins médicaux de base des OEV								
3.3.1. Evaluer les différentes stratégies d'appui à l'accès aux soins médicaux de base des OEV actuellement en cours en RDC	Les différentes stratégies d'appui à l'accès aux soins médicaux des OEV sont évaluées	• Stratégies d'appui à l'accès aux soins évaluées	Output	MINAS, Ministère de la Santé	• Rapport d'évaluation des différentes stratégies d'appui à l'accès aux soins médicaux des OEV	National	Rapportage	Ponctuel (1ère année)
3.3.2. Harmoniser et adopter l'approche des partenaires sur la prise en charge des soins médicaux de base des OEV	La stratégie d'appui à l'accès aux soins des OEV harmonisée au niveau national est adoptée	• Une stratégie harmonisée d'appui à l'accès aux soins des OEV adoptée au niveau national	Output	MINAS, Ministère de la Santé	• Rapport d'adoption de la stratégie d'appui à l'accès aux soins médicaux des OEV au niveau national	National	Rapportage	Ponctuel (1ère année)
	L'approche des partenaires sur la prise en charge des soins médicaux de base des OEV est harmonisée et adoptée	• Existence d'une approche des partenaires sur la prise en charge des soins médicaux de base des OEV harmonisée et adoptée	Output	MINAS, Ministère de la Santé	• Rapport d'activités	National	Rapportage	Ponctuel (1ère année)

Activités	Résultats attendus	Indicateurs	Niveau de l'indicateur	Responsables	Source de vérification	Niveau d'application	Outils et méthode	Fréquence
3.3.3. Harmoniser et déterminer des mécanismes de financement pour l'accès aux soins médicaux de base des OEV	Les mécanismes de financements harmonisés sont mis en place	<ul style="list-style-type: none"> Existence des mécanismes de financements harmonisés pour l'accès aux soins médicaux de base des OEV 	Output	MINAS, Ministère de la Santé	<ul style="list-style-type: none"> Rapport financier des intervenants 	National	Rapportage	Ponctuel (1ère année)
3.3.4. Appuyer les mécanismes d'accès aux soins médicaux de base des OEV mis en place	L'accès aux soins médicaux de base de 1.538.867 OEV est assuré	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de structures sanitaires appuyées en médicaments, équipements, frais de mission et autres pour assurer l'accès aux soins médicaux de base des OEV 	Output	MINAS, Ministère de la Santé	<ul style="list-style-type: none"> Carnet de vaccination, Rapport d'activités 	National/provincial/local	Rapportage	Mensuelle/trimestrielle/ annuelle
3.3.5. Appuyer la sensibilisation des acteurs sanitaires sur les stratégies d'accès aux soins médicaux de base des OEV	Les différentes stratégies d'appui aux soins des OEV sont maîtrisées par le personnel soignant	<ul style="list-style-type: none"> Nombre d'acteurs sanitaires sensibilisés sur les différentes stratégies d'accès aux soins médicaux de base des OEV 	Output	MINAS, Ministère de la Santé	<ul style="list-style-type: none"> Rapport d'activités des intervenants 	National/provincial/local	Rapportage	Mensuelle/trimestrielle/ annuelle
		<ul style="list-style-type: none"> Nombre d'acteurs sanitaires qui appliquent les différentes stratégies d'accès aux soins médicaux de base des OEV 	Outcome	MINAS, Ministère de la Santé	<ul style="list-style-type: none"> Rapport d'activités des intervenants 	National/provincial/local	Rapportage	Mensuelle/trimestrielle/ annuelle
Objectif 3.4. : Assurer la prise en charge psychosocial des OEV								
3.4.1. Intégrer les standards et les normes de prise en charge psychosociale des OEV dans les modules de formation des travailleurs sociaux	Les standards et normes de prise en charge psychosociale des OEV sont intégrés dans les modules de formation des travailleurs sociaux	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de modules formation des travailleurs sociaux intégrant les standards et normes de prise en charge psychosociale des OEV 	Output	MINAS, MINSANTE, Société Civile	<ul style="list-style-type: none"> Modules de formation des travailleurs sociaux 	National	Rapportage	Annuelle

Activités	Résultats attendus	Indicateurs	Niveau de l'indicateur	Responsables	Source de vérification	Niveau d'application	Outils et méthode	Fréquence
3.4.2. Former les travailleurs sociaux sur les standards et stratégies de prise en charge psychosociale des OEV	3.000 assistants sociaux sont formés sur les standards et normes de prise en charge psychosociale des OEV	<ul style="list-style-type: none"> Nombre d'assistants sociaux formés sur les standards et normes de prise en charge psychosociale des OEV 	Output	MINAS, MINSANTE, Société Civile	<ul style="list-style-type: none"> Rapport d'activités des intervenants, Informateurs clés 	National/provincial/local	Rapportage	Annuelle
3.4.3. Organiser et appuyer les centres socio-éducatifs (avec lieu d'écoute des OEV) et centres d'accueil des OEV (y compris pour les enfants vivant dans la rue)	Les centres socioéducatifs et les centres d'accueil des OEV sont appuyés	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de centres socioéducatifs et centres d'accueil des OEV appuyés 	Output	MINAS; MINSANTE, Société Civile	<ul style="list-style-type: none"> Rapport d'activités des intervenants, Informateurs clés 	National/provincial/local	Rapportage	Annuelle
Objectif 3.5. : Assurer la protection juridique et judiciaire des OEV								
3.5.1. Evaluer les structures de protection juridique et judiciaire qui travaillent en faveur des OEV	Les structures et leurs besoins d'appui sont identifiés et évalués	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de structures de protection juridique et judiciaire qui travaillent en faveur des OEV 	Output	MINAS, MINJUSTICE	<ul style="list-style-type: none"> Rapport d'activités 	National/provincial/local	Rapportage	Annuelle
		<ul style="list-style-type: none"> Nombre de structures de protection juridique et judiciaire qui travaillent en faveur des OEV dont les besoins sont identifiés et évalués 	Output	MINAS, MINJUSTICE	<ul style="list-style-type: none"> Rapport d'activités 	National/provincial/local	Rapportage	Annuelle

Activités	Résultats attendus	Indicateurs	Niveau de l'indicateur	Responsables	Source de vérification	Niveau d'application	Outils et méthode	Fréquence
3.5.2. Former les agents de protection juridique et judiciaire sur les standards et les stratégies de prise en charge juridique des OEV	Les normes et standards de prise en charge juridique des OEV sont maîtrisées par les parties prenantes	<ul style="list-style-type: none"> Nombre d'acteurs formés sur les normes et standards de prise en charge juridique des OEV 	Output	MINAS, MINJUSTICE	<ul style="list-style-type: none"> Rapport de formation, rapport d'activités des intervenants, Informateurs clés 	National/provincial/local	Rapportage	Trimestrielle/Annuelle
3.5.3. Appuyer les structures juridiques et judiciaires existants	Toutes les structures juridiques et judiciaires existantes sont appuyées	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de structures juridiques et judiciaires appuyées 	Output	MINAS, MINJUSTICE	<ul style="list-style-type: none"> Rapport d'activités 	National/provincial/local	Rapportage	Annuelle
3.5.4. Apporter une assistance juridique et judiciaire aux OEV	Une assistance juridique et judiciaire est apportée aux OEV	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de cas d'abus à l'égard des OEV prise en charge dans les structures juridiques et judiciaires 	Output	MINAS, MINJUSTICE	<ul style="list-style-type: none"> Rapports des structures juridiques et judiciaires 	National/provincial/local	Rapportage	Mensuelle/Trimestrielle/ Annuelle
3.5.5. Sensibiliser les parties prenantes (familles, communautés, ...) sur les droits des enfants	Les parties prenantes (familles, communautés,) sont sensibilisées sur les droits des enfants	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de personnes impliquées dans la problématique des OEV sensibilisées sur les droits des enfants 	Output	MINAS, MINJUSTICE	<ul style="list-style-type: none"> Rapport d'activités 	Provincial/local	Rapportage	Trimestrielle/Annuelle
3.5.6. Favoriser l'enregistrement des naissances des OEV	Toutes les naissances sont enregistrées	<ul style="list-style-type: none"> Proportion des enfants de 0 à 4 ans dont les naissances sont enregistrées 	Outcome	MINAS, MINJUSTICE	<ul style="list-style-type: none"> Acte de naissance 	National/provincial/local	Rapportage	Mi parcours (après 2ans 1/2) et Fin de projet (après 5 ans)
Objectif 3.6. : Favoriser l'accès aux soutiens nutritionnels pour les OEV								
3.6.1. Harmoniser les stratégies et les mécanismes de financement pour l'accès aux soutiens nutritionnels pour les OEV	Les stratégies pour favoriser l'accès aux soutiens nutritionnels des OEV sont déterminées et harmonisées	<ul style="list-style-type: none"> Stratégies favorisant l'accès aux soutiens nutritionnels des OEV harmonisées 	Output	MINAS, MINSANTE	<ul style="list-style-type: none"> Document de la stratégie d'accès aux soutiens nutritionnels des OEV 	National	Rapportage	Ponctuel (1ère année)

Activités	Résultats attendus	Indicateurs	Niveau de l'indicateur	Responsables	Source de vérification	Niveau d'application	Outils et méthode	Fréquence
3.6.2. Appuyer la stratégie et les mécanismes d'accès aux soutiens nutritionnels des OEV harmonisés	La stratégie=s et les mécanismes d'accès aux soutiens nutritionnels des OEV harmonisés sont appuyés	<ul style="list-style-type: none"> Stratégies et les mécanismes d'accès aux soutiens nutritionnels des OEV harmonisés appuyés 	Output	MINAS, MINSANTE	<ul style="list-style-type: none"> Rapport financier des intervenants 	National/provincial/local	Rapportage	Mensuelle/Trimestrielle/ Annuelle
3.6.3. Appuyer la formation des acteurs sur les stratégies de prise en charge nutritionnelle des OEV	Les stratégies de prise en charge nutritionnelle des OEV sont maîtrisées par les acteurs	<ul style="list-style-type: none"> Nombre d'acteurs formés sur la prise en charge nutritionnelle des OEV 	Output	MINAS, MINSANTE	<ul style="list-style-type: none"> Rapport de formation, rapport d'activités des intervenants, Informateurs clés 	National/provincial/local	Rapportage	Mensuelle/Trimestrielle/ Annuelle
Objectif 3.7. : Favoriser l'accès à une prise en charge des OEV infectés au VIH/SIDA et leurs parents								
3.7.1. Appuyer les réseaux de soins à domicile (médicaments, équipements, fonctionnement) (en lien avec les programmes VIH/SIDA)	Les réseaux de soins à domicile sont appuyés	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de réseau de soins à domicile appuyés 	Output	MINAS, MINSANTE	<ul style="list-style-type: none"> Rapport d'activités des intervenants, Informateurs clés 	National/provincial/local	Rapportage	Mensuelle/Trimestrielle/ Annuelle
3.7.2. Appuyer les mécanismes de référence et contre référence vers les structures de prise en charge	Les mécanismes de référence et contre référence vers structures de prise en charge sont appuyés	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de mécanisme de référence et contre-référence vers les structures de prise en charge mis en place 	Output	MINAS, MINSANTE	<ul style="list-style-type: none"> Rapport d'activités des intervenants, Informateurs clés 	National/provincial/local	Rapportage	Mensuelle/Trimestrielle/ Annuelle
		<ul style="list-style-type: none"> Nombre d'OEV référés vers les structures de prise en charge 	Output	MINAS, MINSANTE	<ul style="list-style-type: none"> Rapport d'activités des intervenants, Informateurs clés 	National/provincial/local	Rapportage	Mensuelle/Trimestrielle/ Annuelle
		<ul style="list-style-type: none"> Nombre d'OEV contre référés vers les structures de prise en charge 	Output	MINAS, MINSANTE	<ul style="list-style-type: none"> Rapport d'activités des intervenants, Informateurs clés 	National/provincial	Rapportage	Mensuelle/Trimestrielle/ Annuelle

Activités	Résultats attendus	Indicateurs	Niveau de l'indicateur	Responsables	Source de vérification	Niveau d'application	Outils et méthode	Fréquence
Objectif stratégique 4 : Renforcer le cadre de gestion de l'information stratégique sur les OEV (Développer un système de suivi & évaluation des activités OEV)								
	Toutes les provinces rapportent les données périodiques sur les interventions en faveur des OEV	<ul style="list-style-type: none"> Pourcentage de provinces qui ont rapporté les données périodiques sur les interventions en faveur des OEV 		MINAS	<ul style="list-style-type: none"> Rapport d'activités des intervenants 	National/provincial/local	Rapportage	Trimestrielle/Annuelle
	Les données disponibles sur la prise en charge des OEV sont utilisées pour la revue et la planification	<ul style="list-style-type: none"> Les cibles des activités en faveur des OEV sont actualisées à chaque planification 		MINAS	<ul style="list-style-type: none"> Rapport d'activités des intervenants 	National	Rapportage	Annuelle
Objectif 4.1. : Mettre en place un système de suivi & évaluation des activités OEV								
4.1.1. Elaborer un plan de suivi & évaluation des activités menées en faveur des OEV	Le plan de suivi & évaluation est établi	<ul style="list-style-type: none"> Existence du plan de suivi & évaluation 	Output	MINAS	<ul style="list-style-type: none"> Rapport MINAS/OEV 	National	Rapportage	Ponctuel (1ère année)
4.1.2. Elaborer les documents techniques sur le suivi & évaluation et les outils (directives, guide de formation, ...) de suivi & évaluation	Les documents techniques sur le suivi & évaluation (directives, guide de formation, ...) sont disponibles	<ul style="list-style-type: none"> Existence des documents techniques sur le suivi & évaluation (directives, guide de formation, ...) 	Output	MINAS	<ul style="list-style-type: none"> Rapport MINAS/OEV 	National	Rapportage	Ponctuel (1ère année)
	Le plan de suivi & évaluation est diffusé	<ul style="list-style-type: none"> Nombre d'acteurs clés qui ont le plan de suivi & évaluation 	Output	MINAS	<ul style="list-style-type: none"> Rapport MINAS/OEV 	National/provincial/local	Rapportage	Annuelle (Après 1ère année)
4.1.3. Créer des bases de données nationales, provinciales et locales, et soutenir leur actualisation	Les bases de données nationale, provinciales et locales sont créées	<ul style="list-style-type: none"> Existence des bases de données nationale, provinciales et locales 	Output	MINAS	<ul style="list-style-type: none"> Rapport MINAS/OEV 	National/provincial/local	Rapportage	Annuelle (1ère et 2ème années)

Activités	Résultats attendus	Indicateurs	Niveau de l'indicateur	Responsables	Source de vérification	Niveau d'application	Outils et méthode	Fréquence
	Les données périodiques sur la prise en charge des OEV sont disponibles	• Nombre de rapport des données périodiques sur la prise en charge des OEV	Output	MINAS	• Rapport MINAS/OEV	National/provincial/local	Rapportage	Mensuelle/Trimestrielle/ Annuelle
Objectif 4.2. : Renforcer les capacités des acteurs sur le suivi & évaluation des activités OEV								
4.2.1. Former des formateurs provinciaux sur le S&E	• 60 formateurs provinciaux sur le suivi & évaluation sont formés	• Nombre de formateurs provinciaux formés sur le suivi & évaluation	Output	MINAS	• Rapport de formation, Rapport d'activités	National/provincial	Rapportage	Annuelle (1ère et 2ème années)
4.2.2. Former les membres des coordinations (nationale, provinciales et locales) et les équipes opérationnelles sur le S&E	• 1500 membres des coordinations (nationales, provinciales et locales) et des équipes opérationnelles sont formés sur le S&E	• Nombre des membres des coordinations (nationales, provinciales et locales) et des équipes opérationnelles formés sur le S&E	Output	MINAS	• Rapport de formation, Rapport d'activités	National/provincial/local	Rapportage	Annuelle (2ème et 3ème années)
Objectif 4.3. : Documenter et améliorer la mise en œuvre des stratégies d'intervention en faveur des OEV								
4.3.1. Mener des études opérationnelles sur la prise en charge des OEV (en lien avec le 1.2.2.)	5 études opérationnelles sont réalisées	• Nombre d'études opérationnelles en rapport avec les OEV réalisées	Output	MINAS	• Rapport d'études opérationnelles	National	Rapportage	Annuelle
4.3.2. Diffuser les résultats des études opérationnelles	Les résultats des études opérationnelles sont diffusés et connus	• Nombre d'acteurs clés qui ont les rapports des études opérationnelles auprès des acteurs clés	Output	MINAS	• Rapport d'atelier de présentation des résultats des études opérationnelles, Rapport d'études opérationnelles	National/provincial/local	Rapportage	Annuelle

Activités	Résultats attendus	Indicateurs	Niveau de l'indicateur	Responsables	Source de vérification	Niveau d'application	Outils et méthode	Fréquence
Objectif 4.4. : Assurer le suivi & évaluation des activités des OEV et de la mise en œuvre PNA								
4.4.1. Organiser des missions de supervision sur terrain aux niveaux provincial et local (accompagnement et suivi)	Les missions de supervision sur terrain aux niveaux provincial et local sont organisées	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de missions de supervision effectuées sur terrain aux niveaux provincial et local 	Output	MINAS	<ul style="list-style-type: none"> Rapport de supervision 	National/provincial	Rapportage	Trimestrielle/Annuelle
4.4.2. Organiser des revues annuelles sur la mise en œuvre du PNA	Les revues annuelles sur la mise en œuvre du PNA sont organisées	<ul style="list-style-type: none"> Tenue d'une revue annuelle des activités du PNA OEV 	Output	MINAS	<ul style="list-style-type: none"> Rapport de revue annuelle, PA annuel 	National	Rapportage	Annuelle
4.4.3. Organiser une revue à mi-parcours sur la mise en œuvre du PNA (y compris partie financière)	La revue à mi-parcours sur la mise en œuvre du PNA (y compris partie financière) est organisée	<ul style="list-style-type: none"> Evaluation à mi-parcours 	Output	MINAS	<ul style="list-style-type: none"> Rapport d'évaluation à mi-parcours 	National	Enquête	Après 2ans 1/2
4.4.4. Procéder à l'évaluation finale sur la mise en œuvre du PNA (y compris partie financière)	L'évaluation finale sur la mise en œuvre du PNA (y compris partie financière) est organisée	<ul style="list-style-type: none"> Evaluation finale de la mise en œuvre du PAN (y compris la partie financière) 	Output	MINAS	<ul style="list-style-type: none"> Rapport d'évaluation finale 	National	Enquête	Après 5 ans
Objectif stratégique 5 : Mobiliser les ressources financières, matérielles et humaines adéquate pour mettre en place le Plan National d'Action en faveur des OEV								
	Une ligne budgétaire du gouvernement pour les OEV existe	<ul style="list-style-type: none"> Existence d'une ligne budgétaire du gouvernement pour les OEV 	Outcome	Ministère du plan, Ministère des finances	<ul style="list-style-type: none"> Budget de l'état 	National	Rapportage	Annuelle
	Toutes les interventions en faveur des OEV planifiées sont réalisées	<ul style="list-style-type: none"> Pourcentage des activités prévues dans le PAN OEV qui sont réalisées 	Outcome	MINAS	<ul style="list-style-type: none"> Rapport de la revue annuelle, Rapport d'activités 	National	Rapportage	Annuelle

Activités	Résultats attendus	Indicateurs	Niveau de l'indicateur	Responsables	Source de vérification	Niveau d'application	Outils et méthode	Fréquence
Objectif 5.1 Mobiliser la société civile sur la problématique des OEV et sur leur rôle à jouer dans leur soutien								
5.1.1. Elaborer/adapter le matériel de communication pour la sensibilisation des communautés et des leaders communautaires	Matériel de communication pour la sensibilisation des communautés est disponible	<ul style="list-style-type: none"> Existence de matériel de communication pour la sensibilisation des communautés et des leaders communautaires 	Output	MINAS	<ul style="list-style-type: none"> Rapport d'adoption, Matériel de communication pour la sensibilisation 	National	Rapportage	Annuelle
5.1.2. Travailler étroitement avec les médias.	Les acteurs clés travaillent étroitement avec les médias	<ul style="list-style-type: none"> Nombre d'acteurs clés qui travaillent avec les médias 	Output	MINAS	<ul style="list-style-type: none"> Rapport d'activités 	National/provincial/local	Rapportage	Trimestrielle/Annuelle
5.1.3. Travaillez avec les canaux autres que les médias (ONGs, églises, marchés, théâtre populaire écoles/universités...)	Les acteurs clés travaillent avec les autres canaux que les médias (ONGs, églises, marchés, théâtre populaire écoles/universités...)	<ul style="list-style-type: none"> Nombre d'acteurs clés qui travaillent avec les autres canaux que les médias (ONGs, églises, marchés, théâtre populaire écoles/universités...) 	Output	MINAS	<ul style="list-style-type: none"> Rapport d'activités 	National/provincial/local	Rapportage	Trimestrielle/Annuelle
5.1.4. Travailler avec les individus influents et les événements pour appeler l'attention sur les OEV	Les acteurs clés travaillent avec les individus influents et les événements pour appeler l'attention sur les OEV	<ul style="list-style-type: none"> Nombre d'acteurs clés qui travaillent avec les individus influents et les événements pour appeler l'attention sur les OEV 	Output	MINAS	<ul style="list-style-type: none"> Rapport d'activités 	National/provincial/local	Rapportage	Trimestrielle/Annuelle
Objectif 5.2 Accroître les ressources disponibles en faveur des OEV								
5.2.1. Mener un plaidoyer au niveau des institutions nationales (Président, Premier ministre, parlementaires) pour une allocation de ressources publiques en	Les ressources en faveur des OEV sont accrues	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de plaidoyer menés au niveau des institutions nationales pour une allocations des ressources publiques en faveur de la protection des OEV 	Output	MINAS	<ul style="list-style-type: none"> Rapport de plaidoyer 	National	Rapportage	Annuel

Activités	Résultats attendus	Indicateurs	Niveau de l'indicateur	Responsables	Source de vérification	Niveau d'application	Outils et méthode	Fréquence
faveur de la protection des OEV								
5.2.2 Mener un plaidoyer au niveau des ministères de la santé, éducation, GFE, justice, jeunesse, intérieur etc. pour la mise en place des mécanismes d'accès facile aux services des OEV		<ul style="list-style-type: none"> Nombre de plaidoyer menés au niveau des ministères de la santé, éducation, GFE, justice, jeunesse, intérieur etc. pour la mise en place des mécanismes d'accès facile aux services des OEV 	Output	MINAS	<ul style="list-style-type: none"> Rapport de plaidoyer 	National	Rapportage	Annuel
5.2.3. Mener un plaidoyer auprès des gouvernements et parlements provinciaux pour l'allocation de ressources publiques vers les actions de prise en charge des OEV selon TF provincial et pt focal OEV		<ul style="list-style-type: none"> Nombre de plaidoyers menés auprès des gouvernements et parlements provinciaux pour l'allocation de ressources publiques vers les actions de prise en charge des OEV selon TF provincial et pt focal OEV 	Output	MINAS	<ul style="list-style-type: none"> Rapport de plaidoyer 	National/provincial	Rapportage	Trimestrielle/Annuelle
5.2.4. Mener un plaidoyer auprès des leaders communautaires pour l'allocation de ressources vers les actions de prise en charge des OEV (en lien avec le 2.1.)		<ul style="list-style-type: none"> Nombre de plaidoyers menés auprès des leaders communautaires pour l'allocation de ressources vers les actions de prise en charge des OEV (en lien avec le 2.1.) 	Output	MINAS	<ul style="list-style-type: none"> Rapport de plaidoyer 	local	Rapportage	Trimestrielle/Annuelle
5.2.5. Sensibiliser le secteur privé pour une allocation des ressources à la prise en charge des OEV		<ul style="list-style-type: none"> Nombre de séances de sensibilisation du secteur privé pour une allocation des ressources à la prise en charge des OEV 	Output	MINAS	<ul style="list-style-type: none"> Rapport de plaidoyer 	National/provincial/local	Rapportage	Trimestrielle/Annuelle

Activités	Résultats attendus	Indicateurs	Niveau de l'indicateur	Responsables	Source de vérification	Niveau d'application	Outils et méthode	Fréquence
5.2.6. Sensibiliser la société civile pour une allocation des ressources à la prise en charge des OEV		• Nombre de séances de sensibilisation de la société civile pour une allocation des ressources à la prise en charge des OEV	Output	MINAS	• Rapport de plaidoyer	National/provincial/local	Rapportage	Trimestrielle/Annuelle
5.2.7. Mener un plaidoyer auprès des partenaires internationaux de développement pour une allocation des ressources en vue de soutenir le Plan National d'Action en faveur des OEV		• Nombre de plaidoyers menés auprès des partenaires internationaux de développement pour une allocation des ressources en vue de soutenir le Plan National d'Action en faveur des OEV	Output	MINAS	• Rapport de plaidoyer	National	Rapportage	Annuelle
Objectif 5.3. : Améliorer la gestion des ressources mobilisées en faveur des OEV								
5.3.1. Identifier les ressources disponibles en faveur des OEV	Des mécanismes de financements adéquats sont définis	• Les ressources disponibles en faveur des OEV sont identifiées	Output	MINAS	• Rapport d'activités	National/provincial/local	Rapportage	Annuelle
		• Cartographie des intervenants et des interventions en faveur des OEV	Output	MINAS	• Cartographie	National/provincial/local	Rapportage	Annuelle
5.3.2. Identifier les mécanismes de financements les plus adéquats pour atteindre les bénéficiaires (y compris le suivi)		• Les mécanismes de financement les plus adéquats pour atteindre les bénéficiaires sont identifiés	Output	MINAS	• Rapport financier, rapport d'activités	National/provincial/local	Rapportage	Annuelle
5.3.3. Harmoniser les mécanismes de financements		• Les mécanismes de financement sont harmonisés	Output	MINAS	• Rapport financier, rapport d'activités	National	Rapportage	Annuelle

ANNEXE 3 – Budget estimation selon activités and chronogramme

Plan d'Action National en faveur des Orphelins et Enfants Vulnérables 2010 - 2014

Activités	Ventilation Coût annuel et Chronogramme						
	Avant PAN-OEV 2009	2010	2011	2012	2013	2014	Total 5 ans
Domaine 1: Renforcement du cadre institutionnel	\$464.834	\$4.987.884	\$5.875.435	\$5.026.453	\$6.922.484	\$6.955.488	\$29.767.742
Objectif 1.1. Renforcer le cadre politique et législatif favorable aux OEV (niveaux central et entité décentralisée)	\$0	\$158.197	\$1.250.426	\$93.589	\$1.085.619	\$101.226	\$2.689.057
1.1.1. Elaborer un document de politique générale en faveur des OEV	\$0	\$127.972	\$0	\$0	\$0	\$0	\$127.972
1.1.2. Faire adopter un document de politique générale	\$0	\$30.225	\$0	\$0	\$0	\$0	\$30.225
1.1.3. Adapter les politiques sectorielles selon la politique OEV nouvellement définie	\$0	\$0	\$229.837	\$0	\$0	\$0	\$229.837
1.1.4. Vulgariser la politique générale en faveur des OEV et les politiques sectorielles amendées	\$0	\$0	\$782.962	\$46.794	\$846.851	\$50.613	\$1.727.220
1.1.5. Elaborer /diffuser un recueil de textes juridiques et réglementaires protégeant les droits des enfants	\$0	\$0	\$237.628	\$46.794	\$238.768	\$50.613	\$573.803
Objectif 1.2. : Elaborer les normes, les standards et documents techniques des interventions OEV en RDC d'ici un an	\$443.914	\$354.173	\$12.979	\$60.293	\$14.038	\$14.600	\$456.083
1.2.1. Elaborer les normes et les standards pour une prise en charge de qualité des OEV, en général et par domaine d'intervention	\$443.914	\$109.488	\$12.979	\$60.293	\$14.038	\$14.600	\$211.398
1.2.2. Définir les stratégies d'intervention pour une prise en charge de qualité des OEV, en général et par	\$0	\$232.205	\$0	\$0	\$0	\$0	\$232.205

domaine d'intervention et les documents techniques relatifs							
Objectif 1.3. : Organiser le cadre institutionnel de mise en œuvre du Plan National d'Action en faveur des OEV	\$0	\$980.480	\$775.842	\$163.780	\$176.181	\$189.311	\$2.285.594
1.3.1. Définir/ Identifier le cadre institutionnel de mise en œuvre du Plan National d'Action en faveur des OEV	\$0	\$83.485	\$0	\$0	\$0	\$0	\$83.485
1.3.2. Audit institutionnel et organisationnel sur la protection sociale	\$0	\$140.400	\$0	\$0	\$0	\$0	\$140.400
1.3.3. Mettre en place le comité de pilotage du PNA OEV et appuyer ses rencontres	\$0	\$5.200	\$5.408	\$5.624	\$5.849	\$6.083	\$28.165
1.3.4. Mettre en place et appuyer une unité nationale de gestion du PN OEV avec des points focaux décentralisés	\$0	\$713.284	\$610.401	\$128.234	\$133.364	\$138.698	\$1.723.982
1.3.5. Appuyer l'intégration et la mise en oeuvre des aspects OEV dans les plans sectoriels de tous les ministères impliqués dans la problématique des OEV	\$0	\$0	\$55.053	\$0	\$0	\$0	\$55.053
1.3.6. Mettre en place la coordination multisectorielle OEV aux niveaux provincial et local et appuyer ses rencontres	\$0	\$178.511	\$104.980	\$29.921	\$36.968	\$44.529	\$394.909
Objectif 1.4. Renforcer les capacités des acteurs clés (gouvernement, société civile) selon les politiques et les standards d'interventions	\$20.920	\$3.507.514	\$3.836.186	\$4.708.791	\$5.646.645	\$6.650.351	\$24.349.488
1.4.1. Elaborer les documents de formation, d'information sur les normes et les standards	\$20.920	\$21.757	\$0	\$0	\$0	\$0	\$21.757
1.4.2. Vulgariser les normes et les standards	\$0	\$255.528	\$89.989	\$93.589	\$97.332	\$101.226	\$637.664
1.4.3. Former des formateurs provinciaux sur les normes et standards et S&E	\$0	\$476.655	\$826.202	\$1.202.950	\$1.608.516	\$2.044.602	\$6.158.924

1.4.4. Former les membres des coordinations (nationale, provinciales et locales) et les équipes opérationnelles sur les normes et standards, les stratégies de prise en charge	\$0	\$803.762	\$620.947	\$651.409	\$683.314	\$716.730	\$3.476.162
1.4.5. Appuyer les capacités institutionnelles des acteurs clés impliqués dans la mise en œuvre des activités en faveurs des OEV, y compris PNA (Lien avec le domaine 2)	\$0	\$1.435.512	\$1.408.568	\$1.464.910	\$1.523.507	\$1.584.447	\$7.416.944
1.4.6. Organiser des échanges d'expériences au niveau provincial, national et international	\$0	\$514.301	\$890.481	\$1.295.933	\$1.733.976	\$2.203.346	\$6.638.038
Domaine 2 : Renforcement des mécanismes de prévention communautaires et des capacités des familles	\$0.00	\$7.624.441	\$30.876.070	\$39.947.230	\$36.757.581	\$71.501.556	\$186.706.877
2.1: Renforcer les capacités techniques des communautés et des familles à protéger les OEV	\$0.00	\$7.624.441	\$5.286.279	\$13.428.021	\$5.717.639	\$21.385.670	\$53.442.050
2.1. 1. Identifier et étendre les réseaux communautaires existants	\$0.00	\$2.539.992	\$1.761.061	\$1.831.504	\$1.904.764	\$1.980.954	\$10.018.275
2.1.2. Former les membres des réseaux communautaires sur la problématique des OEV, sur leur rôle à jouer dans la protection des OEV et sur les outils d'accompagnement (en lien avec le domaine 1)	\$0.00	\$328.236	\$227.577	\$236.680	\$246.148	\$255.994	\$1.294.635
2.1.3. Appuyer les activités d'accompagnement des OEV par les communautés	\$0.00	\$4.470.180	\$3.099.325	\$11.153.589	\$3.352.230	\$18.925.644	\$41.000.968
2.1.4. Sensibiliser/former les familles d'accueil sur la prise en charge des OEV, y compris les enfants chefs de ménage	\$0.00	\$286.032	\$198.316	\$206.248	\$214.498	\$223.078	\$1.128.173
2.2. : Renforcer les capacités socio-économiques des familles et des communautés	\$0.00	\$0	\$25.589.791	\$26.519.209	\$31.039.942	\$50.115.886	\$133.264.827

2.2.1. Appuyer les familles en AGR et la création de coopératives économiques (suivi compris)	\$0.00	\$0	\$21.727.181	\$17.972.635	\$19.164.624	\$32.385.098	\$91.249.538
2.2.2. Développer et financer les mécanismes d'allocation monétaire pour les ménages les plus vulnérables (cash transfert) (Lien avec 2.2. Evaluation des expériences d'allocations en cours) (suivi compris)	\$0.00	\$0	\$3.862.610	\$7.116.577	\$10.484.227	\$16.200.650	\$37.664.063
2.2.4. Appuyer la création/renforcer les mutuelles de santé en faveur des OEV (Lien avec 2.2. Evaluation des expériences en cours)	\$0.00	\$0	\$0	\$1.184.597	\$1.193.022	\$1.281.260	\$3.658.878
Domaine 3 : Amélioration de l'accès des OEV aux services sociaux de base	\$0.00	\$19.477.492	\$27.100.689	\$36.783.064	\$45.095.186	\$65.502.847	\$193.959.278
3.1. : Identifier les OEV et leurs besoins dans les zones géographiques d'intervention choisies (en lien avec le domaine 2)	\$0.00	\$206.295	\$226.964	\$289.507	\$351.544	\$423.433	\$1.497.743
3.1.1. Former les acteurs locaux chargés de l'identification des OEV et de leurs besoins	\$0.00	\$124.291	\$172.884	\$225.165	\$281.352	\$341.674	\$1.145.367
3.1.2. Identifier les OEV et évaluer leurs besoins	\$0.00	\$82.004	\$54.080	\$64.342	\$70.192	\$81.759	\$352.377
3.2. : Favoriser l'accès à la scolarisation et à la formation professionnelle des OEV	\$0.00	\$2.466.275	\$4.559.989	\$8.313.309	\$12.643.026	\$21.465.207	\$49.447.806
3.2.1. Evaluer les différentes stratégies d'appui à la scolarisation et la formation professionnelle des OEV actuellement en cours en RDC (cf. 1.2)	\$0.00	\$56.247	\$0	\$0	\$0	\$0	\$56.247
3.2.2. Harmoniser et adopter l'approche des partenaires sur l'accès à la scolarisation et la formation professionnelle des OEV	\$0.00	\$238.039	\$184.990	\$138.583	\$144.127	\$149.892	\$855.631
3.2.3. Harmoniser les mécanismes de financement pour appuyer l'accès à la scolarisation et la formation	\$0.00	\$131.610	\$136.874	\$0	\$0	\$0	\$268.484

professionnelle des OEV							
3.2.4. Assurer la prise en charge scolaire et la formation professionnelle des OEV selon la stratégie adoptée au niveau national	\$0.00	\$1.893.374	\$4.166.198	\$8.053.128	\$12.421.104	\$21.183.795	\$47.717.599
3.2.5. Appuyer la sensibilisation du personnel enseignants sur les stratégies d'accès à la scolarisation des OEV	\$0.00	\$147.004	\$71.926	\$121.598	\$77.796	\$131.520	\$549.844
3.3. : Favoriser l'accès aux soins médicaux de base des OEV	\$0.00	\$4.697.540	\$9.353.979	\$12.908.671	\$18.110.490	\$25.313.234	\$70.383.914
3.3.1. Evaluer les différentes stratégies d'appui à l'accès aux soins médicaux de base des OEV actuellement en cours en RDC (y compris l'attestation des indigences) (cf. 1.2)	\$0.00	\$159.558	\$110.627	\$115.052	\$119.654	\$124.440	\$629.332
3.3.2. Harmoniser et adoptée l'approche des partenaires sur la prise en charge des soins médicaux de base des OEV	\$0.00	\$273.179	\$163.914	\$246.793	\$200.687	\$220.881	\$1.105.454
3.3.3. Déterminer des mécanismes de financement pour l'accès aux soins médicaux de base des OEV	\$0.00	\$15.600	\$27.040	\$39.370	\$52.644	\$66.916	\$201.570
3.3.4. Appuyer les mécanismes d'accès aux soins médicaux de base des OEV mis en place	\$0.00	\$4.040.630	\$8.690.872	\$11.981.076	\$17.033.659	\$24.006.331	\$65.752.570
3.3.5. Appuyer la sensibilisation des acteurs sanitaires sur les stratégies d'accès aux soins médicaux de base des OEV	\$0.00	\$208.572	\$361.525	\$526.380	\$703.845	\$894.666	\$2.694.988
3.4. : Assurer la prise en charge psychosociale des OEV	\$0.00	\$2.773.382	\$3.587.183	\$4.479.234	\$3.625.882	\$4.634.832	\$19.100.513
3.4.1. Intégrer les standards et les normes de prise en charge psychosociale des OEV dans les modules de formation des travailleurs sociaux	\$0.00	\$209.583	\$363.277	\$528.931	\$707.257	\$899.002	\$2.708.050

3.4.2. Former les travailleurs sociaux sur les standards et stratégies de prise en charge psychosociale des OEV	\$0.00	\$97.888	\$169.673	\$247.044	\$330.334	\$419.891	\$1.264.830
3.4.3. Organiser et appuyer les centres socio-éducatifs (avec lieu d'écoute des OEV) et centres d'accueil des OEV (y compris pour les enfants vivant dans la rue)	\$0.00	\$2.465.910	\$3.054.233	\$3.703.258	\$2.588.292	\$3.315.940	\$15.127.633
3.5. : Assurer la protection juridique et judiciaire des OEV	\$0.00	\$2.075.620	\$2.125.289	\$2.242.342	\$2.365.197	\$2.917.934	\$11.726.382
3.5.1. Faire un état de lieu des structures de protection juridique et judiciaire qui travaillent en faveur des OEV	\$0.00	\$132.332	\$91.750	\$95.420	\$99.237	\$103.206	\$521.945
3.5.2. Former les agents de protection juridique et judiciaire sur les standards et les stratégies de prise en charge juridique des OEV	\$0.00	\$404.964	\$280.775	\$292.006	\$303.686	\$315.833	\$1.597.263
3.5.3. Appuyer les structures juridiques et judiciaires existants	\$0.00	\$257.868	\$178.788	\$185.940	\$193.378	\$201.113	\$1.017.087
3.5.4. Apporter une assistance juridique et judiciaire aux OEV	\$0.00	\$735.494	\$1.196.135	\$1.276.022	\$1.360.224	\$1.872.762	\$6.440.638
3.5.5. Sensibiliser les partis pérennants (familles, communautés,) sur les droits des enfants	\$0.00	\$298.756	\$207.137	\$215.423	\$224.040	\$233.001	\$1.178.356
3.5.6. Favoriser l'enregistrement des naissances des OEV	\$0.00	\$246.207	\$170.704	\$177.532	\$184.633	\$192.018	\$971.093
3.6. : Favoriser l'accès aux soutiens nutritionnels pour les OEV	\$0.00	\$5.671.445	\$4.693.610	\$4.954.689	\$3.707.284	\$5.414.365	\$24.441.392
3.6.1. Déterminer les stratégies et les mécanismes de financement pour l'accès aux soutiens nutritionnels pour les OEV	\$0.00	\$47.892	\$33.205	\$34.533	\$35.915	\$37.351	\$188.896
3.6.2. Appuyer les stratégies et les mécanismes d'accès aux soins nutritionnel des OEV	\$0.00	\$5.414.780	\$4.515.655	\$4.769.616	\$3.514.808	\$5.214.190	\$23.429.049
3.6.3. Appuyer la formation des acteurs sur les stratégies de prise en charge nutritionnelle des OEV	\$0.00	\$208.773	\$144.749	\$150.539	\$156.561	\$162.823	\$823.447

3.7. : Favoriser l'accès à une prise en charge des OEV infectés au VIH/SIDA et leurs parents	\$0.00	\$1.586.935	\$2.553.676	\$3.595.311	\$4.291.763	\$5.333.842	\$17.361.528
3.7.1. Appuyer les réseaux de soins à domicile (médicaments, équipements, fonctionnement) (en lien avec les programmes VIH/SIDA)	\$0.00	\$1.529.800	\$2.520.552	\$3.560.862	\$4.255.937	\$5.296.582	\$17.163.733
3.7.2. Appuyer les mécanismes de référence et contre référence vers les structures de prise en charge	\$0.00	\$57.135	\$33.124	\$34.449	\$35.827	\$37.260	\$197.795
Domaine 4 : Suivi & évaluation	\$0.00	\$1.021.719	\$1.029.781	\$1.460.203	\$1.648.938	\$1.701.421	\$6.862.061
4.1. : Développer un système de suivi & évaluation des activités OEV	\$0.00	\$396.273	\$162.590	\$187.373	\$187.556	\$214.829	\$1.148.622
4.1.1. Elaborer un système de suivi & évaluation des activités menées en faveur des OEV	\$0.00	\$116.262	\$0	\$0	\$0	\$0	\$116.262
4.1.2. Elaborer les outils de suivi & évaluation et les documents de formation	\$0.00	\$107.451	\$0	\$18.279	\$0	\$19.771	\$145.500
4.1.3. Créer des bases de données nationales, provinciales et locales, et soutenir leur actualisation	\$0.00	\$172.561	\$162.590	\$169.094	\$187.556	\$195.059	\$886.861
4.2. : Renforcer les capacités des acteurs sur le suivi & évaluation des activités OEV	\$0.00	\$291.789	\$475.192	\$672.801	\$931.846	\$1.162.295	\$3.533.924
4.2.1. Former des formateurs provinciaux sur le S&E	\$0.00	\$106.498	\$154.022	\$205.177	\$306.566	\$367.495	\$1.139.759
4.2.2. Former les membres des coordinations (nationale, provinciales et locales) et les équipes opérationnelles sur le S&E	\$0.00	\$185.291	\$321.170	\$467.624	\$625.280	\$794.800	\$2.394.165
4.3. : Documenter et améliorer la mise en œuvre des stratégies d'intervention en faveur des OEV	\$0.00	\$215.748	\$269.372	\$334.844	\$396.904	\$0	\$1.216.868
4.3.1. Mener des études opérationnelles sur la prise en charge des OEV (en lien avec le 1.2.2.)	\$0.00	\$198.848	\$206.802	\$307.425	\$319.722	\$0	\$1.032.798

4.3.2. Diffuser les résultats des études opérationnelles	\$0.00	\$16.900	\$62.571	\$27.419	\$77.181	\$0	\$184.071
4.4. : Assurer le suivi & évaluation des activités et de la mise en œuvre PNA	\$0.00	\$117.909	\$122.625	\$265.184	\$132.632	\$324.296	\$962.647
4.4.1 Organiser des missions de supervision sur terrain aux niveaux provincial et local (accompagnement et suivi)	\$0.00	\$37.752	\$39.262	\$40.833	\$42.466	\$44.165	\$204.477
4.4.2. Organiser des revues annuelles sur la mise en œuvre du PNA	\$0.00	\$80.157	\$83.363	\$86.698	\$90.166	\$93.772	\$434.156
4.4.3. Organiser une revue à mi-parcours sur la mise en œuvre du PNA (y compris partie financière)	\$0.00	\$0	\$0	\$137.654	\$0	\$0	\$137.654
4.4.4. Procéder à l'évaluation finale sur la mise en œuvre du PNA (y compris partie financière)	\$0.00	\$0	\$0	\$0	\$0	\$186.360	\$186.360
Domaine 5 : Mobiliser les ressources financières, matérielles et humaines adéquates pour mettre en œuvre le PNA OEV	\$0.00	\$8.697.961	\$9.407.499	\$7.835.366	\$12.192.162	\$10.653.392	\$48.786.380
5.1. Mobiliser la société civile sur la problématique des OEV et sur leur rôle à jouer dans leur soutien.	\$0.00	\$3.289.428	\$3.868.990	\$5.014.811	\$6.261.374	\$7.602.680	\$26.037.284
5.1.1. Elaborer/adapter le matériel de communication pour la sensibilisation des communautés et des leaders communautaires à la protection des OEV et leur rôle à jouer (En lien avec le 5.1 et la stratégie de communication)	\$0.00	\$328.627	\$253.013	\$254.360	\$264.534	\$275.116	\$1.375.650
5.1.2 Travailler étroitement avec les medias.	\$0.00	\$311.713	\$318.503	\$321.401	\$330.162	\$342.152	\$1.623.931
5.1.3 Travailler avec les canaux autres que les medias (ONGs, églises, marchés, théâtre populaire écoles/universités...)	\$0.00	\$2.525.744	\$3.090.888	\$4.142.762	\$5.273.839	\$6.488.775	\$21.522.008
5.1.4 Travailler avec les individus influents et les événements pour attirer l'attention sur les OEV.	\$0.00	\$123.344	\$206.586	\$296.289	\$392.839	\$496.638	\$1.515.695
5.2. : Accroître les ressources disponibles en faveur des OEV	\$0.00	\$5.362.669	\$5.515.795	\$2.775.335	\$5.930.788	\$3.001.802	\$22.586.389

<p>5.2.1 Mener un plaidoyer au niveau des institutions nationales (Président, Premier ministre, parlementaires) pour une allocation de ressources publiques en faveur de la protection des OEV</p> <p>5.2.2. Mener un plaidoyer au niveau des ministères de la santé, éducation, GFE, justice, jeunesse, intérieur etc., pour la mise en place des mécanismes d'accès facile aux services des OEV</p> <p>5.2.3. Mener un plaidoyer auprès des gouvernements et parlements provinciaux pour l'allocation de ressources publiques vers les actions de prise en charge des OEV selon TF provincial et pt focal OEV</p> <p>5.2.4. Mener un plaidoyer auprès des leaders communautaires pour l'allocation de ressources vers les actions de prise en charge des OEV (en lien avec le 4.1.)</p> <p>5.2.5. Sensibiliser le secteur privé pour une allocation des ressources à la prise en charge des OEV</p> <p>5.2.6. Sensibiliser la société civile pour une allocation des ressources à la prise en charge des OEV</p> <p>5.2.7. Mener un plaidoyer auprès des partenaires internationaux de développement pour une allocation des ressources en vue de soutenir le Plan National d'Action en faveur des OEV</p>	\$0.00	\$90.220	\$32.448	\$33.746	\$35.096	\$36.500	\$228.009
	\$0.00	\$249.600	\$259.584	\$269.967	\$280.766	\$291.997	\$1.351.914
	\$0.00	\$1.708.928	\$1.777.285	\$1.848.377	\$1.922.312	\$1.999.204	\$9.256.105
	\$0.00	\$134.433	\$139.810	\$38.316	\$151.219	\$41.442	\$505.220
	\$0.00	\$268.424	\$279.161	\$216.536	\$301.940	\$234.206	\$1.300.267
	\$0.00	\$2.879.864	\$2.995.059	\$368.393	\$3.239.455	\$398.454	\$9.881.225
	\$0.00	\$31.200	\$32.448	\$0	\$0	\$0	\$63.648
5.3. : Améliorer la gestion des ressources mobilisées en faveur des OEV	\$0.00	\$45.864	\$22.714	\$45.220	\$0	\$48.909	\$162.707
5.3.1. Identifier les ressources disponibles en faveur des OEV	\$0.00	\$45.864	\$22.714	\$45.220	\$0	\$48.909	\$162.707

5.3.2. Identifier les mécanismes de financements les plus adéquats pour atteindre les bénéficiaires (y compris le suivi)	\$0.00	\$0	\$0	\$0	\$0	\$0	\$0
5.3.3. Harmoniser les mécanismes de financements	\$0.00	\$0	\$0	\$0	\$0	\$0	\$0
TOTAL ¹⁰²	\$488.076	\$43.899.971	\$78.003.946	\$95.604.931	\$107.747.168	\$164.130.438	\$489.386.455

¹⁰² Le totale de 489.386.455, inclus les frais de fonctionnement de 5 pourcent

BIBLIOGRAPHIE

La Banque Africaine du Développement :

Département des opérations pays Région Centre. *Document de stratégie par pays axé sur les résultats 2008-2012*. Janvier 2008.

CISSIDA

Cartographie des structures impliquées dans la lutte contre le VIH/SIDA en République Démocratique du Congo, Rapport d'enquête, 1ère phase, par Prof. Dr Emile Paul OKITOLONDA Wemakoy, Ass. Joel KONDE NKIAMA NUMBI, Ass. Dr Didine KABA KINKODI

Coopération universitaire au développement :

Observatoire du Changement Urbain Université de Lubumbashi, Université de Liège, Université libre de Bruxelles. *Les enfants de la rue au Katanga en République Démocratique du Congo*. Novembre 2004.

École de Santé Publique de Kinshasa :

Situation des Orphelins et Enfants Vulnérables (OEV) et de leurs tuteurs dans les Provinces de Kinshasa, Kasaï Oriental, Bas-Congo et Province Orientale. Novembre 2008.

International Rescue Committee :

Coghlan, Dr. Benjamin, et al. *Mortality in the Democratic Republic of Congo: An Ongoing Crisis*. 2006.

Ministère des Affaires Sociales, Action Humanitaire, et Socialité (MINAS) :

Stratégie Nationale de Protection Sociale des Groupes Vulnérables en République Démocratique du Congo. 2004.

Compte rendu de la réunion du Groupe consultatif sur les OEV, 11 décembre 2006

Lignes directrices de la protection des enfants en rupture familiale. Mars 2007.

Rapport de l'atelier sur l'Index national de l'effort de prise en charge des Orphelins et Enfants Vulnérables en RDC. RAAAP-RDC. Octobre 2007.

Rapport de l'atelier sur l'évaluation réponse communautaire. RAAAP-RDC. Décembre 2007.

Rapport de l'atelier sur l'évaluation du contexte. RAAAP-RDC. Décembre 2007.

Atelier zonal Est sur l'Analyse rapide de la situation des Orphelins et autres Enfants Vulnérables en RDC (Nord Kivu, Sud Kivu, Maniema, Province Orientale). RAAAP-RDC. Juillet 2008.

Atelier zonal Ouest sur l'Analyse rapide de la situation des Orphelins et autres Enfants Vulnérables en RDC (Kinshasa, Equateur, Bandundu, Bas Congo). RAAAP-RDC. Juillet 2008.

Atelier zonal Sud sur l'Analyse rapide de la situation des Orphelins et autres Enfants Vulnérables en RDC (Katanga, Kasai Oriental, Kasai Occidental). RAAAP-RDC. Juillet 2008.

Rapport synthèse du processus RAAAP-RDC, Ministère des Affaires Sociales, Action Humanitaire et Solidarité Nationale, Avril 2009

Ministère des Droits Humains :

Deuxième rapport périodique cumulant 3ème et 4ème rapports sur la mise en œuvre de la convention relative aux droits de l'enfant. Juillet 2007.

Ministère de Genre, Femme, et Enfants :

Plan d'action national de prévention et de lutte contre les violences faites à l'enfant en RDC. Mars 2007.

Ministère du Plan et de Reconstruction :

Ministère du Plan, UNICEF, USAID, Enquête nationale sur la situation des enfants et des femmes, MICS 2/2001, rapport d'analyse, Juillet 2002.

Document de la stratégie de la croissance de réduction de la pauvreté. Juillet 2006.

Ministère du Plan. Enquête Démographique et de Santé 2007. Août 2008.

Ministère de la Santé Publique :

Ministère de la Santé. Plan Stratégique National de Lutte contre le VIH/SIDA/MST (1999-2008).

Ministère de la Santé Publique Secrétariat général Plan stratégique de lutte contre le VIH et le SIDA 2008-2012, RDC, Juin 2008.

Programme National Multisectoriel de Lutte contre le VIH/SIDA (PNMLS) :

Rapport de mise en œuvre de la déclaration d'engagement de chefs d'état et de gouvernement pour la lutte contre la VIH/SIDA en RDC. Décembre 2008.

Plan Stratégique National de lutte contre le SIDA 2010-2014, Draft 03, Juin 2009.

The President's Emergency Plan for AIDS Relief

Next generation indicators reference guide. June 2009

République Démocratique du Congo :

Constitution de la République Démocratique du Congo. 18 février, 2006.

L'ordonnance N°07/018 du 16 mai 2007 fixant les attributions des Ministères, 2007.

Loi 09/001 du 10 janvier 2009 portant sur la Protection de l'Enfant, Assemblée Nationale, RDC, 2009.

United Nations

Session Spéciale des Nations Unies sur le VIH/SIDA, 2001

United Nations Children's Fund (UNICEF):

Schapman, Sophie et Bakutuvwidi Makani Paul. *Analyse de la situation des orphelins Kikimi, Mbanza Ngungu, UNICEF, RDC.* Septembre 2003.

Cadre pour la protection, les soins, et le soutien aux orphelins et enfants vulnérables vivant dans un monde avec le VIH et SIDA. Juillet 2004.

Guide de suivi et de l'évaluation de la réponse nationale face au problème des orphelins et des enfants rendus vulnérables par le VIH/SIDA. Février 2005

SOS Enfant : reportage de Martin Bell sur les enfants piégés par la guerre. Juillet 2006.

Pauvreté des enfants et disparités en République Démocratique du Congo : Rapport final. Août 2008.

United Nations Joint Programme on HIV/AIDS (UNAIDS)

Rapport sur l'épidémie mondiale du Sida 2008, UNAIDS, OMS, 2008.

United Nations Development Programme (UNDP):

Rapport mondial sur le développement humain 2005. 2006.

United Nations General Assembly :

Convention on the Rights of the Child. Adopted and opened for signature, ratification and accession by General Assembly resolution 44/25 of 20 November 1989 entry into force 2 September 1990, in accordance with article 49.

Special Session on HIV/AIDS (UNGASS). Rapport national de suivi de la mise en œuvre de la déclaration d'engagement des chefs d'état et de gouvernement sur le VIH/SIDA. December 2008.

SITES INTERNET CONSULTÉS :

<http://www.cissida.org>

<http://www.monuc.org>

<http://sites.google.com/site/oevrdc/>

<http://www.theirc.org>

<http://www.unaids.org>

<http://www.undp.org>

<http://www.wfp.org>

Back cover/dos de document

MINAS adresse

Infos de contact

Documents sur le PAN OEV sont disponibles sur le site:

<http://sites.google.com/site/oevrdc/>